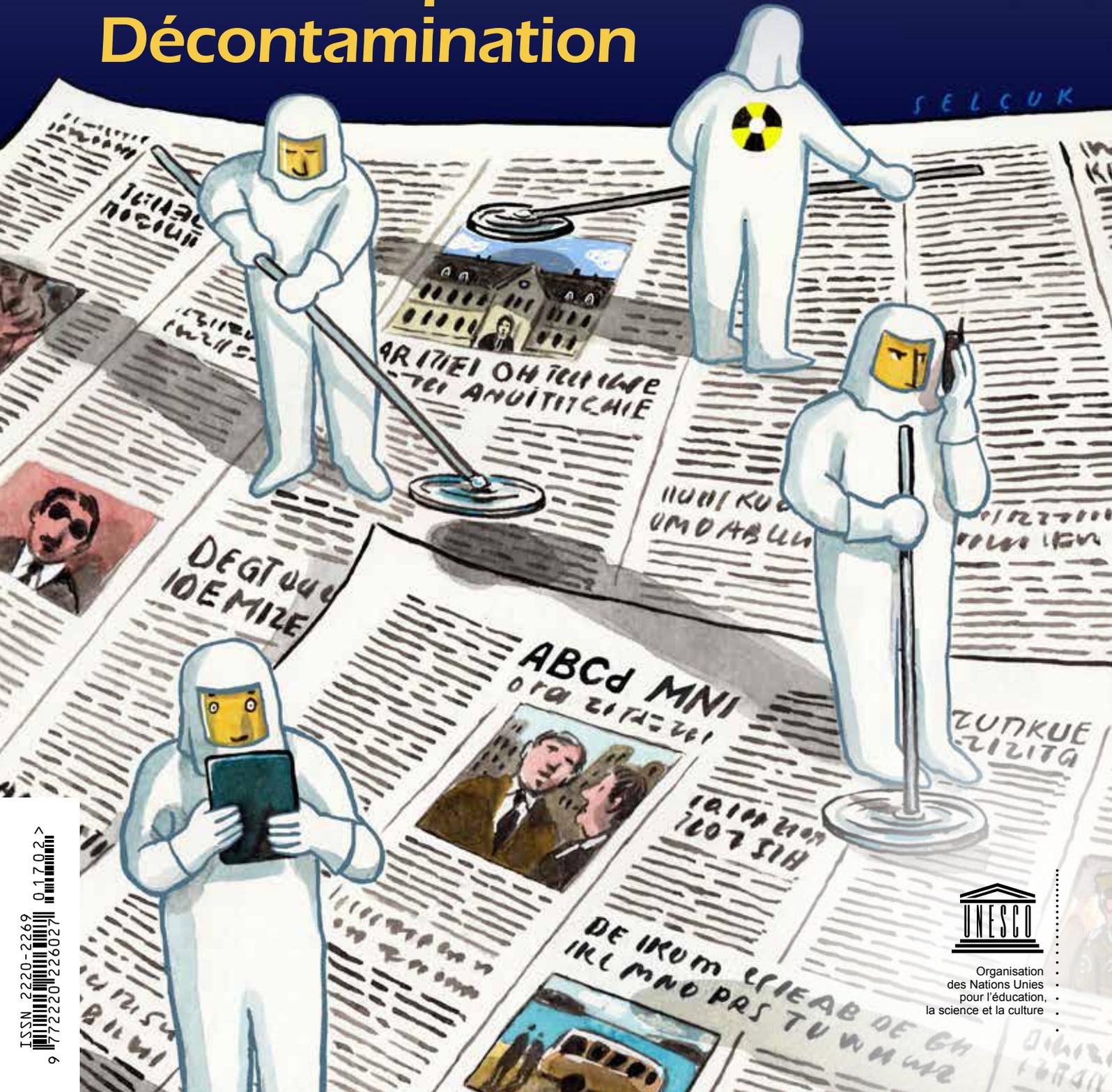


# LE Courrier

DE L'UNESCO

Juillet-septembre 2017 • n°2

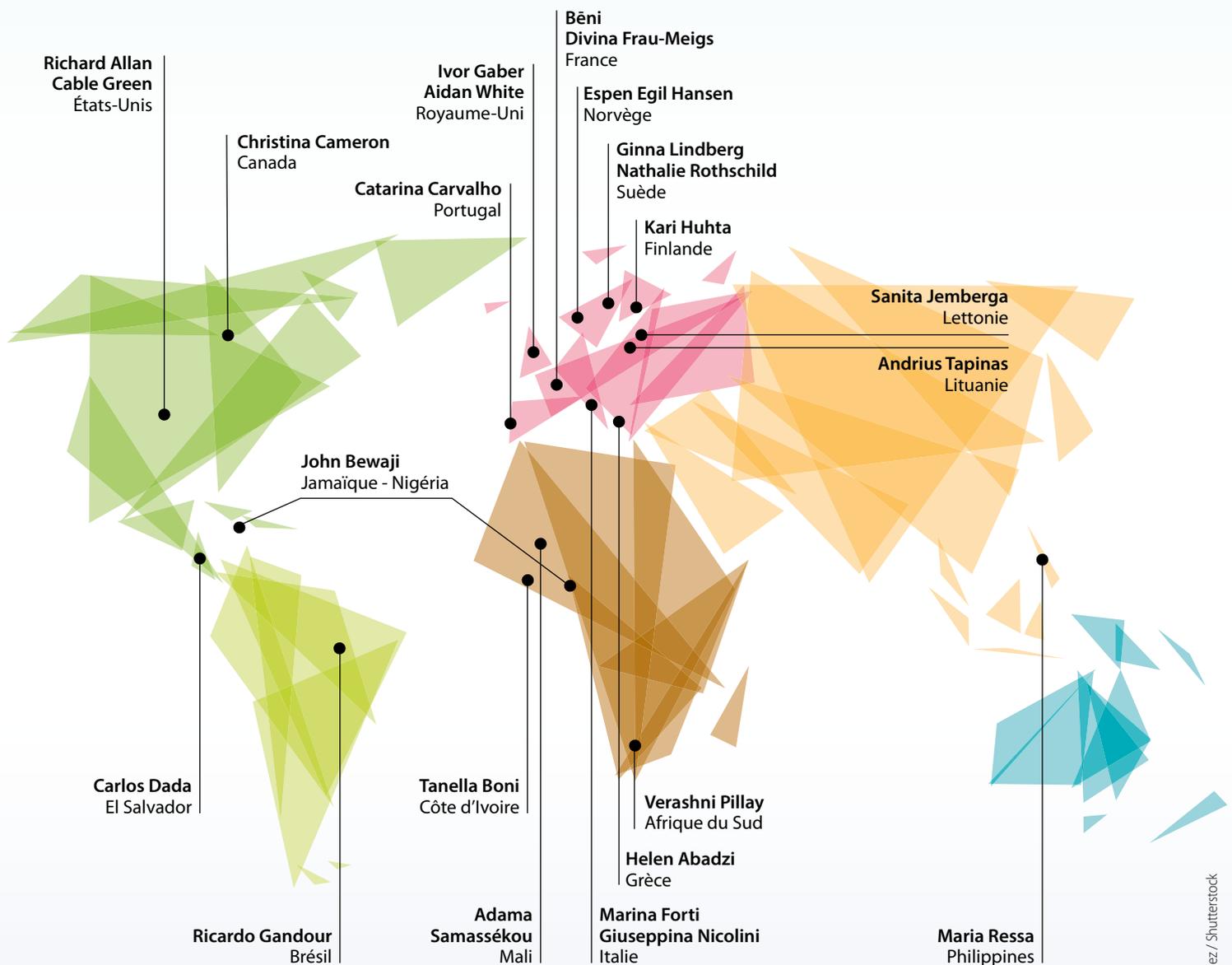
## Médias : Opération Décontamination



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

ISSN 2220-2269  
01702 >  
9 772220 226027

# Nos contributeurs



## 2017 • n° 2 • Publié depuis 1948

*Le Courrier de l'UNESCO* est un trimestriel publié en sept langues par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il promeut les idéaux de l'Organisation, en diffusant des échanges d'idées sur des thèmes de portée internationale en lien avec son mandat.

*Le Courrier de l'UNESCO* est publié grâce au généreux soutien de la République populaire de Chine.

**Directeur de la publication :** Eric Falt

**Directeur exécutif :** Vincent Defourny

**Directrice éditoriale :** Jasmina Šopova

**Directeur de la production et de la promotion :** Ian Denison

**Secrétaire de rédaction :** Katerina Markelova

**Rédactrice numérique :** Malahat Ibrahimova

**Architecte numérique :** Denis Pitzalis

## Rédacteurs linguistiques :

**Anglais :** Shiraz Sidhva

**Arabe :** Anissa Barrak

**Chinois :** China Translation & Publishing House

**Espagnol :** Lucia Iglesias

**Français :** Isabelle Motchane-Brun

**Portugais :** Ana Lúcia Guimarães

**Russe :** Marina Yaloyan

**Traduction :** Françoise Arnaud-Demir

**Iconographe :** Danica Bijeljic

**Maquette :** Corinne Hayworth

**Illustration de la couverture :** © Selçuk

**Impression :** UNESCO

**Abonnement gratuit à la version électronique :**

<http://fr.unesco.org/courier>

**Renseignements et droits de reproduction :**

[courier@unesco.org](mailto:courier@unesco.org)

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2017

ISSN 2220-2269 - e-ISSN 2220-2277



Périodique publié en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO ([www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr](http://www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr)).

La présente licence s'applique exclusivement aux textes. L'utilisation d'images devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

# LE Courrier DE L'UNESCO



Irina Bokova,  
Directrice générale de l'UNESCO.

© Yulian Donovan

## Éditorial

Chaque apparition d'un nouveau média a provoqué une révolution : l'imprimerie, la radio, la télévision, l'Internet ont changé la face des sociétés, des manières de s'informer, de vivre et de s'organiser.

À chaque apparition d'un média nouveau, des voix s'élèvent pour affirmer qu'il tuera le précédent : que la radio tuera la presse écrite, que la télévision tuera la radio, que les médias numériques tueront tous les autres... Pourtant, le paysage médiatique actuel souligne aussi les phénomènes de complémentarité, d'émulation et d'interaction entre les différents moyens d'information et de communication, qui se répondent et s'amplifient les uns les autres.

Jamais on n'aura autant communiqué, et jamais à aussi grande échelle. Les nouvelles technologies ont ouvert des chemins nouveaux, permettant aux citoyens du monde entier d'accéder à des informations plus diverses, plus nombreuses, et de jouer un rôle nouveau dans la production de cette information, de devenir eux-mêmes des producteurs de contenus. Elles créent aussi de nouvelles barrières, et soulèvent de nouveaux défis de régulations et de déontologie des nouveaux médias.

D'où vient l'information ? Comment est-elle fabriquée ? Qui est garant de sa qualité ? Comment distinguer le vrai du faux dans cette toile tissée par des milliards d'informations de toutes parts ? Dans l'incroyable enchevêtrement des médias, les rôles traditionnels des producteurs, diffuseurs et consommateurs d'informations sont modifiés. La profusion d'*infax* (*fake news*) et le risque d'enfermement de l'audience dans des « bulles d'information » fabriquées par des algorithmes ouvrent de nouvelles questions sur la liberté d'expression, et sur la diversité culturelle.

La pluralité d'opinions éclairées est une condition sine qua non du développement démocratique de nos sociétés. La qualité des informations diffusées par les médias – traditionnels et nouveaux – est déterminante dans la formation de l'opinion publique. C'est pourquoi l'UNESCO met un accent tout particulier à l'éducation aux médias et à l'information qu'elle considère comme une compétence citoyenne fondamentale du XXI<sup>e</sup> siècle.

La liberté d'expression et la libre circulation des idées par les mots et l'image font partie des principes constitutifs de l'UNESCO et sont au cœur de l'Agenda 2030 pour le développement durable. L'UNESCO soutient le travail des journalistes et militants déterminés qui défendent ces libertés fondamentales, comme le journaliste Dawit Isaak, lauréat du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2017, dont on peut découvrir le portrait dans ce numéro du *Courrier de l'UNESCO*.

Au cours de cette dernière décennie, plus de 800 professionnels des médias ont été victimes de crimes visant à museler la libre expression. Seul un meurtre sur dix a donné lieu à un jugement. Cette impunité est inacceptable et alimente encore la spirale de la violence dans le futur. C'est pourquoi l'UNESCO s'engage de toutes ses forces pour y mettre un terme, sur tous les continents, comme une condition indispensable de sociétés pacifiques et d'autant plus robustes qu'elles sont mieux informées.

À l'ère de la « post-vérité », le rôle de l'UNESCO est plus important que jamais, et ce nouveau numéro du *Courrier* est une belle occasion de renouveler notre engagement fondateur à soutenir l'information et la communication pour construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes.

**Irina Bokova**  
Directrice générale de l'UNESCO.

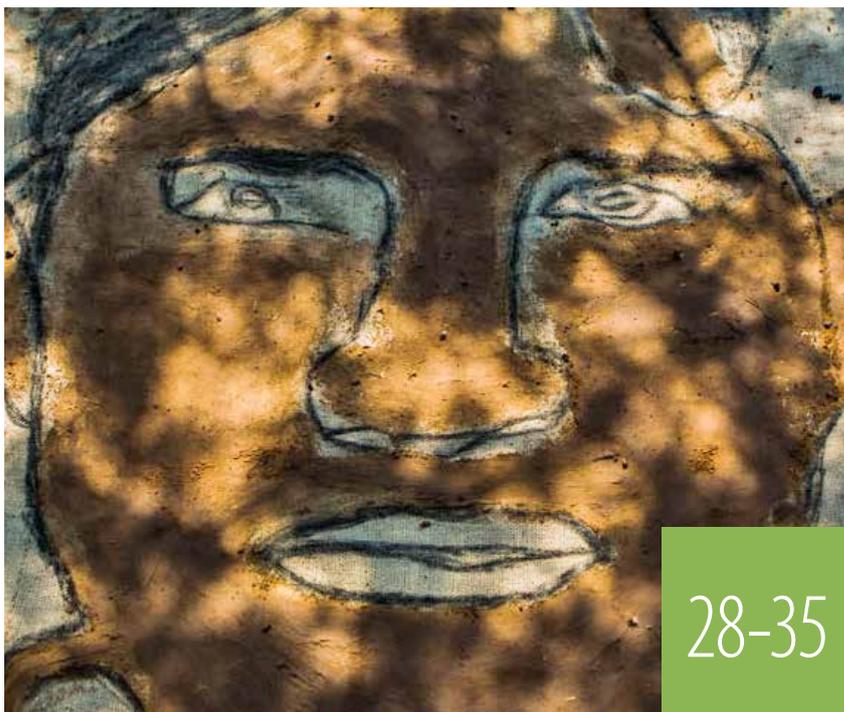
# Sommaire



## GRAND ANGLE

### Médias: Opération Décontamination

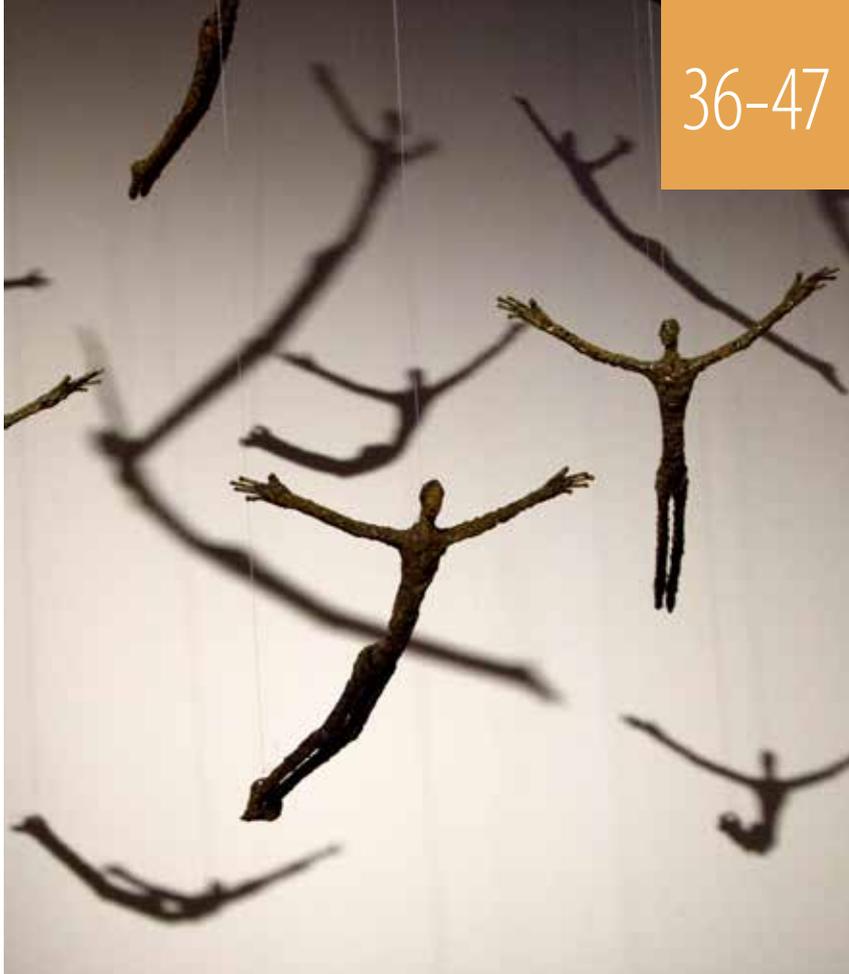
- 7** **Le journalisme éthique refait la Une**  
Aidan White
- 10** **Fake news : ce qu'en pensent les journalistes**
- 12** **Développer l'esprit critique contre les « infaux »**  
Divina Frau-Meigs
- 16** **Aftenposten versus Facebook: une controverse éclairante**  
Marina Yaloyan  
avec Egil Hansen et Richard Allan
- 20** **Le pari réussi d'une télé en ligne**  
Andrius Tapinas
- 22** **Un phare grâce au Net**  
Carlos Dada
- 24** **Le journalisme d'investigation contre vents et marées**  
Sanita Jemberga



## ZOOM

**Mon visage, ma terre**  
Katerina Markelova  
et IDENTITESproject

36-47



## IDÉES

**L'humanité ou comment éteindre la soif d'humanité**  
Adama Samassékou

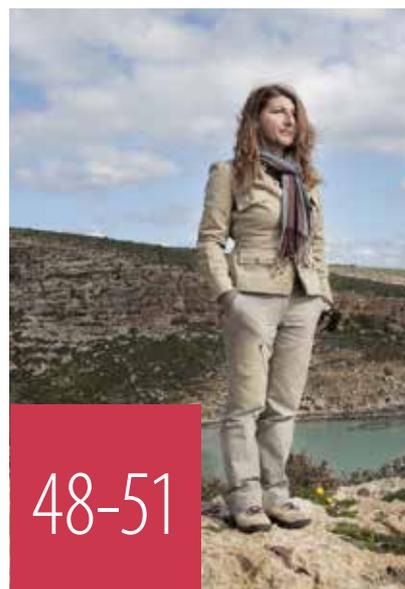
37

**Sciences humaines : de l'importance des récits autochtones**  
John Bewaji

42

**Le poète au cœur de la cité**  
Tanella Boni

46

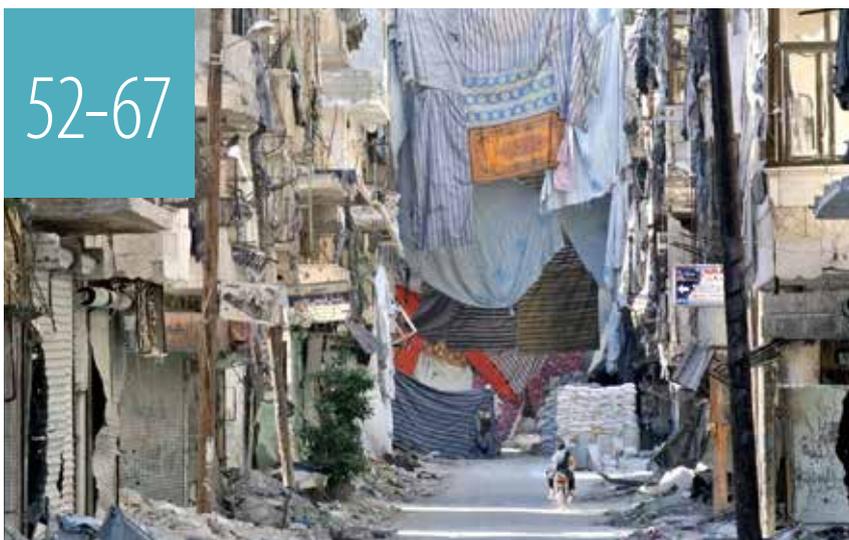


48-51

## NOTRE INVITÉ

**Giuseppina Nicolini : « Accueillir est la vocation naturelle d'une île »**  
Propos recueillis par Marina Forti

52-67



68-71



## ACTUALITÉS

53

**Dawit Isaak, incarcéré pour délit d'opinion**  
Nathalie Rothschild

56

**Faut-il reconstruire le patrimoine ?**  
Christina Cameron

60

**La précocité, clé de l'alphabétisation**  
Helen Abadzi

64

**Faciliter l'apprentissage grâce au partage libre et légal**  
Cable Green



## NEWS

**La parole est aux jeunes !**

68

**Nouveau départ pour le *Courrier de l'UNESCO***

70

**Exposition**

71



Grand angle

# Médias : Opération Décontamination



© Lukiyanova Natalia frenta / Shutterstock



# Le journalisme éthique **refait la Une**

par Aidan White

En perdant ses principes éthiques, le journalisme perd ses valeurs fondamentales, sa crédibilité, sa raison d'être. Comment l'en préserver ? Régler sa déontologie par de nouvelles lois fait courir des risques de censure. Seul l'engagement volontaire en faveur de l'éthique peut rendre au journalisme ses lettres de noblesse.

Le journalisme connaît actuellement une mutation sans précédent. Le travail du journaliste est devenu plus rapide, plus contraint et infiniment plus complexe. Les médias ont appris à leurs dépens que la révolution de l'information – malgré toutes ses qualités libératrices – est une épée à double tranchant.

D'une part, il est devenu possible d'envoyer un article entier à l'autre bout du monde en quelques secondes et la communication est capable de créer des communautés plus fortes, plus informées et plus impliquées ; d'autre part, les modèles économiques qui rétribuaient autrefois le journalisme sont cassés, et bien souvent irréparables.

L'argent finançant le journalisme d'intérêt public ayant fondu, les salles de rédaction peinent à préserver leur assise éthique. Et les travers que nous traquons depuis toujours – partis pris politiques, mainmise indue des entreprises, stéréotypes et conflits d'intérêt – s'en trouvent encouragés d'autant.

Les quinze dernières années ont vu le déclin spectaculaire du journalisme d'information, les technologies ayant bouleversé les modes de communication des populations et le fonctionnement des médias.



© Jugoslav Vlahovic

« Les géants technologiques, comme Google, Facebook, Amazon ou Twitter, diffusent des informations dans un environnement dont toute valeur est absente », selon Aidan White.

Aujourd'hui, la plupart d'entre nous glanons les nouvelles sur nos téléphones portables et sur des plateformes en ligne qui se sont enrichies en exploitant les données personnelles des internautes, et en captant la publicité lucrative des médias traditionnels.

## Un écho mondial

Des milliers de médias d'information (essentiellement dans la presse écrite) ont mis la clé sous la porte. Des dizaines de milliers de journalistes ont perdu leur emploi. Cette réduction des sources traditionnelles d'information, notamment au niveau local et régional, a également restreint l'accès aux sources d'information fiables et éprouvées, même si l'espace de libre expression, lui, s'est spectaculairement élargi.

L'*Ethical Journalism Network* (EJN), ou Réseau du journalisme éthique, a été créé il y a cinq ans pour soutenir le journalisme dans cette période de crise.

Coalition de plus de 60 groupes de journalistes, rédacteurs, patrons de presse et groupes de soutien des médias, l'EJN favorise la formation et les initiatives concrètes destinées à renforcer l'éthique et la gouvernance. Qu'il s'agisse de concevoir un test pour permettre aux journalistes de débusquer les discours de haine, de définir des lignes directrices sur le reportage de guerre ou de dresser un bilan de la couverture des migrations, son action a trouvé un écho chez les journalistes du monde entier.

Du fait de l'enracinement de l'EJN dans les médias, ses rapports multipays jouissent d'une crédibilité au sein de la profession, même lorsqu'ils ne sont pas favorables aux journalistes, quand ils lèvent le voile sur les pratiques inavouées du journalisme, par exemple, ou sur les problèmes d'autorégulation.

Les sondages réalisés par le Réseau en cette période d'incertitude soulignent qu'en dépit d'un climat économique et politique de plus en plus hostile, les journalistes, où qu'ils se trouvent – de la Turquie, la Syrie et l'Égypte au Pakistan, à la Chine et à l'Indonésie – restent attachés à la vérité et à l'éthique.



## Gagner la confiance du public

Cette fidélité est un atout précieux à une époque de transformations sociales qui ont précipité la culture mondiale de la communication vers une transition chaotique. Pour les professionnels des médias, comme pour quiconque cherche les clés d'une communication sûre et sécurisée à l'avenir, défendre et promouvoir le journalisme éthique est devenu plus indispensable que jamais.

Les informations truquées (*fake news*), la propagande des partis et des entreprises et les abus éhontés en ligne menacent la démocratie et ouvrent de nouvelles lignes de front pour les défenseurs de la libre expression, les responsables politiques et les professionnels des médias. Le cocktail toxique de technologie numérique, de mœurs politiques sans scrupules et d'exploitation commerciale du nouveau paysage des communications crée des fractures de stress dans le champ bien plus vaste de l'information du public.

Conscient de cette situation, l'EJN a encouragé l'ouverture d'un nouveau débat sur la nécessité absolue de respecter le cadre éthique du journalisme pour regagner la confiance du public.

Nous avons constaté qu'il n'y avait pas d'aspiration débordante à un nouveau code déontologique. En effet, les valeurs fondamentales que sont l'exactitude, l'indépendance et le traitement responsable de l'information, qui ont évolué au cours des 150 dernières années, n'ont rien perdu de leur pertinence, même en ces temps de règne numérique.

Par conséquent, ce qu'il faut faire, selon l'EJN, c'est de conclure un nouveau partenariat avec le public des médias et les responsables politiques, afin de les convaincre que le journalisme éthique doit être renforcé, et qu'il peut être une source d'inspiration pour de nouveaux programmes de promotion de l'éducation à l'information.

## Principes cardinaux

Aujourd'hui, il n'appartient pas qu'aux journalistes de surveiller leur langage et de respecter les faits : quiconque a des choses à dire dans la sphère de l'information publique doit faire preuve d'une certaine retenue éthique.

L'EJN soutient que les valeurs éthiques du journalisme – fidélité aux faits, humanité et respect de l'autre, transparence et reconnaissance de ses propres erreurs – sont les principes cardinaux qui devraient guider chacun d'entre nous, usagers des médias sociaux et journalistes citoyens compris. Mais cette démarche devrait être volontaire, et non dictée par la loi.

Certains gouvernements, y compris dans les pays démocratiques, menacent de mettre les sociétés de services technologiques à l'amende si elles ne prennent pas les mesures adéquates pour supprimer les informations malveillantes et dangereuses qui s'invitent sur leurs plateformes. Or, cette pratique pourrait restreindre la liberté d'opinion et d'expression, ce qui nous pend pourtant au nez chaque jour davantage, à moins que lesdites sociétés ne se décident à réellement soutenir la communication éthique.

Le problème est que les géants technologiques qui dominent l'espace public d'information, comme Google, Facebook, Amazon ou Twitter, diffusent des informations dans un environnement dont toute valeur est absente. Ils n'accordent aucune priorité à l'information en tant que bien public, comme le fait le journalisme professionnel. Dans leur marketing, le journalisme se trouve sur un pied d'égalité avec toute autre information, même lorsque celle-ci est malveillante et abusive.

## Des algorithmes piègeurs de clics

Utiliser des algorithmes sophistiqués et des banques de données illimitées donnant accès à des millions d'abonnés, voilà un modèle d'affaires guidé par un objectif simple : encourager l'« information virale » qui procure suffisamment de clics pour favoriser la publicité numérique. Peu importe que l'information diffusée soit éthique, véridique ou honnête : ce qui compte, c'est qu'elle soit suffisamment sensationnelle, provocante et racoleuse pour capter l'attention.

Quel que soit leur degré de sophistication, on ne peut encoder les robots numériques avec des valeurs éthiques et morales. Les questions éthiques ne peuvent être appréhendées que par des êtres humains sensibles : des journalistes et des rédacteurs bien formés, informés et responsables.

Après les récents scandales – comme l'indignation suscitée par la censure de photos emblématiques (voir p. 16), la diffusion en continu d'images de tortures et de meurtres, et les plaintes de grandes sociétés après la parution de leurs publicités sur des sites prêchant le terrorisme, la haine et la pédophilie – les entreprises technologiques ont promis d'agir. Mais cela suffira-t-il ?

Le 3 mai 2017, à la suite du tollé provoqué par l'avalanche de vidéos de meurtres, de suicides et de viols collectifs diffusés sur le réseau, le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, a promis de recruter 3 000 modérateurs en plus des 4 500 membres de « l'équipe chargée des actions communautaires » qu'emploie déjà sa société.

Facebook comptant deux milliards d'abonnés, cela veut dire un modérateur pour environ 250 000 utilisateurs. Une goutte d'eau par rapport à ce qu'il faudrait pour surveiller et contrôler la croissance des contenus abusifs et contraires à l'éthique, et affronter les dangers de la propagande et de la désinformation.

## Menaces pour la démocratie

Une réponse simple, pour les sociétés technologiques, pourrait être d'accepter leur rôle d'éditeurs de l'ère numérique et d'aller piocher dans la masse des journalistes informés et respectueux de l'éthique que la révolution de l'information a évincés. Nous savons qu'ils en ont les moyens : au début de 2017, la valeur de Facebook était estimée à 400 milliards de dollars, celle de Google à plus de 600 milliards. L'une et l'autre comptent parmi les sociétés les plus riches du monde. Tandis que des responsables politiques et les magnats des nouvelles technologies se désolent sans rien faire devant ces questions, on voit de plus en plus de politiciens sans scrupules utiliser les technologies pour saper la démocratie et interférer dans les processus électoraux. Et les mensonges des informations truquées font partie de cette stratégie.



@nickgentryart (www.nickgentry.com)



« Quel que soit leur degré de sophistication, on ne peut encoder les robots numériques avec des valeurs éthiques et morales », explique Aidan White. « Profile Number 13 », œuvre de l'artiste britannique Nick Gentry.

Cette dérive a été récemment dénoncée par Tim Berners-Lee, l'inventeur du *World Wide Web*. Le scientifique et universitaire britannique met en garde contre le fait que le monde en ligne tombe peu à peu sous la coupe des gouvernements et des entreprises numériques et que l'exploitation des données personnelles est en train d'étrangler Internet.

Ses critiques insistent sur la menace déstabilisante et pernicieuse posée par la commercialisation d'informations truquées en politique.

Dans une lettre ouverte (datée du 12 mars 2017, jour du 28<sup>e</sup> anniversaire du web), Tim Berners-Lee signale que lors de l'élection de 2016 aux États-Unis, « jusqu'à 50 000 variantes de messages publicitaires [ont été] présentées chaque jour sur Facebook, une situation presque impossible à surveiller.

*On soupçonne que certaines publicités politiques, aux États-Unis et dans le reste du monde, sont utilisées sans éthique pour diriger des internautes vers des sites d'informations truquées, par exemple, ou pour en dissuader d'autres d'aller voter. (...) Est-ce démocratique ? »*

## Dénoncer la désinformation

C'est une bonne question, qui s'est également posée en France à la veille de l'élection présidentielle de mai 2017, lorsque des pirates informatiques, après avoir pillé des comptes de messagerie, ont publié des milliers de documents confidentiels – dont beaucoup de faux – à propos d'Emmanuel Macron, le futur vainqueur.

Cette montagne d'informations n'a pu être ni examinée, ni vérifiée, ni démentie par les journalistes, la loi française interdisant toute prise de parole publique sur le scrutin en cours dans les heures précédant le vote.

En revanche, elle a circulé librement sur les réseaux sociaux.

S'il arrive qu'un reporter aille parfois un peu vite en besogne en publiant une nouvelle, le journalisme éthique, lui, sait reconnaître ses erreurs. Et surtout, parce qu'il s'appuie sur les faits et poursuit un objectif civique, il procure aux politiques une feuille de route pour la construction d'un espace public d'information sûr et fiable.

Directeur du Réseau du journalisme éthique, **Aidan White** (Royaume-Uni) est l'auteur du livre *To Tell You The Truth*, panorama mondial des questions d'éthique du journalisme (2008). Il a été pendant 24 ans secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes, qu'il a quittée en mars 2011. Il est le fondateur de l'Institut international pour la sécurité de la presse et de l'Échange international de la liberté d'expression (IFEX).

# Fake news

## Ce qu'en pensent les journalistes

La désinformation n'est pas un phénomène nouveau. Ce qui l'est en revanche, c'est son ampleur et la vitesse avec laquelle les "fake news" et autres fausses informations se répandent, grâce aux médias numériques. Si elles obligent les journalistes et organes de presse crédibles à se remettre en question, elles sont aussi l'occasion pour eux de les combattre fermement. De la Suède à l'Afrique du Sud, nous avons posé la question à quelques-uns d'entre eux.

### Aidan White

Directeur, Réseau du journalisme éthique

Tandis que, partout dans le monde, se multiplient les signes d'ingérence dans les processus démocratiques, le débat sur les moyens de lutter contre les *fake news* est appelé à s'intensifier. Mais il est brouillé par une mauvaise compréhension du phénomène, de ses origines et de ses réels dangers.

Pour tenter d'éclairer le problème, le Réseau du journalisme éthique (EJN) a élaboré cette définition de l'information truquée : « Information fabriquée et publiée sciemment dans le but de tromper et d'inciter un tiers à croire à des mensonges ou à mettre en doute des faits vérifiables ». Elle devrait nous permettre de séparer plus aisément le journalisme de la propagande, des faits « alternatifs » et des mensonges malveillants.

### Verashni Pillay

Rédactrice en chef,  
*Huffington Post*, Afrique du Sud

Les *fake news* empoisonnent l'atmosphère dans laquelle nous travaillons. Le public doute désormais de tout ce qui est en circulation. Elles ont vraiment porté un coup aux relations entre le public et les médias.

### Kari Huhta

Spécialiste des questions diplomatiques,  
*Helsingin Sanomat*, Finlande

On exagère un peu vite l'effet des fausses nouvelles sur le journalisme. Je ne veux pas prendre cette question à la légère, car c'est un sérieux défi pour la société et les institutions. Il faut comprendre que les *fake news* n'ont pas pour but de raconter les choses autrement, elles visent avant tout à ébranler la crédibilité des institutions. Y compris du journalisme, mais pas uniquement.

### Ivor Gaber

Professeur de journalisme,  
Université du Sussex, Royaume-Uni

La désinformation a toujours existé, et cela depuis qu'on a réalisé l'influence des médias sur l'opinion publique. Ce qui est nouveau, et réellement préoccupant, c'est l'ampleur et la vitesse inouïes avec laquelle elle se propage grâce aux médias sociaux et à des plateformes comme Google ou Facebook.

Les *fake news* changent le journalisme parce qu'elles lui posent un réel défi, dans la mesure où il n'est pas toujours évident de distinguer le vrai du faux, mais aussi parce qu'elles renforcent considérablement le rôle du journalisme. Si quelqu'un peut en effet dénoncer les informations truquées, c'est le journaliste, le journaliste responsable s'entend. Je dirais qu'à court terme, les *fake news* sont une épine dans le pied des journalistes, mais qu'à plus long terme, elles les légitiment et leur donnent plus de poids dans la société.

### Ricardo Gandour

Directeur du journalisme,  
CBN, Réseau radio brésilien, Brésil

Les informations truquées réaffirment la mission traditionnelle du journalisme, qui est de tenter d'éclairer la société et le grand public. Nous devons renforcer cet aspect central de notre mission, qui est d'éclairer le débat, de montrer où se trouvent les faits réels et les vrais débats.



© Cristó Salgado

### Ginna Lindberg

Directrice du service étranger,  
Radiodiffusion-télévision suédoise, Suède

Toutes ces discussions sur les *fake news* affaiblissent l'audience des médias, en entretenant le doute sur ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas. En tant que journalistes professionnels, nous devons revenir à ce que nous faisons le mieux : vérifier les faits, exiger des réponses et garantir la transparence de nos méthodes [de collecte d'informations].

### Catarina Carvalho

Rédactrice en chef,  
Global Media Group, Portugal

Les *fake news* ne sont pas du journalisme. Nous devrions peut-être demander ce que nous [les médias traditionnels] avons fait au journalisme pour qu'elles puissent être acceptées et diffusées aussi facilement. Je pense que nous devrions procéder à un examen de conscience, et nous demander si nous faisons ce qu'il faut, si nos comportements sont les bons, si nous faisons réellement un journalisme éthique, afin d'empêcher les informations truquées d'avoir autant de pouvoir et d'influence, et de stopper leur expansion.

*Mensonges dans les réseaux sociaux.*

### Maria Ressa

Cofondatrice et PDG, *Rappler*, Philippines

*Rappler*, un réseau de médias sociaux voué au journalisme d'investigation, a recensé au moins 300 sites web propageant des *fake news* aux Philippines. Nous nous sommes notamment intéressés à la croissance de comptes Facebook suspects semant des informations truquées sur les pages de campagne lors des élections présidentielles de mai 2016.

Il nous a fallu près de trois mois pour éplucher toutes les données concernant ces comptes Facebook et constater leur caractère mensonger.

Nous avons découvert qu'un nid de 26 faux comptes pouvait influencer près de trois millions de pages Facebook. Et nous savons qu'aux Philippines, depuis novembre 2016, environ 50 000 comptes Facebook peuvent être mobilisés pour des campagnes ciblées en faveur ou à l'encontre de personnalités politiques ou de simples citoyens. Un autre compte mensonger était suivi par plus de 990 000 membres de groupes soutenant un dirigeant politique, et un autre encore, selon nos estimations, par 3,8 millions de membres d'organisations d'expatriés philippins et de groupes d'achat et de vente variés.

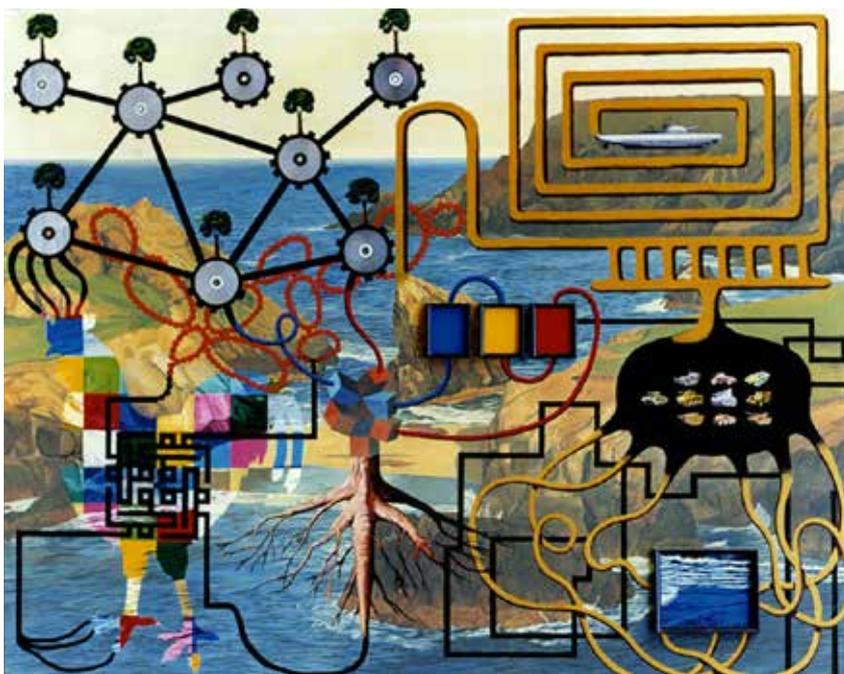
Dans la mesure où Facebook compte près de 54 millions d'utilisateurs aux Philippines, les médias sociaux constituent une arme redoutable pour museler toute opposition et manipuler l'opinion publique. *Rappler* a été la cible d'innombrables attaques sur le net, notamment en provenance de comptes Facebook spécialement ouverts pour harceler nos reporters et collaborateurs.

Nous n'en sommes que plus déterminés à dénoncer les mensonges et à empêcher leur propagation.

# Développer l'esprit critique contre les « infaux »

par Divina Frau-Meigs

Passée du surf léger, du babillage et du clavardage, à l'extraction de données à des fins de manipulation et de déstabilisation, la transformation numérique du paysage médiatique souligne l'importance croissante de l'éducation aux médias et à l'information. Une éducation qui doit repenser les médias et les fondements politiques et éthiques qui les légitiment.



© Oscar Seco

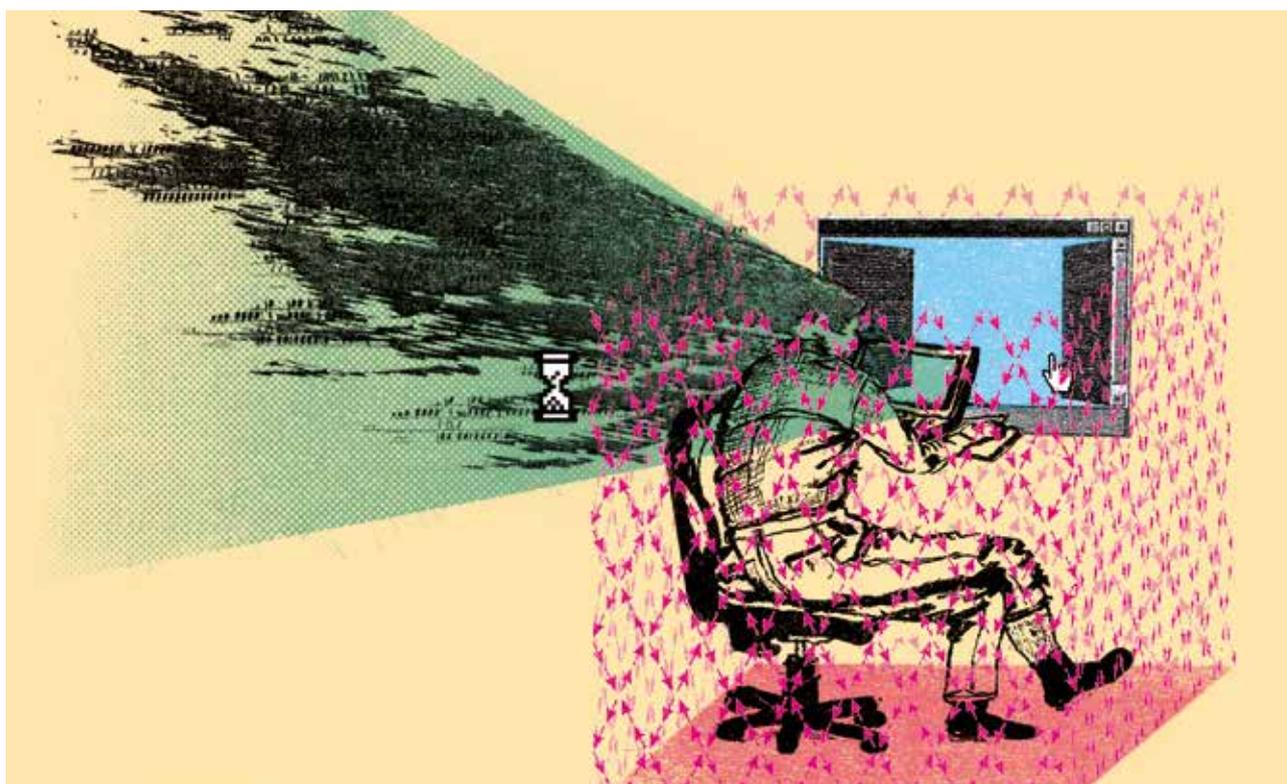
« L'île doublement mystérieuse »  
de la série « Labyrinthe et Utopie »  
du peintre espagnol Oscar Seco.

L'Éducation aux médias et à l'information (EMI) est souvent appelée à la rescousse ces jours-ci alors que les médias sont menacés de toutes parts, tant dans les régimes totalitaires que dans les régimes démocratiques. L'alerte a été donnée en France le 7 janvier 2015, lors de l'attentat contre le magazine satirique français *Charlie Hebdo* – une attaque contre une des formes médiatiques les plus vieilles au monde, la caricature.

J'étais alors directrice du Centre de liaison pour l'enseignement aux médias et à l'information (CLEMI). Il nous a fallu préparer le retour des élèves dans les classes le lendemain et répondre aux attentes des enseignants et des parents. Nous avons procédé comme lors des grandes catastrophes, en retrouvant dans nos archives des fiches pédagogiques sur la caricature et la propagande, en mettant en ligne des ressources médiatiques (sites Internet de référence, revue de presse, série de Unes). Nous avons aussi publié un entretien inédit de Charb, « Peut-on rire de tout ? », réalisé par le CLEMI en 2014. Ce dessinateur et journaliste, dont le vrai nom était Stéphane Charbonnier, a été assassiné lors de l'attentat.

Cette situation de crise a montré les atouts de l'EMI, mais aussi ses limites. Nous étions bien préparés à réagir sur le plan des ressources, mais nous n'avions pas prévu l'impact des médias sociaux.

Tout comme les médias pré-numériques, l'EMI doit faire un sursaut et inclure dans ses préoccupations ce que les datas font aux médias : elles poussent des informations sur le devant par la régulation des algorithmes, en lien avec l'historique des personnes ; elles peuvent enfermer dans une « bulle de filtres » pour renforcer les biais de confirmation qui confortent les idées préconçues ; elles peuvent réduire la diversité et le pluralisme des idées par la monétisation des contenus (clics par vues) ; elles sont envahissantes de la vie privée et menacent les libertés fondamentales par l'usage des traces à des fins non maîtrisées par l'utilisateur.



© Patric Sandri

L'EMI est secouée par les dernières crises autour de l'*infaux* (*fake news*) – triple mixte de rumeur, de propagande et de complotisme – plus fort même que l'intox, qui est un mélange toxique, mais somme toute discernable, de vérité et de mensonge. L'*infaux* est un phénomène qui relève de la désinformation mais sa volonté de nuisance est sans précédent car l'informatique la rend transfrontière et transmédia, donc virale.

L'EMI doit impérativement tenir compte de la transformation numérique, qui est passée du « continent bleu » au « continent noir ». Autrement dit, elle est passée du surf et du babillage et clavardage sur les plateformes contrôlées par les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), aux mines d'extraction toxique de données à des fins de manipulation et de déstabilisation massive.

C'est en cela que le décodage de la propagande en ligne est complexe, car il s'agit de décrypter une forme d'idéologie disruptive, technologiquement innovante mais véhiculant paradoxalement une révolution conservatrice mondiale, attelée à créer le chaos dans les systèmes politiques existant plutôt qu'à proposer un système de pensée politique progressiste.

## Le retour du commérage

L'EMI se retrouve donc dans l'obligation de repenser les médias et les fondements politiques et éthiques qui les légitiment. Il lui faut revoir le rôle des médias sociaux et des échanges qui s'y déroulent en tenant compte de l'augmentation numérique, qui transforme les anciennes audiences en nouvelles communautés de partage et d'interprétation. Le retour du commérage qu'ils manifestent n'est pas anodin et ne doit pas être traité par le mépris. Conversation *sotto voce* qui véhicule pêle-mêle racontars, rumeurs et ragots, le commérage rend le privé public. Il place l'authenticité au-dessus d'une vérité perçue comme une fabrication par des élites loin des préoccupations quotidiennes et locales.

Les médias sociaux véhiculent donc des nouvelles dont le statut véridique est incertain, en plaçant le faux pour arriver au vrai ou montrer que la vérité n'est pas si limpide que cela. D'où la tentation de parler de « post-vérité » à leur égard, mais c'est réduire leur portée et refuser d'y voir la quête d'une vérité autre, quand les systèmes d'information dits de référence font faillite. Ils remettent au centre l'éternelle bataille journalistique entre le fait objectif et le commentaire d'opinion qui se joue dans ces modèles d'influence.

*Le décodage de la propagande en ligne est complexe. Les nouvelles générations doivent apprendre à être à la fois « explorateurs, analystes et créateurs », estime Divina Frau-Meigs.*

En sciences de l'information-communication, le commérage relève du lien social. Il remplit des fonctions cognitives essentielles : surveillance de l'environnement, aide à la prise de décision par le partage des nouvelles, mise en cohérence d'une situation donnée avec les valeurs du groupe... Ces fonctions ont traditionnellement légitimé l'importance des médias. Mais ceux-là sont désormais perçus comme indigents et biaisés – ce dont le recours au commérage en ligne est le symptôme et les médias sociaux, le relais. Ce n'est pas tant la faute aux médias sociaux que celle des responsables du débat public dans le réel.

Sur les scènes politiques déstabilisées un peu partout dans le monde, les médias sociaux redonnent du sens au rôle régulateur du récit social. Ils mettent en lumière les violations des normes sociales, surtout quand les institutions politiques se targuent de transparence, car les secrets ne sont plus à l'abri. Face aux journaux inféodés aux partis, ils bousculent la norme d'objectivité, qui s'est fossilisée en présentant obligatoirement une opinion *pour* et une opinion *contre*.



« *Data.path* » (2013), œuvre de Ryoji Ikeda, artiste japonais dont les installations visent à rendre visible et palpable le réseau numérique invisible qui imprègne et définit notre monde.

Le public manifeste de la défiance à l'égard de la « véracité » de ce discours polarisé et se laisse séduire par la stratégie d'authenticité. Celle-ci établit une relation de proximité avec les membres de la communauté d'abonnés qui constitue désormais l'audience et vise à les impliquer dans les débats, tout en reposant sur le principe de transparence. Ainsi, à l'éthique de l'objectivité, les médias sociaux opposent l'éthique de l'authenticité.

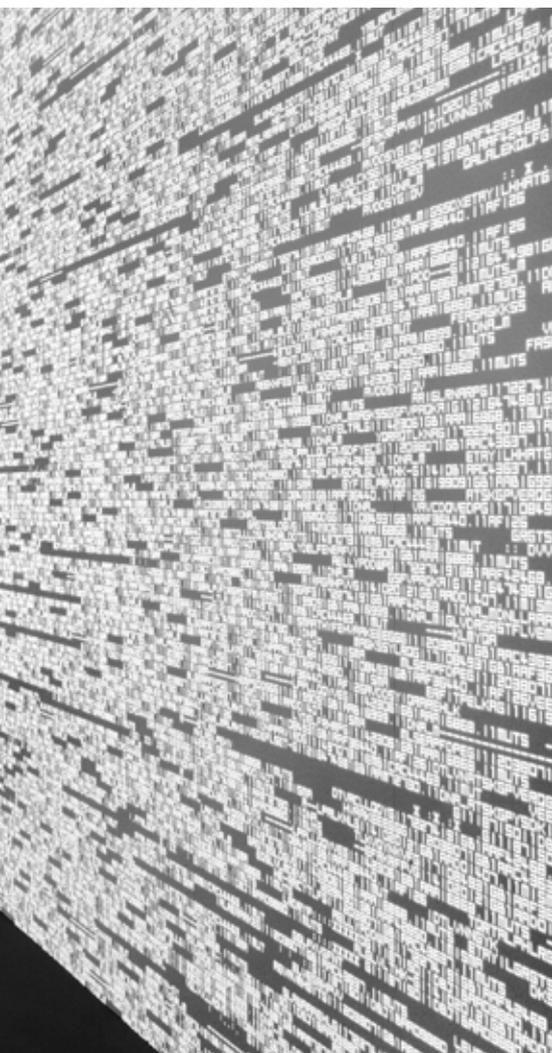
### Explorateur, analyste et créateur

Les médias sociaux et leurs *infaux* sont donc un cas d'école pour l'EMI, qui sollicitent une de ses compétences fondamentales, l'esprit critique. Mais c'est une forme d'esprit critique qui doit se doter d'une compréhension de la valeur ajoutée du numérique : participation, contribution, transparence et reddition de comptes, certes, mais aussi désinformation et jeux d'influence.

L'esprit critique peut s'exercer et se former... et agir comme une forme de résistance à la propagande et au complotisme. Les jeunes doivent être responsabilisés. Il faut faire en sorte qu'ils remettent en question leur utilisation des médias sociaux en tenant compte des critiques qui leur sont adressées quant aux conséquences possibles de leurs pratiques. Il faut aussi faire confiance en leur sens de l'éthique, une fois sollicité.

Dans mon cours massivement ouvert en ligne sur l'Éducation aux médias et à l'information – le MOOC DIY EMI qui a reçu le Prix EMI UNESCO 2016 – je leur propose trois rôles critiques : explorateur, analyste et créateur. L'explorateur se familiarise avec les médias et les datas ; l'analyste applique des notions comme celle de la vérification des sources, du croisement des données, du respect de la vie privée ; le créateur s'essaie à ses propres productions, voit les conséquences de ses choix, prend des décisions de diffusion.

Le MOOC a donné naissance à des projets comme « Citoyen journaliste sur Twitter » ou encore « HoaxBuster » contre le complotisme.



Des défis existent donc encore pour faire passer l'EMI à une grande échelle. Il faut convaincre les décideurs ; il faut former les formateurs, enseignants comme journalistes. Ma recherche à l'université de la Sorbonne nouvelle, dans le cadre du projet TRANSLIT de l'Agence nationale de la recherche et de la chaire UNESCO « Savoir devenir à l'ère du développement numérique durable », porte sur une comparaison des politiques publiques en Europe. Elle montre que beaucoup de ressources et de formations existent sur le terrain, faites par des associations ou des enseignants, de leur propre initiative plutôt que de celle des universités. Elle pointe toutefois un décrochage au niveau des politiques publiques malgré l'inscription de l'EMI dans beaucoup de programmes éducatifs nationaux : peu de mécanismes interministériels, peu ou pas d'instances de corégulation, peu ou pas de coordination multi-acteurs. Il s'en dégage une gouvernance de l'EMI composite, avec trois modèles en présence selon les pays : le développement, la délégation ou... le désengagement (D. Frau-Meigs et al, 2017).

## Un sursaut éthique

La bonne nouvelle, c'est la prise de conscience des journalistes, qui révisent leur déontologie et se rendent compte de la valeur de l'EMI. Leur sursaut éthique peut aider les enseignants à repositionner l'EMI et à donner des ressources valides à la résistance en faveur de l'intégrité des data et des médias. Des actions se dessinent déjà qui remettent en selle la valeur de l'enquête en profondeur, par le data journalisme, révélant ainsi des informations impossibles à déceler autrement.

Les affaires comme la fuite colossale de documents confidentiels connue sous le nom de *Panama Papers* ont aidé à moraliser la vie politique et à redonner confiance en la profession. D'autres actions visent plus précisément la lutte contre les *infaux*, avec le numérique. Parmi elles, il faut signaler le blog de l'Agence France-Presse « Making of, les coulisses de l'info » (qui montre les coulisses d'une grande régie d'information), mais aussi le Décodex du journal *Le Monde* (qui recense les sites selon leur toxicité), « RevEye » de Google (qui permet de vérifier l'authenticité des images en 3 clics), le site Spicce et son « Conspi Hunter » (pour dénoncer le complotisme).

Pour s'exercer pleinement et créer une citoyenneté éduquée, l'esprit critique en EMI doit s'appliquer aussi à la géo-économie des médias sociaux. Les plateformes numériques GAFAM, toutes de droit californien, ont longtemps refusé le statut de médias, pour éviter leur responsabilité sociale et se soustraire aux obligations de service public afférentes. Mais la régulation algorithmique a révélé leur capacité à exercer un contrôle éditorial sur les contenus qui valent la peine d'être monétisés, et, ce faisant, à décider de la vérité, car ce sont des personnes réelles qui créent leurs algorithmes, sans toutefois faire preuve de transparence ou d'éthique.

Les GAFAM, ces méga-médias, ont jusqu'à présent joué la carte de l'autorégulation : elles produisent leurs propres règles, décident de retirer les sites ou les comptes suspectés de charrier des *infaux*, sans reddition de comptes. Mais elles ne pourront résister longtemps au besoin d'un modèle responsable, sans doute hybride entre celui du « transporteur » (*common carrier*) et du « curateur public » (*public trustee*), si elles veulent garder la confiance de leurs communautés en ligne. Celles-ci peuvent aussi s'organiser, voire les contourner, pour procéder par corégulation avec les journalistes, comme c'est le cas avec le Décodex. La solution du codesign d'un algorithme qui aurait l'éthique du journalisme et les libertés fondamentales dans son ADN est sans doute une des alternatives à venir, en toute logique numérique !

**Divina Frau-Meigs** (France) est professeure en sciences de l'information et de la communication à la Sorbonne Nouvelle, titulaire de la chaire UNESCO « Savoir devenir à l'ère du développement numérique durable ». Auteure d'une vingtaine d'ouvrages, elle vient de publier avec I. Velez et J. Flores Michel (eds), *Public Policies in Media and Information Literacy in Europe: Cross-Country Comparisons* (London, Routledge, 2017).

Dans tous les cas, il s'agit de faire en sorte que les jeunes acquièrent les réflexes critiques de l'EMI, pour déjouer les pièges des propos haineux, des traces non volontaires, des *infaux*. D'autres initiatives existent, dont certaines pilotées par l'UNESCO, qui a fondé l'Alliance globale des partenaires en EMI (GAPMIL) : MIL CLICKS est ainsi une initiative récente pour s'appropriier l'EMI via les médias sociaux.

## Faire passer l'EMI à une grande échelle

Mais l'EMI doit aussi exercer l'esprit critique à l'encontre des médias eux-mêmes. Il s'avère que les grands organes de presse sont aussi parmi les plus grands influenceurs et ceux qui tendent à pousser les rumeurs avant leur confirmation sur Twitter par exemple. Les *infaux* qui circulent sur Facebook, le premier des médias sociaux à les véhiculer, tirent leur fond de vérité du fait que les professionnels de l'information se soumettent trop à la pression du scoop, envoyé avant d'être vérifié, sur le même modèle que les autres usagers amateurs. Et les démentis ne font pas autant de bruit que les rumeurs !

# Aftenposten versus Facebook: une controverse éclairante

par Marina Yaloyan

Le rôle toujours croissant des médias sociaux dans la diffusion de l'information est préoccupante à plus d'un titre. Espen Egil Hansen du quotidien norvégien *Aftenposten*, et Richard Allan de Facebook, appartient à des univers différents, mais sont confrontés aux mêmes défis.

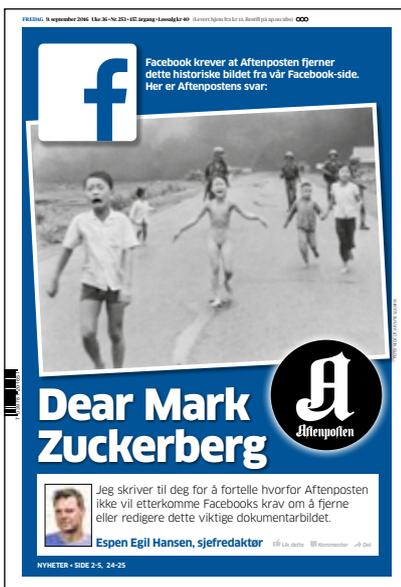
C'est un symbole de la photographie de guerre : l'image en noir et blanc du corps nu d'une fillette de neuf ans, fuyant les bombes en hurlant, le visage tordu de douleur. Prise en 1972 par le photographe vietnamo-américain Nick Ut, lors de l'attaque au napalm d'un village vietnamien, ce cliché, baptisé « The Terror of War » (La Terreur de la guerre) et couronné du prix Pulitzer, a créé la polémique en 2016, lorsqu'il s'est vu exclu de Facebook pour « contenu inapproprié ».

« J'ai écrit à Mark Zuckerberg pour lui dire que je ne me soumettrai pas à ses exigences », se souvient Espen Egil Hansen, rédacteur en chef de l'*Aftenposten*, le plus gros quotidien norvégien, qui a partagé le post sur Facebook et s'est vu menacé d'une éviction définitive. Dans la réponse virulente qu'il a déployée à la Une de l'*Aftenposten*, Hansen accusait Facebook de créer des règles qui, et d'un, « ne font aucune différence entre la pornographie infantile et de célèbres photographies de guerre », et de deux, « ne laisse[nt] aucune place » à la discussion. Cette lettre, qui a reçu un soutien massif, a été le point de départ d'un ardent débat sur les règles complexes de la censure sur Facebook et le contrôle des contenus par ses algorithmes de triage de l'actualité.

Facebook, qui compte aujourd'hui 2 milliards d'utilisateurs mondiaux, et draine plus de trafic vers les sites de médias que Google, fait désormais figure d'acteur majeur de la diffusion de l'information, même s'il continue de se soustraire à cette responsabilité, se considérant comme une « plateforme technique ». On peut pourtant dire que Facebook est devenu le premier site de média mondial, ce qui fait de Mark Zuckerberg, comme l'écrit Hansen, « le rédacteur en chef le plus puissant du monde ».

« J'ai rappelé à Zuckerberg que ce titre implique des responsabilités. La société qu'il dirige n'est pas seulement technologique, c'est une entreprise médiatique. » Voilà pourquoi Egil Hansen estime que censurer une image emblématique du photojournalisme sous prétexte de nudité est une mauvaise décision éditoriale. « Les images qui dérangent peuvent déplaire, mais elles jouent un rôle essentiel de sensibilisation dans une société démocratique », rappelle-t-il.

Des millions de personnes postent chaque jour du contenu sur Facebook, ce qui rend extrêmement ardu toute sélection au cas par cas. Richard Allan, vice-président des politiques publiques pour la zone Europe, Moyen-Orient et Afrique de Facebook, défend le règlement intérieur du réseau, qui prévoit le signalement et le retrait de toute image d'enfant de moins de 18 ans contenant de la nudité.



© Photo Nick Ut: AP/NTB SCANPIX

La Une d'*Aftenposten* titrant sur la lettre ouverte de son rédacteur en chef Espen Egil Hansen à Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook (8 septembre 2016).



© Nick Ut / Sipa Press

Mais il reconnaît que dans le cas de « La Terreur de la guerre », cette politique a échoué. Lors du colloque intitulé « Le Journalisme sous le feu de la critique », organisé par l'UNESCO en mars 2017, il a pris la défense de l'adaptabilité de Facebook : « Soyons clairs : nous nous remettons constamment en question. Lorsque nous nous trouvons face à une situation imprévue, nous réfléchissons aux solutions possibles, nous envisageons de changer nos règles. »

Pour assurer plus de flexibilité, Facebook a adopté une nouvelle approche qui exige de recruter un grand nombre de modérateurs [la société a annoncé en mai 2017 qu'elle allait en recruter 3 000 nouveaux pour renforcer les 4 500 de l'équipe actuelle]. Cette approche vise à permettre un traitement particulier des articles publiés dans les médias. Ils sont considérés comme une exception par rapport aux posts classiques sur Facebook.

« L'intérêt public d'une photo d'un enfant nu et, le cas échéant, le consentement de la personne concernée l'emportent sur la politique en vigueur », précise Richard Allan.

## L'algorithme, nouveau rédacteur en chef mondial

S'agissant de choix éditoriaux, la différence est mince entre Facebook et les espaces d'information traditionnels. « De même que le rédacteur en chef de Fox News est responsable du contenu éditorial de Fox News, Mark Zuckerberg est responsable du contenu éditorial de Facebook », martèle Egil Hansen.

La seule vraie différence entre les deux est la présence du très incompris et très controversé algorithme du fil d'actualité : rien de tel dans le journalisme classique.

Intervention de l'illustrateur norvégien Inge Grodum sur le cliché historique « The Terror of War », pour dénoncer la censure effectuée par Facebook pour « contenus inappropriés ». La fillette de 9 ans, connue sous le nom de « fille au napalm », est Kim Phuc Phan Thi, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO depuis 1994.

“ Les images qui dérangent peuvent déplaire, mais elles jouent un rôle essentiel de sensibilisation dans une société démocratique ”

« Facebook veut préserver sa spécificité. C'est vous qui êtes votre propre éditeur et c'est encore vous qui choisissez ce que vous voulez voir », insiste Richard Allan. Les algorithmes n'en continuent pas moins de façonner les habitudes de lecture de 1,28 milliard d'utilisateurs quotidiens actifs de Facebook (mars 2017), soit le cinquième de la population mondiale. Officiellement, la tâche du site consiste à scruter et analyser toutes les informations postées par un utilisateur ou une utilisatrice au cours de la semaine passée, en tenant compte de toutes les pages qu'il ou elle aura « likées », de tous les groupes auxquels il ou elle appartient et de toutes les personnes qu'il ou elle suit. Ensuite, selon une formule jalousement gardée et constamment renouvelée, l'algorithme range les posts dans l'ordre précis qu'il estime correspondre aux centres d'intérêts de l'utilisateur.

Auteur de la célèbre photo « The Terror of War », le photographe Nick Ut s'adresse à la presse en marge du Sommet de la guerre du Vietnam, tenu en avril 2016 à la Bibliothèque présidentielle Lyndon Baines Johnson à Austin, au Texas (États-Unis).

Or, de par sa nature même, l'algorithme peut devenir un outil problématique, voire même dangereux. « Les algorithmes peuvent créer ce qu'on appelle des "bulles de filtrage", qui renforcent une tendance négative de notre époque, celle qui mène à des communautés plus polarisées », explique Egil Hansen. « Nous sommes de plus en plus nombreux à être enfermés dans ces bulles, où on n'obtient que l'information qu'on désire, et où on ne communique qu'avec des gens qui pensent comme nous. » Vu sous cet angle, les critères de sélection utilisés par l'algorithme pour hiérarchiser l'information deviennent tout simplement cruciaux.

De son côté, Richard Allan compare le fil d'actualité à un abonnement à des périodiques et nie imposer tout contenu aux lecteurs de Facebook. Selon lui, l'algorithme ne fait qu'assurer un classement des titres plus commode pour le lecteur. Le défi réside toutefois dans la grande quantité des flux disponibles. « Ce que nous voyons, c'est que les utilisateurs souscrivent à un millier de flux différents, alors qu'ils n'ont le temps d'en lire qu'une vingtaine, pas plus », note-t-il.

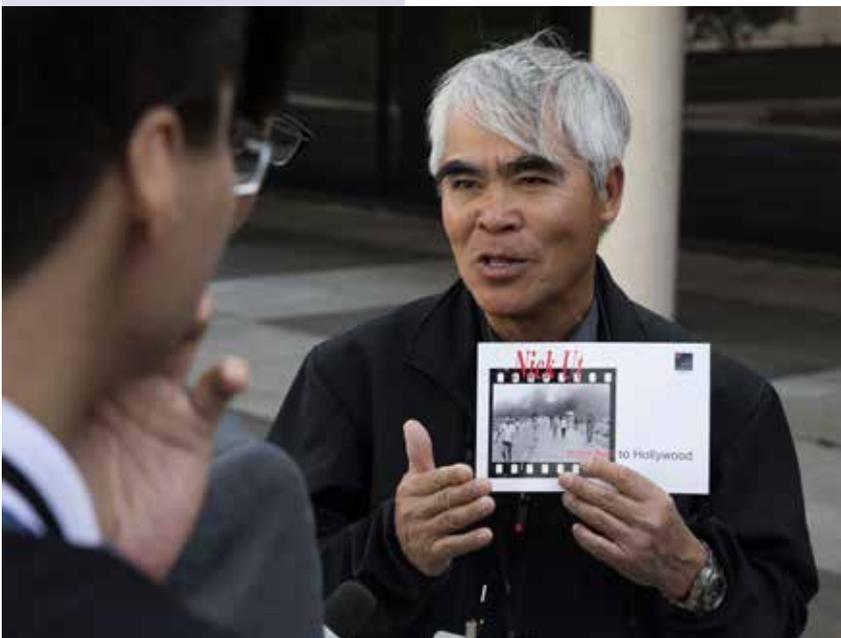
« Les mille flux sont toujours là, mais cela induit clairement un processus de sélection, puisque nous prélevons ceux qui apparaissent au sommet de la pile. »

Favoriser les informations préférées des lecteurs peut engager sur une pente glissante. Si l'on en croit Egil Hansen, c'est une « stratégie qui a ses avantages lorsqu'on regarde Netflix [le service de films en continu basé aux États-Unis] » mais elle reste un « principe discutable en ce qui concerne la libre circulation de l'information au sein d'une société. »

## Arbitres de la vérité

Sur une note plus positive, reconnaissons que les médias sociaux abattent des barrières et facilitent l'expression de tout un chacun. « Lorsque j'ai écrit à Mark Zuckerberg, ma lettre n'était qu'un petit article sorti dans un petit pays, mais son contenu s'est répandu partout en un éclair. Ironie du sort, c'est précisément à Facebook qu'il doit toute cette audience », observe le journaliste norvégien, dont le journal a, lui-même, 340 000 suiveurs sur Facebook. Mais il reconnaît vite que la possibilité donnée à chacun de publier de l'information est une épée à double tranchant qui peut conduire à la désinformation. « Il est clairement devenu plus facile aujourd'hui d'abuser des populations entières. Je me demande si, en tant que société, nous sommes réellement préparés aux lendemains inquiétants qui s'annoncent », s'alarme-t-il.

Dans le cadre d'une série de scandales d'informations truquées (*fake news*), qui a secoué Facebook en 2016, la société a été accusée de peser sur l'élection présidentielle américaine en répandant des informations mensongères et en créant des bulles de filtrage empêchant les électeurs d'accéder à des opinions non conformes aux leurs.





© Ruben Oppenheimer



Au total, selon une analyse, les informations truquées concernant la seule politique américaine ont absorbé 10,6 millions sur les 21,5 millions de partages, réactions et commentaires que ces articles en langue anglaise ont provoqué sur Facebook cette année-là. Un hoax (« canular » en français) concernant Barack Obama, l'ancien président des États-Unis, a généré plus de 2,1 millions de commentaires, réactions et partages sur Facebook en seulement deux mois.

Pas étonnant que pour faire taire les critiques, Facebook ait mis en place un programme de vérification des faits à visée corrective : à compter de mai 2017, les articles signalés par les usagers comme non fiables devaient être vérifiés par des experts et étiquetés « contenu contesté ». « Nous n'allons pas les supprimer », précise Richard Allan. « D'une part, nous ne voulons pas devenir des arbitres de la vérité et éditer les contenus. De l'autre, nous cherchons à bâtir une communauté informée parce que nous sommes responsables envers notre société. »

Egil Hansen accueille cette reconnaissance comme essentielle. Il se félicite des améliorations positives apportées par Facebook depuis la formidable audience recueillie par sa première lettre [publiée sur *Aftenposten*]. « Mark Zuckerberg a donné une interview au *New York Times* dans laquelle il indique que la polémique suscitée par cette lettre lui a ouvert les yeux, et lui a fait prendre conscience qu'il fallait changer le fonctionnement de Facebook. »

Une prise de conscience et des mesures qui s'annoncent cruciales, compte tenu de l'énorme impact des médias sociaux sur les médias traditionnels et de leur omniprésence toujours croissante dans nos vies quotidiennes.

## Une lettre ouverte qui sert d'électrochoc

« (...) Écoute, Mark, c'est grave ! D'abord, tu crées des règles qui ne font aucune différence entre la pornographie infantile et de célèbres photographies de guerre. Ensuite, tu les appliques sans laisser aucune place à la réflexion. Et pour finir, tu n'hésites pas à censurer la critique et le débat concernant cette décision, et tu punis la personne qui ose s'élever contre (...).

Les médias libres et indépendants ont un rôle important dans la publication d'informations, y compris d'images, qui peuvent parfois être dérangeantes, et que l'élite dominante, et parfois même les simples citoyens, ne voudront pas voir ou entendre, mais qui peuvent justement être importantes pour cette raison (...).

Les médias ont la responsabilité de réfléchir à ce qu'ils publient, au cas par cas. C'est parfois une lourde responsabilité. Chaque rédacteur doit peser le pour et le contre. Ce droit et ce devoir, que possèdent tous les journalistes du monde, ne devraient pas être sapés par des algorithmes codés dans ton bureau californien.

Facebook s'est officiellement donné pour mission de « rendre le monde plus ouvert et connecté ». En réalité, tu fais cela de manière totalement superficielle. Si tu ne veux faire aucune distinction entre la pornographie infantile et des photos documentaires prises lors d'un conflit, cela ne va qu'encourager la bêtise et ne contribuera nullement au rapprochement entre les êtres humains.

Prétendre qu'on peut créer des règles communes et universelles sur ce qui peut et ne peut pas être publié, c'est de la poudre aux yeux (...).

(Extraits de la lettre ouverte d'Espen Egil Hansen à Mark Zuckerberg publiée en première page de *Aftenposten* le 8 septembre 2016)

# Le pari réussi d'une télé en ligne

par Andrius Tapinas

**Malgré les nombreux défis auxquels fait face la profession, les journalistes sont les mieux placés pour entrer dans le nouvel âge médiatique : en se convertissant aux nouvelles technologies, en réinventant leur métier et en optant pour de nouveaux modèles économiques. En Lituanie, le cas de Liberté TV, une chaîne de télévision indépendante, diffusée sur Internet et financée par le public, en est la preuve.**

Que cela nous plaise ou non, nous vivons à l'ère numérique. Et au sein de la vieille garde journalistique, il y a de fortes chances pour que cela ne plaise pas. La presse et la télévision de papa ont été prises de court, sur le plan à la fois technologique, financier et créatif, et se retrouvent face au plus grand défi qu'elles aient jamais eu à relever. Sont-elles à la hauteur ? Pas vraiment. Mais elles n'ont pas le choix : il faut que ça passe, ou que ça casse.

L'arrivée d'Internet, il y a près de 30 ans, a rendu le monde accro à l'une des drogues les plus dures que puissent se procurer les sociétés modernes : l'accès gratuit et instantané à l'information. Avant qu'elle ait eu pu mettre un nom dessus, une deuxième vague, celle des médias sociaux, a frappé la vieille garde. Plus haute et plus puissante que celle du web, et aussi plus ravageuse. Les médias sociaux caracolent en tête, tandis que les abonnements payants aux quotidiens et aux magazines rétrécissent comme peau de chagrin, et que les chaînes de télévision se font peu à peu distancer par les milliers de nouveaux sites qui poussent sur la toile.

Soudain, tout le monde s'est fait média : caméraman, rédacteur, chroniqueur, journaliste, producteur... toutes les casquettes en une seule. Les gardiens des portes d'accès à l'information ont vu leurs barrières défoncées, et eux-mêmes dépouillés du privilège suprême : le droit de décider ce qui est important et ce qui ne l'est pas.

L'élection en novembre 2016 de Donald Trump à la plus haute fonction des États-Unis est l'exemple le plus criant de l'influence tentaculaire des médias sociaux. Alors que les médias traditionnels nourrissaient à son égard une détestation viscérale, les faiseurs de rois d'hier ont dû faire ses quatre volontés pour ne pas se suicider commercialement sous les yeux de leurs lecteurs et téléspectateurs. Et c'est ainsi que Donald Trump est devenu le premier président américain des médias sociaux de l'histoire.

## YouTube, le roi des téléés

Lorsque les médias sociaux ont fait leur première apparition, la vieille garde les a regardés avec dédain, y voyant un joujou pour jeunes. Puis, est arrivé YouTube : le plus important dépôt d'archives télévisuelles et service d'hébergement de vidéos du monde ! Il ne crée quasiment aucun contenu, mais il est devenu le havre de toutes les ambitions du monde. Quiconque, où qu'il se trouve, peut désormais devenir ce dont il rêve : chanteur, chef étoilé, boxeur, star des médias, tout est possible et cela ne coûte rien.

PewDiePie (né Felix Arvid Ulf Kjellberg en Suède en octobre 1989) a ainsi fait sa carrière de « web-comédien » et producteur de vidéos en ligne. Avec près de 55 millions d'abonnés, il est le roi incontesté de YouTube ! En Lituanie, deux des youtubeurs les plus prospères – Whydotas (Vaidotas Grincevičius) et The3dvinas (Edvinas Navikas) – ont plus d'abonnés que les quatre chaînes de télévision nationales réunies.



Bien entendu, il n'y a pas que du bon dans les nouveaux médias. Le prix à payer peut être salé. Informations truquées, lynchages collectifs virtuels, trolls et accusations gratuites pullulent : c'est la mêlée générale. Sur le net, en effet, pas de filtres, pas de regard éditorial, rien qui vous oblige à la retenue ou à la décence quand ce n'est pas votre tasse de thé.

Forcée par l'ascension d'Internet, nous vivons donc les affres de la transformation médiatique. En tant que journalistes, nous devons accepter cette révolution et surmonter nos inhibitions pour nous convertir au numérique. Mais nos qualités professionnelles nous confèrent une longueur d'avance sur la plupart des débutants dans ce domaine.

Les nouvelles technologies donnent une liberté sans précédent, surtout dans les pays où la presse est contrôlée par le gouvernement. C'est aujourd'hui le moment idéal pour exprimer son opinion, et la faire résonner à travers la planète. L'interaction avec le public est essentielle : les commentaires en retour reçus dans l'instant sont un formidable outil qu'il nous faut mettre à profit.



## 15 000 euros en dix jours

Les changements que connaît le journalisme peuvent être vus comme une évolution positive : ils obligent à être créatifs, et à inventer de nouveaux modèles économiques pour survivre. Cela a été mon cas.

Aiguillonné par la perte de mon émission à la télévision lituanienne, j'ai décidé de contre-attaquer. En septembre 2016, j'ai créé Liberté TV, une chaîne de télévision indépendante en ligne, financée par ses téléspectateurs.

Nous diffusons 15 émissions par mois, et en ajouterons au moins trois à l'automne 2017. Les contenus sont variés : satire politique en lituanien et en russe, *talk shows*, journalisme d'investigation, analyse politique et documentaires positifs.

Notre équipe – composée de professionnels à plein temps et freelance – réunit tous les postes techniques, des rédacteurs aux caméramans, des journalistes aux scénaristes. Une petite équipe administrative assure également la communication de la chaîne. Nos programmes les plus en vue sont filmés dans des théâtres à l'aide de caméras haute définition, devant un public de 200 à 250 personnes.

*Le dernier plateau de la saison 1 de l'émission « Tenez-bon avec Andrius Tapinas ! » s'est déroulé à Klaipėda, la plus grande ville portuaire de Lituanie, et a rassemblé près de 2 000 spectateurs (23 mai 2017).*

© Matas Baranauskas

Nous sommes une société à but non lucratif et faisons en sorte d'équilibrer nos comptes, ce qui exige de la sobriété. L'équipement est loué, ou apporté par les professionnels recrutés. Le travail se fait avant tout en ligne, et nous nous contentons d'un minuscule bureau pour les réunions et les tâches éditoriales, même si nous prévoyons de déménager dans des locaux plus spacieux à l'automne 2017.

Nous avons atteint notre objectif financier de réunir 15 000 euros en dix jours, juste à temps pour le lancement de la télévision. Près de 5 000 personnes ont accepté de nous financer le premier mois. Les abonnés sont libres de nous promettre leur soutien pour la durée de leur choix, sans obligation de poursuivre. Pour un pays de moins de 3 millions d'habitants, ce résultat est phénoménal. Nous sommes également financés par des sponsors commerciaux prêts à nous soutenir sans condition.

## Un modèle économique qui fait ses preuves

Nous placer, mon équipe et moi-même, entre les mains du public a été le plus gros pari de ma carrière de journaliste. Les Litoniens allaient-ils accepter de payer pour ce qu'ils pouvaient obtenir gratuitement, mais qui cesserait d'exister s'ils ne mettaient pas la main à la poche ? Croyaient-ils suffisamment au service public pour aller jusqu'à soutenir financièrement un média indépendant ? Les experts des médias locaux étaient sceptiques. Cela ne nous a pas empêché d'aller de l'avant.

En mars 2017, nous avons suggéré à nos téléspectateurs d'utiliser la possibilité de transférer 2 % de leurs impôts à Liberté TV. Nous sommes curieux de savoir quels fonds nous allons pouvoir mobiliser grâce à cette initiative.

En quatre mois, Liberté TV est devenue la plus importante entité médiatique de YouTube Lituanie, certaines de ses émissions atteignant une audience à 6 chiffres, concurrençant les shows les plus courus de la télévision classique. Huit mois après le lancement, les experts des médias ont dû reconnaître qu'ils s'étaient trompés, et ont commencé à rendre compte de nos projets d'expansion.

Notre modèle économique est nouveau et dans le droit fil de la révolution numérique, mais il n'est pas le seul du genre : des projets de journalisme à financement participatif ont été lancés aux Pays-Bas, en Suisse, en Inde et dans plusieurs autres pays.

La tâche n'est pas aisée : c'est même la plus éprouvante que j'ai jamais eu à accomplir en bientôt vingt ans de carrière. Mais c'est la seule façon dont j'aimerais continuer d'exercer mon métier de journaliste. Et c'est à la révolution numérique que je dois cette chance.

Journaliste et écrivain lituanien, **Andrius Tapinas** a fondé Liberté TV en 2016. Il est la vedette de son émission phare, « Laykites ten » (Tenez-bon !) et l'une des stars des médias sociaux lituaniens, avec plus de 130 000 abonnés sur Facebook.

# Un phare grâce au Net

par Carlos Dada

**Le journalisme traverse une crise mondiale, due à la perméabilité d'Internet et des réseaux sociaux, aux rumeurs et aux fausses informations. Or ces mêmes espaces et outils peuvent et doivent être utilisés pour faire un meilleur journalisme, comme le montre « El Faro », journal salvadorien pionnier du Net. Retour sur vingt ans d'histoire.**



© Fred Ramos

*Le journal El Faro et le photographe salvadorien Fred Ramos ont lancé la campagne « La dernière tenue des disparus », consistant à publier une série de photos en vue de permettre aux familles des disparus de reconnaître leurs vêtements et de les identifier. Fred Ramos a bénéficié du soutien de l'Institut de médecine légale pour exhumer les corps des tombes anonymes.*

C'est plus ou moins contraints et forcés que nous nous sommes lancés dans le journalisme. En 1998, El Salvador sortait tout juste d'une longue guerre civile et nous partions à l'aveuglette, sans grande figure pour nous guider. Mais nous étions convaincus que l'après-guerre exigeait un regard neuf et des voix indépendantes qui viennent rafraîchir le paysage national de l'information : le pays méritait un nouveau journalisme, nous l'avons fait.

*El Faro* (Le Phare) est né en mai 1998 sans aucun moyen. C'est pourquoi nous l'avons lancé sur le Net, à une époque où à peine 2 à 5 % de la population salvadorienne y avait accès. Si nous avons eu recours aux nouvelles technologies pour exister, c'est que nous n'aurions jamais pu supporter les coûts d'exploitation d'un journal imprimé – Internet était donc la seule option possible. Nous avons eu beaucoup de chance, étant alors à mille lieux d'imaginer l'impact qu'aurait le web sur le destin de l'humanité.

Nous avons d'abord fabriqué *El Faro* pendant nos heures de loisirs, peu à peu rejoints par des jeunes gens talentueux désireux de faire leurs classes au sein de ce nouveau média. Pendant plusieurs années, nos bénéfices ont été nuls, mais nos dépenses négligeables, chacun travaillant bénévolement depuis chez lui. C'est aussi ce qui a forgé notre esprit d'indépendance. Lorsque l'industrie a commencé à prendre Internet au sérieux et les lecteurs à aller aux nouvelles en naviguant, nous étions déjà solidement implantés sur la toile.

L'absence de maîtres, qui nous auraient transmis leur savoir journalistique, fut compensée par des lectures et une bonne dose d'autocritique. Notre journal a mûri grâce aux leçons tirées de nos propres erreurs et à une réflexion et des débats constants sur notre pratique.

## Traîtres à la patrie

D'une activité bénévole et isolée, nous sommes passés à un bureau en bonne et due forme. Et plusieurs étudiants en journalisme, collaborateurs de la première heure, sont aujourd'hui copropriétaires et actionnaires du journal. En bientôt vingt ans d'existence, nous sommes devenus l'un des médias les plus appréciés d'Amérique latine pour la qualité de son travail.

Nous consacrons la majeure partie de notre activité au journalisme d'investigation et narratif, couvrant six grands axes : violence et crime organisé, corruption, crimes de guerre, culture, pauvreté et inégalités, politique. Autrement dit, les sujets qui, selon nous, sont les moins traités, et pourtant les plus nécessaires pour expliquer pourquoi, plus de vingt ans après la fin de la guerre, El Salvador reste l'un des pays les plus violents du monde, rongé par les inégalités et la pauvreté, et largement tributaire des transferts monétaires des deux millions de Salvadoriens vivant à l'étranger, soit un tiers de la population.

Le paradoxe dans ce métier, c'est que, mieux on l'exerce, moins on conserve d'amis. Nous avons été taxés de traîtres à la patrie, de protecteurs des gangs, d'ennemis de la propriété privée ou de la révolution.



Dans un pays politiquement polarisé entre les deux extrêmes qui ont fait la guerre, les gouvernements de droite nous accusent d'être de gauche et ceux de gauche d'être de droite. Nous avons reçu des messages hostiles des narcotrafiquants, des criminels de guerre, des chefs de gangs, des politiciens corrompus, des dirigeants, de l'armée et de la police. Les menaces reçues nous ont plusieurs fois conduits à saisir la justice.

Mais les messages de mécontentement émanent aussi parfois de lecteurs déçus que notre travail ne corresponde pas à ce qu'ils considèrent comme nécessaire au pays. Il y a quelques années, nous avons publié un reportage dénonçant les massacres de jeunes délinquants perpétrés de sang froid par la police : de nombreux lecteurs nous ont accusés d'entraver son action, parce que les gangs sont la principale source de violence dans notre pays. Nous comprenons très bien les raisons de ces réactions, mais il n'est pas question pour nous de faire du journalisme pour satisfaire les aspirations ou apaiser les anxiétés de nos lecteurs, parce qu'un journalisme populiste serait irresponsable, nocif et immoral.

## Un Forum centraméricain

Plus récemment, nous avons cherché à étendre notre couverture aux pays voisins, le Honduras et le Guatemala, qui souffrent des mêmes niveaux de violence, de corruption et de délabrement social. Même si nous n'avons encore pas atteint la systématisation souhaitée, nous n'en avons pas moins progressé dans la construction d'un réseau qui nous permet déjà de mener des enquêtes conjointes avec certains journalistes de ces pays.

Après deux décennies de croissance, nous sommes plusieurs au sein d'*El Faro* à publier aussi des livres, nous faisons de la radio, montons des documentaires et des expositions et donnons des conférences. Et nous ressentons le besoin de transmettre nos connaissances aux nouvelles générations.

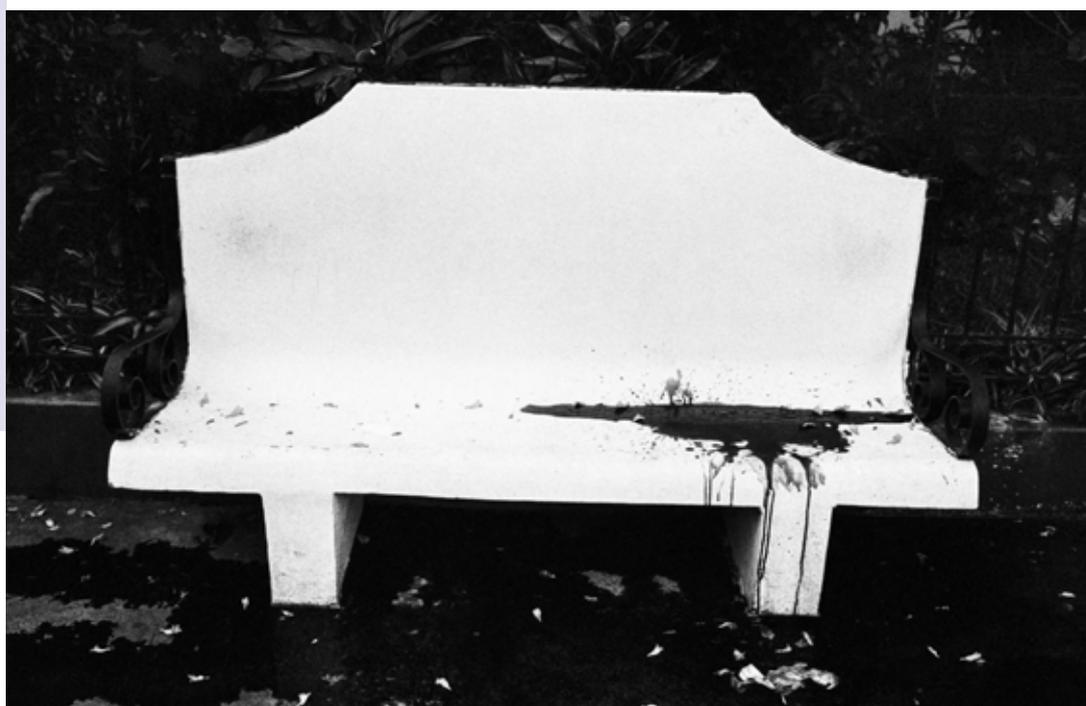
À cette fin, nous organisons tous les ans au mois de mai le Forum centraméricain du journalisme, une semaine d'ateliers, de conférences et d'expositions accueillant des dizaines d'invités venus spécialement de l'ensemble de l'Amérique latine, des États-Unis et d'Europe. Les meilleurs journalistes de la région et d'autres pays y dirigent des ateliers sur le journalisme d'investigation, le journalisme radiophonique, la photographie ou la chronique.

Plus d'une centaine de jeunes journalistes, principalement issus d'Amérique centrale, y ont participé cette année.

Le Forum centraméricain est l'événement phare de notre programme permanent de formation et de conférences, qui vise à améliorer la qualité du journalisme en Amérique centrale, région la plus pauvre du continent, et à mettre nos journalistes en lien constant avec leurs collègues partout en Amérique latine. C'est notre façon de contribuer à la création de réseaux régionaux qui ouvrent de nouvelles possibilités de collaboration, afin de couvrir des problèmes qui, chaque jour davantage, transcendent les frontières de nos pays.

Journaliste salvadorien, **Carlos Dada** a fondé *El Faro* en 1998. Il a couvert les événements d'Iraq, du Venezuela, du Mexique, du Guatemala et du Honduras. Ses articles sont publiés en Amérique latine, aux États-Unis, en Bosnie et en Espagne. Le prix *María Moors Cabot* de l'université de Columbia, New York, lui a été décerné en 2011.

« Il est impossible de photographier avec objectivité, mais il est possible de montrer une histoire avec vérité », dit Juan Carlos, photographe salvadorien et auteur de cette photo d'un banc qui porte la trace d'un assassinat, dans un parc public à Chalchuapa, El Salvador.



© Juan Carlos (www.juancarlospictures.com)

# Le journalisme d'investigation

## contre vents et marées

par Sanita Jemberga

Le journalisme d'investigation est l'un des garants du bon fonctionnement de la démocratie. Or, son avenir n'est pas assuré. Sans autonomie financière, il ne pourra pas subsister. Le cas de Re:Baltica, un centre pour le journalisme d'investigation en Lettonie, est exemplaire.



© Semih Poroy (Turquie) - Cartooning for Peace

Ce dessin est issu du fonds Cartooning for Peace, réseau international de dessinateurs de presse engagés, soutenu par l'UNESCO.

Je suis toujours très agacée lorsqu'on qualifie le journalisme d'investigation de « mission ». C'est tout simplement un choix individuel, né d'une nécessité, qui va de pair avec un ensemble de compétences et de la ténacité, notamment face aux abus. Ma consœur, Inga Sprinģe, expliquait un jour qu'elle faisait ce métier pour sa grand-mère qui n'aurait jamais pu défier les autorités soviétiques avec des sujets embarrassants !

Notre détermination, celle d'Inga Sprinģe et la mienne, de continuer à remettre en cause les autorités a été mise à l'épreuve lorsque *Diena* – le journal pour lequel nous travaillons – a été vendu par son éditeur, Bonnier [un conglomérat de médias suédois], à l'oligarchie locale. Celle-ci tentait de le faire taire depuis des années. Elle y est parvenue dans un moment de crise économique profonde, alors que les ventes du journal avaient considérablement chuté. *Diena* était réputé pour être le meilleur journal dans les pays baltes, mais il avait trop tardé à réaliser l'importance d'Internet.

### Garant plutôt que valet

Inga et moi-même, ainsi que notre groupe de confrères de *Diena*, n'avons jamais abandonné l'idée que, dans une démocratie, le journalisme d'investigation était une nécessité fondamentale pour contraindre ceux qui sont au pouvoir à rendre des comptes. Cela s'applique aussi aux pays gouvernés par un régime autoritaire dans lesquels les répercussions sur le plan personnel sont bien plus importantes pour les journalistes. Sans les journalistes pour mener des enquêtes, le journalisme se limiterait à rapporter des informations quotidiennes, du contenu gouvernemental payant et les potins de stars. Le journalisme ne remplirait alors plus une fonction de garant, mais plutôt celle de valet des autorités au pouvoir.



© James Duncan Davidson (CC BY-NC 2.0)

*Le journaliste d'investigation ghanéen Anas Aremeyaw Anas, connu pour ses enquêtes sur la violation des droits de l'homme et la corruption, garde l'anonymat en cachant son visage lors de ses apparitions publiques.*

Afin de nous préparer au changement, Inga a passé un an aux États-Unis où elle a étudié le journalisme d'investigation non-orienté vers le profit. À son retour en Lettonie en 2011, elle a fondé le Centre pour le journalisme d'investigation Re:Baltica. Géré par une coopérative de journalistes, il fournit gratuitement aux médias grand public les résultats de ses investigations.

L'idée était relativement nouvelle en Europe, mais dès 2012, il y avait déjà plus de 100 centres pour le journalisme d'investigation à travers plus de cinquante pays. Tout le monde avait prédit que Re:Baltica ne survivrait pas plus d'un an. En août 2017, nous fêtons nos six ans ! Voici en bref, la recette du succès.

Tout d'abord, nous y avons consacré beaucoup d'heures de travail avant de nous lancer. Puis, nous avons rapidement compris que si notre revenu dépendait uniquement des dons internationaux (qui, pour une langue peu répandue et un marché des médias relativement restreint, sont presque l'unique mode de financement disponible), nous n'aurions pas survécu longtemps.

Soixante pour cent de notre budget viennent donc de subventions, le reste provient des revenus personnels que nous percevons grâce à l'enseignement, la consultation, la recherche et en écrivant des scripts de documentaires. Nous recevons aussi des donations de la part de nos lecteurs et de donateurs privés, mais nous ne sommes jamais sûrs de survivre plus d'un an.

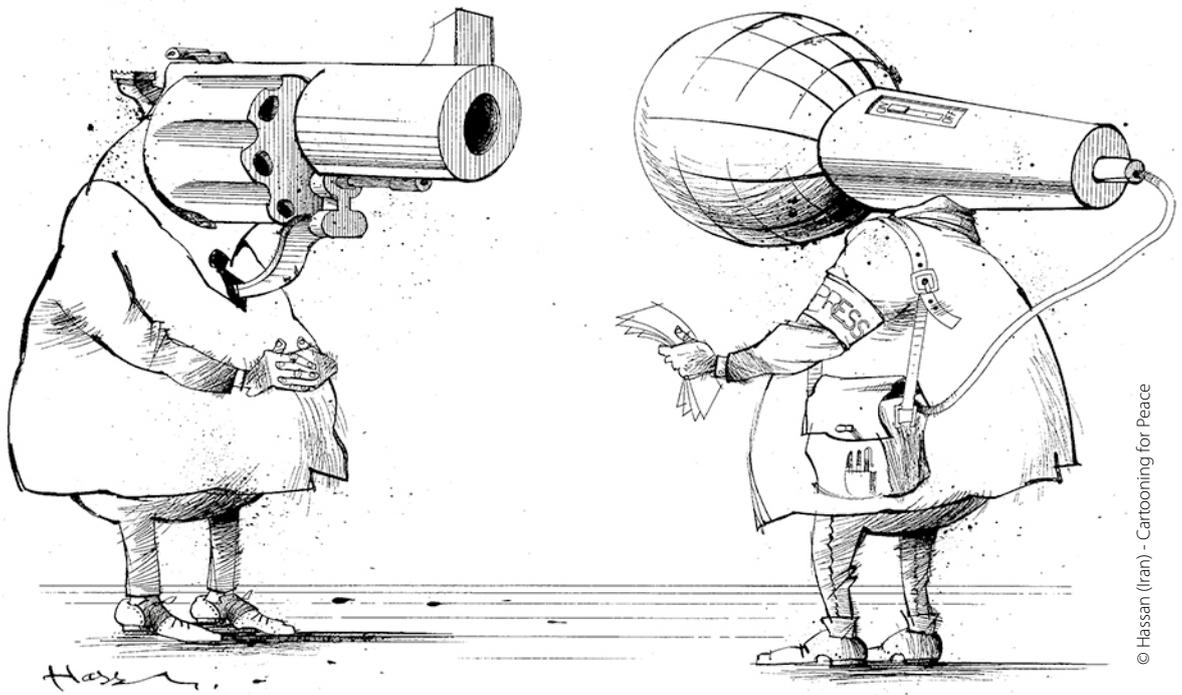
## Dénoncer la corruption et les inégalités sociales

Trouver les bons partenaires est essentiel. Mais nous tâchons aussi d'être économes et de ne pas dépenser beaucoup d'argent pour notre site Internet et nos locaux. L'équipe de Re:Baltica comprend deux rédacteurs principaux, un graphiste et un comptable. Nous embauchons également des personnes extérieures en fonction des besoins liés à des articles particuliers. Cela peut atteindre jusqu'à vingt ou trente journalistes et traducteurs par an.

Notre travail est disponible gratuitement pour tous les médias qui veulent le publier et nous collaborons étroitement avec un ensemble de partenaires dévoués dans les domaines de la télévision, de la radio, et de la presse écrite et en ligne.

Dans la mesure où ces médias ne sont pas en compétition directe entre eux, le message se propage rapidement, ainsi que son impact.

Le journalisme d'investigation ne se limite pas à dénoncer la corruption. Nous avons participé à l'enquête sur les *Panama Papers*, une énorme fuite d'informations de plus de 11,5 millions de documents financiers et juridiques mentionnant les noms de politiciens, criminels et entreprises fraudeuses à travers le monde ainsi que les lieux où ces derniers cachaient leurs fortunes. Mené par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), cet impressionnant projet mondial a fait la Une des journaux partout dans le monde en 2016 et a remporté le prix Pulitzer. Il a aussi été à la base de nouvelles lois dans certains pays.



© Hassan (Iran) - Cartooning for Peace

## Cartooning for peace

Pour célébrer la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2017, l'UNESCO et *Cartooning for Peace* ont organisé une exposition en ligne de 15 dessins de presse.

*Cartooning for Peace* est une organisation internationale fondée en 2006 par Kofi Annan, prix Nobel de la paix 2001 et ancien secrétaire général de l'ONU, et le dessinateur Plantu. Il s'agit d'un réseau de dessinateurs de presse qui combattent avec humour pour le respect des cultures et des libertés.

Dix ans après sa création, *Cartooning for Peace* réunit à travers le monde 162 dessinateurs de 58 pays différents. Par sa faculté à transcender les langues et les cultures, le dessin de presse apparaît comme un formidable outil, capable de faire naître le dialogue interculturel et de nourrir le débat autour de notions fondamentales telles que la liberté d'expression, la paix ou encore la tolérance.



Une grande partie de notre travail porte sur les inégalités sociales en Lettonie qui représentent la plus grande menace pour le pays à long terme. Nous couvrons un large éventail de problèmes sociaux tels que les lacunes de notre système éducatif ou encore les bas salaires du personnel des grandes chaînes de supermarchés. Le travail n'est pas toujours *glamour* : par exemple, nos collègues ont travaillé sous couverture dans une usine de poissons pour y dénoncer les conditions de travail.

Nos dernières révélations concernent un financier letton dont le nom apparaissait dans les *Panama Papers* et qui était lié aux élections françaises de 2017. Nous travaillons aussi sur une série d'articles dénonçant les fausses informations et leurs origines sur Internet dans les pays baltes.

## Pièges et mensonges

Même si je ne suis pas très optimiste quant à l'avenir du journalisme d'investigation, je suis convaincue que la montée en puissance des régimes autoritaires redonnera au journalisme sa grandeur, notamment en séparant la vérité des « faits alternatifs » (autrement dit des mensonges) et les « pièges à clics » (« cliquez ici ») du vrai reportage. Au moment où le journalisme d'investigation disparaît peu à peu des salles de rédaction, les organisations à but non lucratif se sont révélées être des alternatives possibles aux médias traditionnels.

Ce dessin est issu du fonds *Cartooning for Peace*, réseau international de dessinateurs de presse engagés, soutenu par l'UNESCO.

Mais beaucoup d'organisations à but non lucratif ne survivront pas, car les donateurs institutionnels s'en désintéressent et la philanthropie se fait plus rare, particulièrement dans les pays qui ont le plus besoin de reportages d'enquête. Le journalisme d'investigation doit être reconnu comme un bien commun et si aucun financement ne lui est accordé, il n'y a que très peu d'espoir pour son avenir.

Les organisations internationales, qui s'attachent à former des journalistes et financer des conférences et des campagnes, doivent définir des mécanismes pour financer de manière publique, ouverte et compétitive le journalisme d'investigation en tant que bien commun, sans aucune condition. Sa survie en dépend.

**Sanita Jemberga** est une journaliste d'investigation lettonne qui a travaillé dans la presse écrite et pour la télévision depuis 1996. Directrice exécutive et rédactrice du centre pour le journalisme d'investigation *Re:Baltica*, elle enseigne également l'éducation aux médias à la *Stockholm School of Economics* à Riga.



# Lexique à l'usage des lecteurs

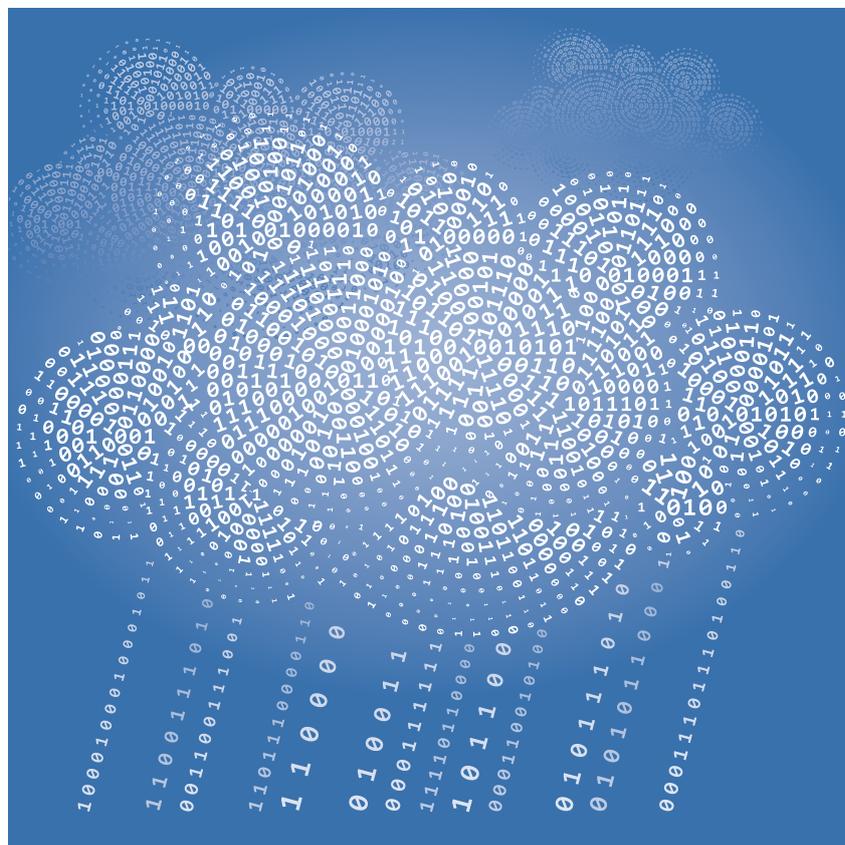
En même temps que les médias sociaux ont envahi notre quotidien, de nouveaux termes et concepts ont fait leur apparition dans notre vocabulaire. Entre algorithme, fait alternatif, « fake news » et post-vérité, voici un petit tour d'horizon pour y voir plus clair.

**Algorithme** : le terme vient du nom du mathématicien persan Al Khwarizmi (vers l'an 820), à qui l'on doit l'introduction en Occident de la numération décimale. À l'heure de l'intelligence artificielle, un algorithme est une suite d'instructions qui doivent être exécutées de façon automatique par un ordinateur. Devenus, dans le langage courant, synonymes de l'intelligence mécanique face à l'intelligence humaine, les algorithmes sont à l'œuvre dans tous les domaines, allant des requêtes sur les moteurs de recherches aux bourses financières, en passant par la sélection d'informations recommandés aux internautes.

**Biais de confirmation** : appelé également « biais de confirmation d'hypothèse », il s'apparente à la pensée sélective. C'est la tendance à favoriser les informations qui confortent nos croyances et à ignorer ou sous-estimer celles qui les contredisent.

**Bulle de filtre** : concept développé par l'Américain Eli Pariser, cofondateur d'Avaaz.org, une ONG de cybermilitantisme fondée en 2007. D'après lui, les algorithmes des réseaux sociaux filtrent (par l'analyse des likes, des shares) et proposent aux utilisateurs des contenus personnalisés en adéquation avec leurs préférences. Cela conduit à les enfermer dans une « bulle » d'opinions sociétales et politiques.

**Fait alternatif** (*alternative fact*) : mensonge grossier, contre-vérité. Expression utilisée pour la première fois en janvier 2017 par Kellyanne Conway, conseillère de Donald Trump, à propos de l'estimation du nombre de personnes ayant assisté à l'investiture du président américain.



© Polygraphus / Shutterstock

**Fake news** : information fausse, truquée dans l'intention de nuire, définie en français comme « infaux », par Divina Frau-Meigs, professeure en sciences de l'information et de la communication. Selon les Décodeurs, du journal français *Le Monde*, la fake news « emprunte à la presse traditionnelle ses codes et sa présentation, pour se maquiller comme exercice journalistique ».

**Hoax** : canular diffusé par des chaînes de courriels. Il s'agit en général de rumeurs, de fausses informations alarmistes ou de faux appels à dons. Les motivations peuvent être politiques ou économiques (rémunération au nombre de clics). Le terme est moins utilisé aujourd'hui et tend à être détrôné par la fake news.

**Post-vérité** : désigné Mot de l'année 2016 par le dictionnaire britannique d'Oxford, le terme fait référence aux « circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour former l'opinion publique que l'appel à l'émotion et aux croyances personnelles ». Apparu dans les années 1990-2000, il a été popularisé par les campagnes du Brexit et de l'élection américaine.

Il symbolise un discours politique qui ne s'embarrasse plus des faits réels, et traduit la crise de confiance de l'opinion publique face aux médias traditionnels et aux institutions.

**Viralité** : phénomène de diffusion rapide d'une information – vraie ou fausse – via Internet et les réseaux sociaux. La viralité de l'information repose sur le mode de la recommandation d'un usager pour un autre usager. Elle est le pendant en ligne du « bouche à oreille » à une échelle infiniment plus large.

Zoom



# Mon visage, ma terre

Texte : Katerina Markelova

Photos : Marion Laumonier, Paul Laumonier, Bêni



Les jeunes Xákmok Kásek ont participé à la création collective au même titre que leurs aînés.

Cinq continents, cinq ans de rencontres, des dizaines de milliers de kilomètres parcourus et une seule conclusion : nous sommes UNE humanité. C'est la façon, pour le photographe plasticien français Bêni, de résumer l'odyssée IDENTITESproject dans laquelle il s'est lancé en 2013. Une aventure photographique à multiples facettes qui l'amène aux quatre coins de la planète. De Hanoï à La Paz, en passant par Accra, l'objectif de Bêni capte des visages du monde pour les unir dans une impressionnante série de portraits. « *Nous allons vers l'ailleurs, le différent, l'autre, pour finalement nous retrouver nous-mêmes* », explique-t-il.

Rejoignons-le au Paraguay, sur la *ruta Transchaco*, cette unique route de plus de 800 km qui relie Asunción, la capitale, à la frontière avec la Bolivie. Nous sommes en 2015. IDENTITESproject#3 bat son plein. C'est la troisième étape du projet de Bêni, qui se déroule cette fois-ci en Amérique du Sud, et c'est la première fois qu'il ne voyage pas seul. Il est accompagné par la fratrie Laumonier. Marion et Paul l'assistent et documentent le périple. Après quatre mois passés à traverser le Chili, l'Argentine et l'Uruguay, les voici dans un véhicule qui les mène vers « *l'une des régions les plus isolées qui existent encore sur Terre* ».

Ce photoreportage est publié à l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones, célébrée chaque année le 9 août.

Les photos d'IDENTITESproject sont publiées sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0.

C'est en ces termes que Marion décrit le Gran Chaco, cette vaste plaine aride que le pays partage avec l'Argentine, le Brésil et la Bolivie. Et pour cause : « *Nous avons dû rouler pendant 14 heures avant d'arriver à destination* », assure-t-elle.

Leur destination : le campement des Xákmok Kásek. Selon *International Work Group for Indigenous Affairs*, les Xákmok Kásek sont l'une des 531 communautés autochtones du Chaco paraguayen. Composée en 2010 de 268 personnes réparties en 66 familles, cette communauté dont le nom signifie « de nombreux petits perroquets » a été progressivement expulsée de ses terres ancestrales depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Après près de 30 ans de bataille juridique, ce peuple obtient, le 24 août 2010, un jugement favorable de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Celui-ci ordonne à l'État paraguayen de restituer 10 700 hectares de terres aux Xákmok Kásek. Forte de cette sentence et en dépit de la réticence de l'État à s'exécuter, la communauté s'installe sur son territoire début 2015.



Les caméras d'IDENTITESproject tombent à pic : « *Cela faisait moins de dix jours qu'ils occupaient ce site* », raconte Marion. Grand moment d'exaltation. Atmosphère électrique. Mais le retour sur les terres ancestrales est loin d'être triomphant : « *Ils vivaient dans un inconfort total, dormant sous les tentes, pêchant du poisson pour manger et buvant de l'eau provenant d'étendues d'eau stagnante* », poursuit-elle. L'élevage intensif de bovins et la culture du soja ont endommagé la terre et la forêt de manière souvent irréversible. L'identité même des autochtones – leurs croyances, modes de subsistance et pratiques culturelles – intimement liée à la terre ancestrale, est mise à rude épreuve.

Bêni est là pour le volet phare du projet : il organise un atelier de co-création. Et ce n'est pas un hasard s'il décide de placer la terre au centre de cette séquence artistique. En résulte un moment de partage unique, chargé d'émotion et d'une grande profondeur spirituelle. « *Le chef du village nous a dit que ce projet était particulièrement important pour les membres de sa communauté. Alors qu'ils étaient encore très absorbés par la lutte pour regagner leur terre, travailler avec nous leur permettait de penser à autre chose, de se consacrer à eux-mêmes autrement, tous ensemble* », explique Marion.

Aujourd'hui, selon Oscar Ayala de l'ONG Tierraviva, qui a représenté les Xákmok Kásek à la Cour interaméricaine des droits de l'homme en 2010, la communauté est entrée en possession de 7 901 hectares, soit environ 73 % des terres qui leur reviennent de droit.





Images extraites de la vidéo « Chaco » qui retracent les étapes de l'atelier collectif de co-création : de la collecte de végétaux et de terre à leur application sur le dessin, en passant par la projection nocturne des portraits, permettant de tracer les lignes du visage sur toile de jute.

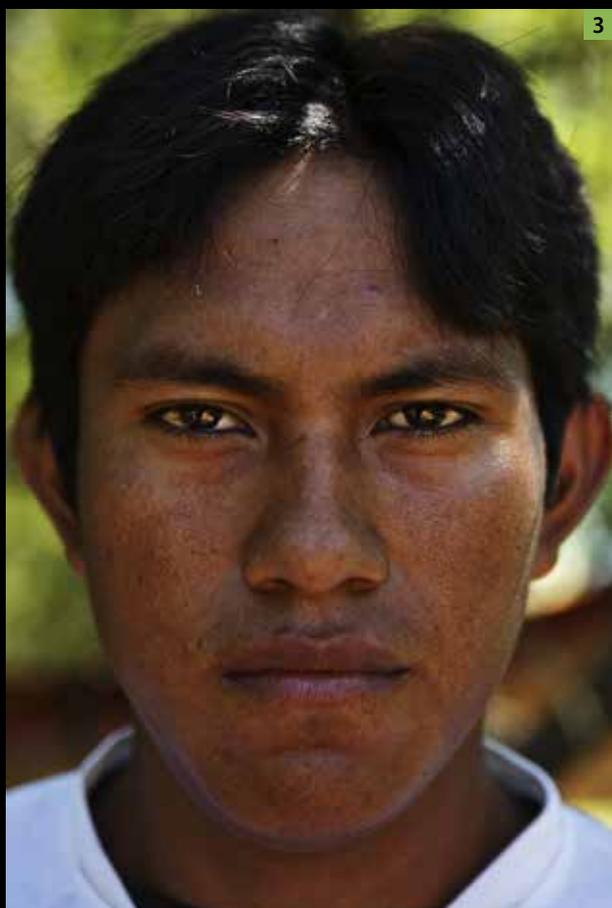


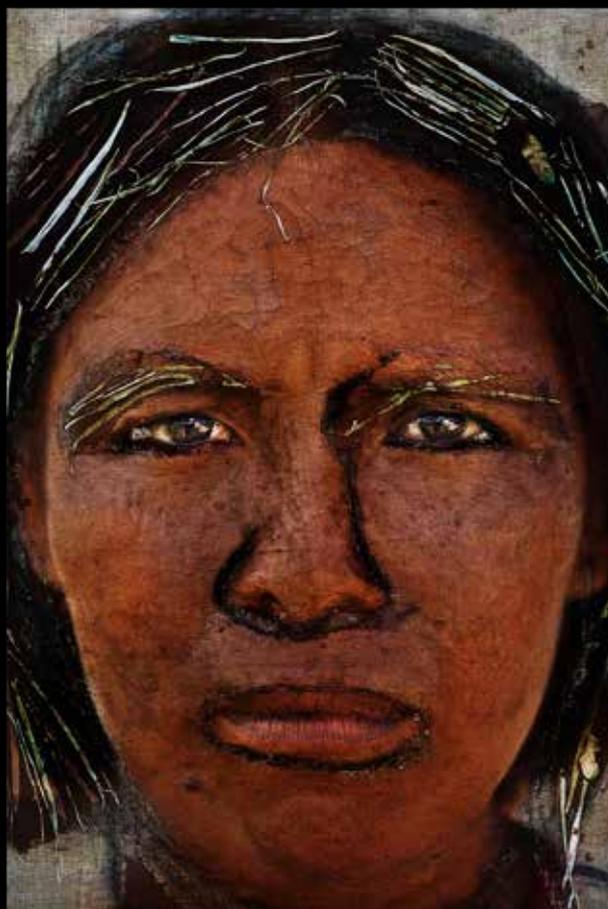
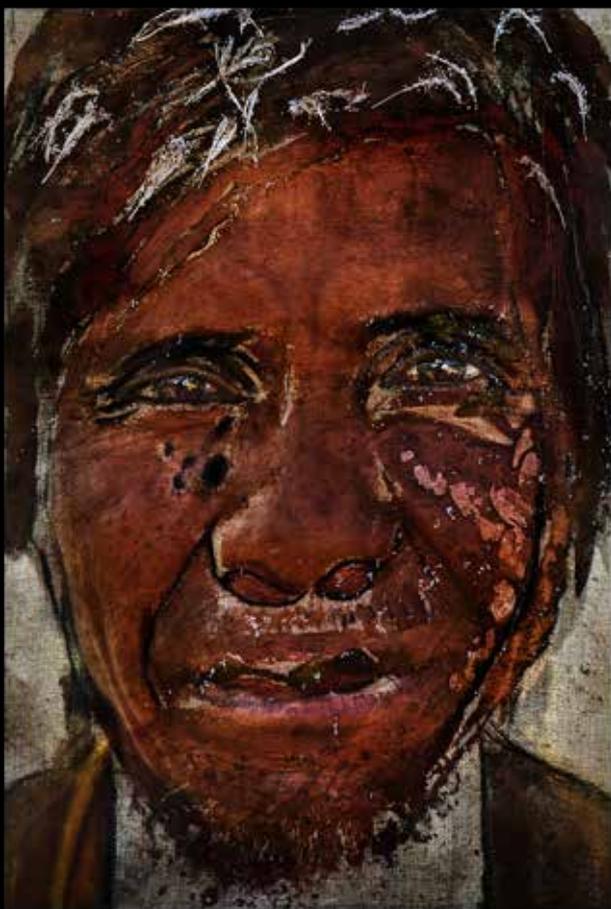
## Projet LINKS

Selon le *Council on Hemispheric Affairs*, le Paraguay connaît l'un des plus rapides taux de déforestation au monde. Lancé en 2002, le programme de l'UNESCO sur les savoirs locaux et autochtones (LINKS) a permis de reconnaître à l'échelle internationale le rôle des communautés autochtones dans la conservation de la biodiversité et l'adaptation aux effets du changement climatique. Le retour des Xákmok Kásek est en ce sens porteur d'espoir. Leurs savoirs ancestraux, associés au programme gouvernemental de reforestation du Chaco annoncé en février 2017, rendront sans doute possible la réhabilitation des terres.

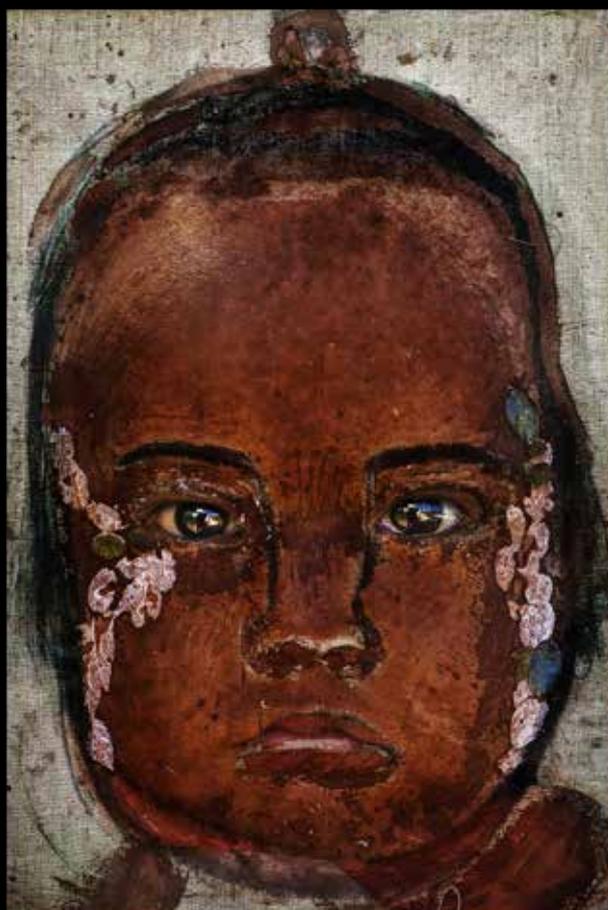
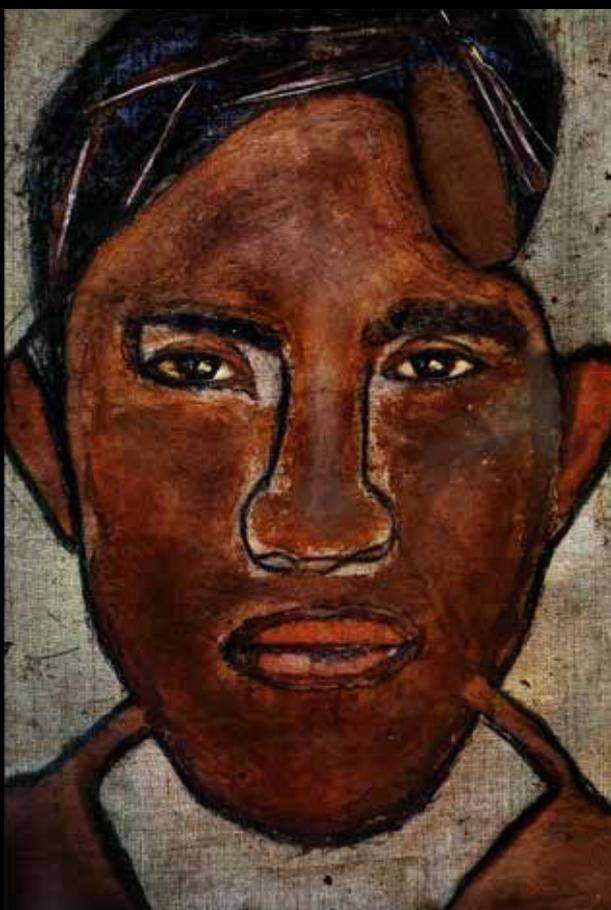


Serafin (1), Nancy (2), Gustavo (3) et une fillette (4) fixent l'objectif de Bèni. Après cet exercice, chacun repart en emportant l'image de l'autre en soi.



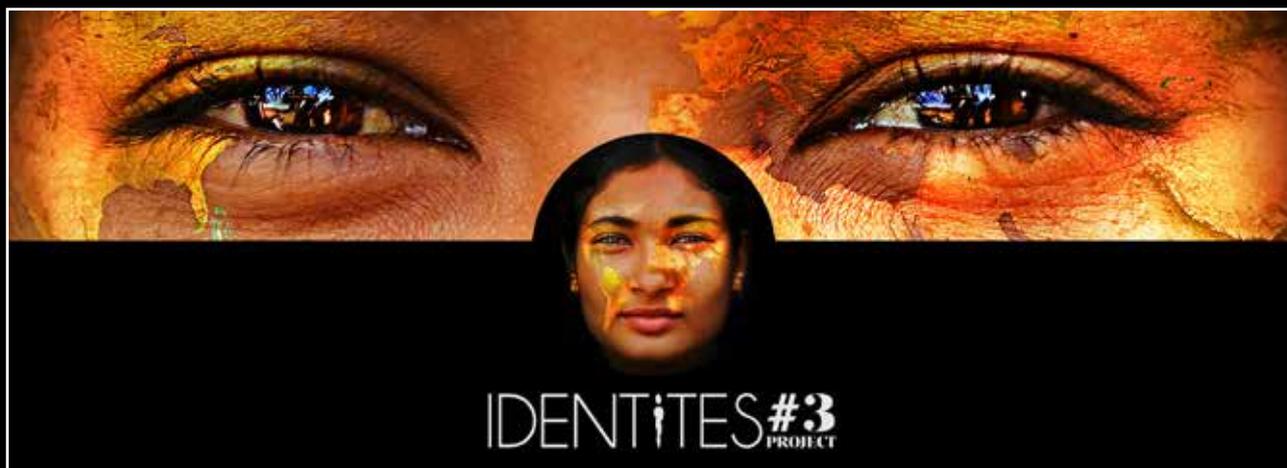


*Portraits dits « de fusion » qui incarnent l'idée de co-création.*





*Les Xákmok Kásek ont gardé tous les portraits originaux produits lors de l'atelier, en vue de s'en servir pour l'usage de leur choix.*



*Pour les visuels de communication, IDENTITESproject sélectionne un portrait par étape, sur lequel une carte du monde est appliquée pour symboliser UNE humanité dans toute sa diversité.*

Au moment où nous publions ce numéro du *Courrier de l'UNESCO*, Bèni parcourt l'Europe, la dernière étape de son projet. Ce tour du monde se termine à Paris en août 2017 par une action toute particulière : l'équipe du projet tentera de créer un grand visage européen en collaboration avec plusieurs artistes français. À chaque retour en France, Bèni organise également les expositions BACKTO qui s'appuient sur les actions essentielles qui ont lieu au cours de chaque étape : portraits photographiques, ateliers de co-création et *street gallery*, ces galeries éphémères montées dans l'espace public. Les revenus générés lors de ces expositions, ainsi que par d'autres actions de sensibilisation du public, sont versés aux communautés locales concernées pour les soutenir dans leur développement.

Et après, quand il aura fait le tour de l'Europe, Bèni veut souffler, « *prendre un peu de temps, peut-être une année blanche* ». Mais il pense déjà à un livre « *qui regroupera l'ensemble des cinq continents et qui nous permettra de comprendre, à moi en premier, ce qui s'est passé depuis 2013* ». Il projette de faire aussi un long métrage et d'organiser une grande exposition qui retraceront la totalité du parcours dont l'intitulé, déjà prêt, est l'ADN même du projet : « *ONE WORLD • ONE PEOPLE* ».

*De retour à Paris, Bèni, avec l'équipe du projet, a organisé l'exposition BACKTOamerica qui retrace l'étape IDENTITESproject#3, visant à faire connaître la communauté Xákmok Kásek au grand public.*





# Idées



« L'envol », œuvre de l'artiste  
sénégalais Ndary Lo  
© Ndary Lo / Sitor Senghor

# L'humanité

## ou comment étancher la soif d'humanité

par Adama Samassékou

Devant la faillite du modèle occidental de développement qui met en avant la culture de l'avoir au détriment de la culture de l'être, il devient urgent de repenser un projet de société fondé sur l'humanité, un concept qui explore l'ouverture sur l'Autre, seule issue possible d'un monde désenchanté.

C'est devenu un lieu commun que de dire que notre monde, en prise aujourd'hui avec une crise multidimensionnelle qui s'éternise, va mal, très mal... Cette crise révèle en fait une perte de sens, renforcée par la tendance à l'uniformisation des cultures du monde induite par une mondialisation accélérée des marchés, conduisant à une véritable déshumanisation des relations entre les individus, les peuples, les États. Les défis environnementaux, énergétiques, démographiques, numériques qui se rajoutent aux inégalités et pauvretés, accentuent le sentiment répandu d'angoisse existentielle et de manque de confiance dans l'avenir.

Le « modèle de développement » le plus répandu aujourd'hui, fondé sur ce que j'appelle la culture de « l'avoir », du profit, a montré ses limites et la crise actuelle consacre sa faillite. Ce « modèle occidental » est à l'origine de l'eurocentrisme et de l'occidentalocentrisme qui caractérisent les relations internationales, qu'il s'agisse de biens matériels ou de productions intellectuelles. Dès lors, un changement de paradigme permettant de promouvoir les valeurs liées davantage à la culture de « l'être », devient impératif.



© Berette Macaulay

Volet gauche du diptyque  
« mémoire de rien » de Berette Macaulay  
(Sierra Leone et Jamaïque). L'œuvre est  
exposée à la National Gallery of Jamaica  
dans le cadre de la Biennale 2017.

C'est dans cette perspective que j'ai proposé, voilà plusieurs années, d'explorer un nouveau concept, *l'humanité*, en référence à la négritude, notion héritée de mon maître à penser, le poète martiniquais Aimé Césaire.

C'est par ce concept d'*humanité* que je traduis ce que nous appelons en Afrique *maaya* (en bamanankan, langue bambara), *neddaaku* (en fulfulde, langue peule), *boroterey* (en langue songhay), *nite* (en langue wolof), *ubuntu* (dans les langues bantu) et j'en passe. Autant de termes qui signifient littéralement « la qualité d'être humain ».

## Pourquoi faut-il refonder le CIPSH ?

Le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH) est une organisation non gouvernementale créée à Bruxelles (Belgique), sous les auspices de l'UNESCO en 1949, en vue de réaffirmer l'enjeu et le sens des sciences humaines dans la période de l'après-guerre.

Cette société savante, affiliée à l'UNESCO, qui a connu ses heures de gloire, s'est considérablement affaiblie au fil du temps.

La Conférence mondiale des humanités (CMH) donne l'occasion aux organisations membres du CIPSH, d'une part de remobiliser les représentants de leurs différentes disciplines afin de consacrer la réhabilitation des sciences humaines dans le monde et, d'autre part, de s'engager dans une véritable refondation du CIPSH, nous permettant de substituer à l'approche occidentalocentrée une démarche polycentrique et féconde, fondée sur la diversité culturelle et linguistique du monde.

Le processus de refondation interne et externe du CIPSH est fort heureusement déjà en cours. Dès décembre 2015, l'assemblée générale extraordinaire qu'il a tenue à Beijing a consacré le changement de ses statuts, permettant à diverses organisations – fondations et réseaux – d'accéder à la qualité de membres du CIPSH. De même, l'élargissement de la base géographique du CIPSH est désormais acquis grâce à la possibilité de créer des chapitres géographiques : ainsi, la représentation Asie-Pacifique du CIPSH a été mise en place en 2016 en Chine. Enfin, le nombre des organisations membres du CIPSH a augmenté de manière significative, passant de 12 en 2014 à 17 en 2016, avec aujourd'hui deux nouvelles adhésions en perspective.

Le CIPSH s'est aussi engagé dans la création de nouvelles chaires UNESCO des humanités, lesquelles sont présentes à la CMH.

## Relier l'homme à l'homme

En effet, les sociétés africaines ont toujours mis « l'être » plutôt que « l'avoir » au cœur de leur développement. Plus globalement, certaines sociétés non européennes se caractérisent par une cosmologie qui met « l'être » au cœur de tout le processus de la relation au monde, caractérisée par une recherche permanente de rapports non conflictuels, apaisés, tendant vers le consensus avec les autres et l'harmonie avec l'environnement au sens large du terme. Cette conception du monde a également été longtemps partagée par l'Occident avant d'être dominée par une modernité voulant se fonder sur un fondamentalisme des marchés, du matériel et de l'accumulation individualiste.

L'*humanité*, c'est notre ouverture permanente à l'Autre, notre relation d'être humain à être humain, qui exige une relation solidaire permanente, sans calcul, un élan spontané d'accueil de l'Autre... cette *humanité* qui permet de « relier l'homme à l'homme », selon la belle expression d'Aimé Césaire, et qui fonde la culture de « l'être », à l'opposé d'une culture totalitaire de « l'avoir » qui induit des relations conflictuelles permanentes, d'acquisition, voire de domination.

Dans une intervention remarquable au colloque « Ubuntu », organisé à Genève (Suisse) en avril 2003, mon maître et ami burkinabè, le professeur Joseph Ki-Zerbo (1922-2006), soulignait avec détermination : « *L'essentiel donc pour l'exercice auquel nous sommes invités, c'est de porter au sommet de l'agenda et des luttes sociales planétaires aujourd'hui le concept, la question, la cause, le paradigme d'ubuntu comme antidote axial et spécifique de la mercantilisation de tout homme et de tous les hommes, par le néolibéralisme partisan de la société de marché.* »



© Dima Vazinovich

Dans ce texte intitulé « Ubuntu ou "l'homme comme remède de l'homme" », paru ultérieurement dans l'ouvrage *Repères pour l'Afrique*, Panafrica (Silex/Nouvelles du Sud, Dakar, 2007), Joseph Ki-Zerbo poursuit son analyse, en précisant : « *Ubuntu peut être l'outil le plus performant de cette tâche primordiale ; mais surtout, il doit constituer le but et le sens de la paix.*

*Il ne s'agit pas ici de verser dans un culturalisme anthropologique ; mais face au rouleau compresseur de la pensée unique, il est urgent de désamorcer les conflits dont la violence structurelle du statu quo porte la charge... »*

Ma conviction est aujourd'hui faite qu'au regard de la faillite des modèles de développement en cours, une réflexion devrait être entreprise pour envisager de concevoir un nouveau projet de société fondé justement sur le concept d'*humanité*.



La grande rencontre internationale des sciences de l'homme, la première Conférence mondiale des humanités (CMH) qui se tient à Liège (Belgique) du 6 au 12 août 2017, est l'occasion d'approfondir ce concept.

En effet, la ville de Liège, « Cité ardente », autant par l'esprit que par l'industrie, cité multiculturelle au cœur de l'Europe, accueille une manifestation inédite, sous le Haut patronage de Sa Majesté le roi des Belges.

## La faillite du modèle dominant

Pourquoi donc une Conférence mondiale des humanités ? L'idée s'est imposée à moi en 2009, lors de mon premier mandat de président du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH), organisation non gouvernementale créée sous les auspices de l'UNESCO en 1949. Elle s'est imposée à moi à partir de trois constats.

*Promouvoir une relation au monde fondée sur la recherche de rapports non conflictuels et l'harmonie avec l'environnement s'avère nécessaire afin de relier à nouveau les hommes entre eux.*

Premier constat : faisant suite à des épisodes récurrents d'instabilité liés à la globalisation financière, la crise de 2008-2009, plus que financière ou économique, s'était muée en fait en une crise « totale ». C'était une crise sociétale qui a, d'une certaine façon, consacré la faillite du modèle dominant néolibéral et occidentalocentrique de développement, entraînant une véritable perte de sens.

Deuxième constat : la progressive marginalisation des sciences humaines dans le monde. Comment accepter que face à une telle situation d'interpellation très forte, celles et ceux qui ont la charge de nous éclairer sur la complexité des transformations sociales soient dans une posture d'immobilité ?

Troisième constat : la faible implication, voire l'absence ou la non prise en compte dans la production et la coopération intellectuelle mondiale des représentants des sciences humaines des régions hors d'Europe et de l'« Occident ».

Une situation, aggravée par les risques de disparition des savoirs traditionnels et de la moitié des langues du monde, que l'on désigne désormais par les termes d'épistémicides et de linguicides.

C'est ainsi qu'il m'a paru évident et indispensable de proposer à l'UNESCO, en 2009, l'organisation d'une Conférence mondiale des humanités (CMH), la première du genre, appelée à consacrer la réhabilitation des sciences humaines dans le monde.

## Une insupportable anxiété

La question centrale pour la CMH est de discuter le rôle des sciences humaines dans un XXI<sup>e</sup> siècle qui est marqué par la diversité culturelle, l'échec de différentes formes de pensée unique, le besoin de réintroduire dans les raisonnements du quotidien la dimension du moyen et du long terme. Un siècle frappé par des changements globaux, des migrations croissantes, des tensions sociales et économiques, dont la résolution dépend largement des compétences interculturelles, de la compréhension de l'unité de l'humanité dans sa diversité et du besoin de renforcer les sciences, dans leurs rapports transdisciplinaires, ainsi qu'avec les arts et les technologies.



« Notre monde est en prise avec une crise multidimensionnelle qui s'éternise », affirme Adama Samassékou. *“The Virtual Scene – Shanghai Map”, 2005-2008, plan en relief de Shanghai réalisé avec des jetons de casino par l'artiste chinois Liu Jianhua, exposé à la Galerie Continua, San Gimignano, Italie.*

Un siècle qui aura démarré par le développement d'un terrorisme mondial n'épargnant aucune région du monde, aucun pays, frappant de manière aussi aveugle qu'inhumaine d'innocents citoyens, victimes d'une violence gratuite, barbare et indicible... Une insupportable anxiété traverse la planète d'autant que de telles violences, connues pendant les conquêtes coloniales ou les guerres de libération, restaient, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, relativement inconnues de l'Occident sanctuarisé, à quelques exceptions près.

Ainsi la CMH a pour objectif principal d'étudier comment les disciplines des humanités contribuent ou peuvent contribuer, à l'échelle nationale, régionale et internationale, à mesurer et à comprendre, pour aider à mieux les gérer, les transformations culturelles qui s'expriment dans des dimensions économiques, sociales et environnementales liées à la globalisation progressive des échanges.

Face donc à la crise sociétale, humaine, que nous vivons, face à un monde en panne où le processus de déshumanisation se développe et se renforce, la CMH ambitionne de construire un dialogue fécond des esprits du moment sur les défis, enjeux, connaissances nouvelles par lesquelles les humanités rendent notre monde plus lisible, moins opaque, moins antagoniste, moins meurtrier et par là même, c'est du moins notre commune espérance, plus humain.

Les humanités, c'est la célébration du génie des langues de l'homme, la connaissance du foisonnement de ses pratiques, sociales, politiques, économiques, artistiques...

## Réhabiliter et refonder les sciences humaines

Le titre de la CMH, « Défis et responsabilités pour une planète en transition », situe clairement les enjeux de cette conférence. Selon l'UNESCO, les principaux défis de notre planète en transition sont : l'augmentation de la population ; la recomposition des territoires ; les flux migratoires ; les contraintes énergétiques et environnementales ; l'uniformisation culturelle dans le contexte de la mondialisation et à l'inverse, la structuration de nouvelles identités ; et l'avènement de la société numérique qui induit souvent une société duale.

## Les trois temps de la Conférence mondiale des humanités

La première Conférence mondiale des humanités (CMH) se tient à Liège (Belgique) du 6 au 12 août 2017. Elle est organisée conjointement par l'UNESCO, le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH) et la Fondation pour la Conférence mondiale des humanités de Liège (composée de la province, la ville et l'université de Liège).

La CMH réunit environ 1 800 personnes venant des milieux scientifique, politique, associatif et des médias. D'importants réseaux y sont également présents, tels que le Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO), l'Académie africaine des langues de l'Union africaine (ACALAN/UA) et le Conseil arabe des sciences sociales (CASS).

L'architecture globale de la CMH s'articule entre un amont, un pendant et un aval. Elle permet à la fois de mettre en exergue et de partager les humanités des différentes régions du monde, dans leurs diversités et dans leurs convergences.

■ **En amont** de la CMH, des conférences préparatoires ont été organisées, permettant aux régions concernées d'apporter à l'événement mondial une contribution de qualité, qui intègre leurs spécificités et leurs préoccupations. Il s'agit de la Conférence sud-américaine « Territorialités et humanités » au Brésil (4-7 octobre 2016) ; de la Consultation régionale arabe « Recentrer les humanités : théories, approches et production de savoirs » au Liban (18-20 mai 2017) ; et de la Conférence africaine des humanités « Langues, cultures, histoire et territoires » au Mali (28 juin-1<sup>er</sup> juillet 2017). Par ailleurs, la CMH a bénéficié de plusieurs événements contributifs : la conférence internationale Science et civilisation sur les routes de la soie, à Beijing, Chine (10-11 décembre 2015) ; le Forum mondial de la culture de Taihu, à Macao, Chine (7-9 juin 2016) ; la 4<sup>e</sup> édition du Forum mondial des humanités consacré aux « Humanités de l'espoir » à Suwon, République de Corée (27-29 octobre 2016) ; et enfin, en juin 2017, les rencontres de Paris (pour l'Europe) et de Kingston (pour les Caraïbes).

■ **Pendant** le déroulement de la CMH (du 6 au 12 août 2017), des sessions plénières sont consacrées aux six thèmes retenus par la Conférence en référence aux défis principaux de notre planète en transition : l'homme et l'environnement ; identité culturelle, diversité culturelle, échanges interculturels ; frontières et migrations ; patrimoine matériel et immatériel ; histoire, mémoire et politique ; les humanités dans un monde qui change.

Quatre à cinq conférenciers de renom, venus de tous les continents, interviennent sur chacun de ces thèmes. Une longue série de sous-thèmes de la CMH est discutée dans le cadre de 70 symposiums environ, organisés dans onze blocs de sessions parallèles.

Deux sessions plénières stratégiques permettent de présenter les Rapports des conférences régionales et d'engager un débat sur l'avenir des humanités et du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH). Sept conférences plénières et un panel de ministres et de décideurs politiques sont également prévus au programme de la CMH, qui réunit plus de 400 orateurs.

En discussion également : deux grands projets qui engageront le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH) dans l'avenir, à savoir l'Histoire globale de l'humanité et le Rapport mondial des humanités.

■ **En aval** de la CMH, des conférences régionales et nationales, sous l'égide des différentes instances politiques régionales du monde, seront organisées sur tous les continents, permettant de mettre en œuvre les conclusions et recommandations de la CMH. L'accent sera mis sur les politiques publiques en matière de recherche et surtout sur la nécessité d'infrastructurer et de financer la recherche en sciences humaines.

Une telle démarche en trois temps devrait permettre de faire de cet événement mondial un espace de dialogue de haut niveau, inclusif et participatif, favorisant une meilleure synergie entre ceux qui pensent, qui cherchent et qui trouvent des solutions pour sortir le monde de la crise et ceux qui ont la charge des décisions politiques.

Dans un tel contexte, marqué par un sentiment de faillite des modèles de développement, en particulier le modèle néolibéral qui semble s'imposer aux peuples du monde, il devient impératif de revisiter le rôle des sciences humaines au sein de nos sociétés contemporaines, rôle qui doit associer la double prise en compte des spécificités et des ressources propres à chaque culture – qui doivent être valorisées à bon escient – et des possibilités d'échange, de dialogue et d'enrichissement mutuel entre elles.

La CMH est donc une véritable mise en perspectives, pour la réhabilitation et la refondation des sciences humaines, pour un changement de paradigme permettant de réinventer un monde fondé sur le respect de sa riche diversité culturelle et linguistique et qui nous permettra de substituer aux relations conflictuelles de compétition une véritable solidarité universelle, seule susceptible d'aider à relever les défis de notre planète en transition !

Il s'agit, en somme, d'éteindre la soif d'humanité de cette planète en vivant et en consacrant notre *humanité* !

**Adama Samassékou** (Mali) est président de la Conférence mondiale des humanités (CMH). Ancien ministre de l'Éducation nationale du Mali, il a présidé le Comité préparatoire du Sommet mondial sur la société de l'information (Genève 2002-2003). Adama Samassékou a également été le premier Secrétaire exécutif de l'Académie africaine des langues de l'Union africaine, institution spécialisée de l'Union africaine (ACALAN/UA), basée à Bamako. Après deux mandats de présidence du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH), entre novembre 2008 et octobre 2014, il en est actuellement le président honoraire.

# Sciences humaines : récits de l'importance des autochtones

© Francesco Giusti / Propekt (www.francescogiusti.com)



*Un mur décoré en hommage à l'Afrique dans une école du ghetto de Tower Hill, Kingston, Jamaïque.*

par John Ayotunde Isola Bewaji

**L'accent mis dans les études sur les sciences exactes et la technologie, disciplines rémunératrices, au détriment des sciences de l'homme, menace la capacité des peuples de la Jamaïque et des Caraïbes à raconter et valoriser leurs propres histoires, indispensables à la transmission des connaissances et au développement.**

Depuis qu'ils en sont capables, les hommes ont cherché à comprendre la vie dans tous ses aspects et le monde qui les entoure. Pour comprendre et décrire leur environnement, ils ont utilisé non seulement la littérature, la philosophie, l'éducation, la religion, les arts, l'histoire, l'anthropologie, l'archéologie et la sociologie, mais également l'économie, la psychologie, l'information, le développement, les sports, le genre, la finance, le commerce, les sciences politiques, les études environnementales, les études en communication, les études culturelles et le droit. Par souci de validité scientifique, certaines de ces disciplines ont été classées sous la rubrique « sciences sociales », mais je suis persuadé qu'elles jouent aussi un rôle dans les sciences humaines.

Par le langage, les êtres humains ont produit leurs propres récits, qu'ils ont privilégié par rapport à ceux qui provenaient d'autres régions.

Toutes les civilisations sont attachées aux récits qui incarnent leurs cultures, leurs systèmes de connaissances et les manières d'être qu'elles ont créés.

Trois événements ont joué un rôle déterminant dans la place qu'ont fini par occuper les sciences humaines dans les universités occidentales : la révolution scientifique, la révolution industrielle et le logicisme [école moderne de pensée mathématique, fondée par le philosophe et mathématicien allemand Friedrich Ludwig Gottlob Frege (1884-1925). Théorie qui consiste à appliquer les lois de la logique à des domaines étrangers à la logique].

La conjugaison des révolutions scientifiques et industrielles a donné naissance au positivisme logique et à la conviction que toute quête de connaissance doit reposer sur une méthodologie scientifique, au risque de perdre validité et pertinence.

Cela a eu des conséquences désastreuses pour les héritages intellectuels des sociétés non européennes, généralement présentées comme primitives, non civilisées, païennes et arriérées – point de vue qui a autorisé l'appropriation économique de toutes les ressources de ces sociétés par le biais du colonialisme et de l'esclavage.

## Quand un récit chasse l'autre

Le pire des enseignements a consisté à faire des récits de l'Europe (et de l'Arabie) des vérités universelles, et à les substituer pour les supplanter à ceux des sociétés autochtones partout dans le monde. C'est pourquoi les Africains sont ignorants de leur ascendance : ils se servent de noms, de langues, de religions, de sciences et de technologies qui sont ceux des autres, au point d'oublier – et parfois même de haïr – les systèmes de connaissances, manières d'être, valeurs et philosophies qui leur sont propres, et de se perdre dans l'univers des autres.



© Cosmo Whyte (www.cosmowhyte.com)

*Cosmo White, artiste transdisciplinaire jamaïcain, interroge la notion d'identité.*

Cela soulève une série de questions. D'abord, l'industrialisation a conduit à la mondialisation de toutes les formes de réalité. La mondialisation est inévitable, mais on ne voit pas pourquoi elle empêcherait les peuples des Caraïbes de faire appel à leur héritage africain pour trouver le sens et la direction d'une vie civilisée.

Il n'est pas nécessaire de s'opposer à la mondialisation, mais chacun peut l'enrichir grâce aux cultures historiques de ses ancêtres.

Ensuite, le plaidoyer en faveur de l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) crée un impératif faussé : à savoir que les autres disciplines, qui apparemment ne procurent pas de bénéfices concrets directs à la société, n'ont guère d'utilité. En Jamaïque et aux Antilles, l'accent a été mis sur les sciences, les technologies et les sciences sociales dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Des matières comme les beaux-arts, la musique, l'éthique, l'histoire, la culture et le patrimoine voient leur enseignement réduit ou supprimé à tous les niveaux d'éducation, parce qu'elles ne sont pas considérées comme utiles au développement humain.

À l'université des Indes occidentales (UIO), université partagée par dix-sept pays des Caraïbes, cette suprématie accordée aux sciences exactes a pour effet que la Faculté de sciences humaines et d'éducation attire systématiquement moins du quart de la population étudiante, leur contribution au développement national et régional étant sous-évaluée. Plusieurs éditoriaux du quotidien jamaïcain *The Gleaner* ont exhorté le gouvernement à cesser de financer l'enseignement de l'histoire, des langues, de la philosophie et des arts, pour se concentrer sur des disciplines qui permettraient à la Jamaïque et à l'ensemble de la région de rattraper le premier monde sur le plan technologique. Nul besoin, argue le quotidien, de savoir qui nous sommes, à quelle réalité et société nous appartenons et qui étaient nos ancêtres, il suffit d'atteindre la parité technologique avec l'Occident, et tout ira bien.

Enfin, la troisième question est liée à une santé financière déclinante au niveau national, régional et individuel. L'éducation, notamment en ce qui concerne les sciences humaines, fait généralement les frais des ajustements structurels. Les familles et les individus préfèrent investir dans des disciplines « commercialisables, productives et valorisantes ». Il en va de même des pays qui pensent qu'il faut privilégier l'enseignement des sciences, du génie, de la médecine et des technologies, parce que ces disciplines sont censées améliorer la capacité productive.

## Identité et patrimoine

L'étude des sciences humaines est indispensable à la valorisation, à la configuration et à la projection identitaires d'une société. Une société qui néglige de comprendre, d'apprécier et de disséminer les sciences humaines s'expose aux abus de toutes sortes, à la dégradation de son patrimoine et à l'appropriation de son essence. L'épistémicide [le massacre des systèmes de connaissances ou la destruction des savoirs existants] infligé aux populations africaines sous la forme d'un « syndrome de la valise vide » a conduit à déposséder les Africains du Nouveau Monde de leurs identités et de leur patrimoine, laissant des individus désarmés, désorientés et désaxés.

Les incivilités rampantes au sein de la société jamaïcaine en sont l'une des manifestations. Même si la Jamaïque a toujours dépassé les attentes dans tous les domaines, il y persiste une préférence pour l'euro-occidental.

La pensée, au sein de l'UIO, a été la victime des événements historiques relatés par le professeur jamaïcain Errol Miller : la dépendance des économies régionales après l'abolition de l'esclavage et l'affranchissement. C'est pourquoi elle n'a pas su adopter les paradigmes éducatifs salutaires, axés sur l'enseignement des sciences humaines, et n'ayant plus à se soucier des bénéfices immédiatement perceptibles de cet enseignement.

L'UNESCO n'a cessé de jouer un rôle prépondérant dans la poursuite d'un monde plus humain, qui valorise la raison, la réflexion et la diversité. Cependant, compte tenu de la résistance à toute indemnisation des populations qui ont vécu les horreurs de la traite atlantique, soit la pire forme d'inhumanité de l'histoire humaine, il est compréhensible que les pays de la région caraïbe soient réduits à l'état de mendiants, incapables de prendre les décisions qui sortiraient leurs citoyens de la misère.



© Francesco Giusti / Propekt (www.francescogiusti.com)

Cela explique sans doute que la Jamaïque affiche l'un des taux d'homicides les plus élevés du monde, alors qu'elle est le pays natal de Marcus Mosiah Garvey [dirigeant politique jamaïcain, journaliste, éditeur et précurseur du panafricanisme (1887-1940)], du reggae [genre musical mondialement apprécié] et d'Usain Bolt [sprinteur médaillé des Jeux olympiques].

## La clé : former les enseignants

Que faire pour améliorer l'enseignement des sciences humaines en Jamaïque et dans les Caraïbes ? Il faut y renforcer et encourager les projets de formation des enseignants de l'UNESCO, en chargeant l'UIO de montrer la voie par une réflexion sur son rôle dans l'enseignement des sciences humaines.



Jeunes devant une fresque murale de Tower Hill, Kingston, Jamaïque.

Il faut créer au sein de cette université un département ou une école d'études philosophiques à part entière, avec pour mission de favoriser la pensée critique dans de nombreuses autres disciplines, comme le commerce, le tourisme, la résolution des conflits et les études environnementales.

Il est important que les sciences humaines soient enseignées dans les établissements d'éducation primaire, secondaire et post-secondaire en Jamaïque et dans la région, parce que c'est dans l'esprit des hommes que se construit la paix. Les genres culturels et musicaux nés en Jamaïque ont influencé le monde entier, mais on n'a guère fait d'efforts pour enseigner et développer ces traditions auprès des jeunes Jamaïcains. Ces connaissances pourraient être utilisées pour mobiliser leur créativité et assurer leur indépendance économique.

Enfin, il est important de comprendre que les sciences humaines sont à la base de toute la production de connaissances, qu'il s'agisse de les conserver, de les stocker, de les collecter, de les diffuser ou de les appliquer. Les pays riches et puissants ne confient pas à d'autres l'éducation de leurs citoyens. De même, les sociétés pauvres et faibles doivent comprendre qu'elles doivent produire elles-mêmes leurs propres récits et assurer la saine transmission de ceux-ci pour le bien de notre humanité collective, y compris dans notre magnifique diversité.

De nationalité jamaïcaine, mais né au Nigéria, **John Ayotunde Isola Bewaji** est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *The Rule of Law and Governance in Indigenous Yoruba Society – an Essay in African Philosophy* (L'État de droit et la gouvernance dans la société indigène yoruba. Un essai de philosophie africaine). Il a dirigé plusieurs publications, comme le *Caribbean Journal of Philosophy* (CJP).

# Le poète

## au cœur de la cité

par Tanela Boni

**La poésie, comme toute création artistique, est l'un des piliers des humanités. En empruntant les chemins de l'émotion, de la sensibilité, de l'imagination, elle transmet les connaissances et les valeurs humaines. Mieux : elle forme l'être humain, corps et âme.**

L'art ne raisonne pas. Il relève de l'émotion, de la sensibilité, de l'imagination. L'expérience artistique ne renvoie ni à l'argumentation, ni à la vérification, ni à la preuve, puisqu'il ne s'agit pas de connaissance scientifique. Et pourtant, par des voies qui lui sont propres, en dehors des sentiers battus des sciences, l'art joue un rôle primordial dans la formation de l'individu : il transmet la connaissance du monde et des valeurs humaines indispensables pour s'ouvrir à l'Autre. La création artistique établit ainsi des liens très forts entre les humains, par-delà les langues, les croyances et les cultures. C'est pourquoi l'art peut être considéré comme l'un des piliers des humanités.

### Le temps des humanités

Bien présentes dans le monde anglophone, les *humanities* désignent les disciplines littéraires, linguistiques, philosophiques, historiques ou artistiques, dans lesquelles l'ouverture d'esprit et la vie de l'humain sont mises en exergue dans la société.

Dans de nombreux pays francophones, le terme est tombé en désuétude ou presque, sauf dans certains milieux universitaires. Cependant, jadis, dans le système éducatif français, on « faisait ses humanités ». Cela signifiait apprendre « ses » classiques, étudier des langues anciennes, lire Homère, Virgile et d'autres auteurs anciens, acquérir une vision aussi large que possible par l'étude des manières d'être, de vivre, de parler des humains appartenant à d'autres civilisations.

Ailleurs dans le monde, dans les cultures africaines, par exemple, il existe un équivalent à cet apprentissage de « ses » classiques. C'est le moment de l'initiation, celui où l'on transmet aux jeunes filles et aux jeunes hommes l'héritage des temps anciens, qui permet de vivre au temps présent. C'est le temps des humanités.

Chaque époque, chaque culture a ses classiques, ses textes incontournables. Et parmi ceux-là, la poésie a toujours occupé une place de prestige. Toujours, sauf aujourd'hui : nous avons tendance à oublier son existence, dans notre monde désenchanté. J'aimerais m'y attarder précisément pour déjouer cet oubli et montrer comment la poésie fait partie intégrante des humanités.

### Ce que peut la poésie

Il n'existe pas de société sans poètes. Même si l'acte de création se fait dans la solitude, ils ne vivent pas dans une bulle. Ce ne sont pas des ermites enfermés dans leurs tours d'ivoire, mais des créateurs d'univers qu'ils donnent en partage. Que leurs poèmes soient écrits ou chantés, les poètes jouent un rôle éducatif de première importance.

Les philosophes de la Grèce antique n'ont pas manqué de le remarquer. La poésie incarnait à leurs yeux une expérience d'apprentissage, une culture générale précédant toute spécialisation scientifique ou politique. Ils savaient à quel point l'apprentissage d'Homère et d'autres poètes était important pour la formation de l'esprit chez les jeunes Grecs libres (ceux qui n'étaient ni esclaves, ni métèques).



C'est pourquoi Platon s'inquiéta, dans la *République*, qu'Homère donnât une mauvaise idée des dieux dans ses poèmes, et il finit par bannir les poètes de la cité !

Le reproche qu'il fit au poète tient sans doute tout autant à ce qu'est la poésie qu'à ce qu'elle ne *saurait être*.

Mais qui peut dire, hier comme aujourd'hui, ce qu'est la poésie ? Pour l'écrivain argentin Jorge Luis Borges, une définition de la poésie comme « *l'expression de la beauté par l'intermédiaire de mots combinés avec art* », pourrait figurer dans un dictionnaire, certes, mais resterait plutôt « faible ». « *Il s'agit de réalités si profondes* », ajoute-t-il, « *qu'elles ne peuvent s'exprimer qu'au moyen des symboles que tous les hommes ont en partage.* »



© Ernest Pignon-Ernest, avec l'aimable autorisation de la Galerie Lelong & Co.

## Le partage sensible

La poésie est faite pour le partage sensible. C'est ainsi qu'elle forme l'être humain : corps et âme. En empruntant les chemins de l'émotion, de la sensibilité, de l'imagination, elle transmet les connaissances et les valeurs humaines, le sens du bien et du mal, l'histoire, les hauts faits des femmes et des hommes, les traditions anciennes, le lien avec la nature.

Si cette connaissance est éveil des sens par la création du beau dans la langue et par les mots, elle est aussi culture de l'imagination et de la mémoire. Elle est performance du corps et de toutes les facultés. Car la forme – de ce qui se dit ou s'écrit – compte autant que la signification ou le « message ». Comme le dit Paul Valéry dans *Ego Scriptor* : « *Le poète n'a pas pour but de communiquer une pensée, mais de faire naître en autrui l'état émotif auquel une pensée analogue (mais non identique) à la sienne convient. L'idée ne joue (dans lui comme dans l'autre) qu'un rôle partiel.* »

Face aux réalités d'un monde incompréhensible dans lequel il se sent « embarqué », le poète ne cesse de « créer dangereusement », pour reprendre les expressions de l'écrivain français Albert Camus dans son discours « *L'artiste et son temps* » (Uppsala, Suède, 14 décembre 1957).

C'est en créant dangereusement, pour sauver la vie menacée de toutes parts, ou pour exprimer la joie d'être présent au monde, que le poète reconquiert sa place au cœur de la cité.

Poète, romancière, philosophe et auteure de livres pour la jeunesse, **Tanella Boni** (Côte d'Ivoire) est professeure à l'université Félix Houphouët-Boigny à Abidjan et vice-présidente de la Fédération internationale des sociétés de philosophie (FISP). Elle est membre de l'Académie des sciences, des arts, des cultures d'Afrique et des diasporas africaines (ASCAD).

*Ce portrait de Mahmoud Darwich (1941-2008) réalisé par le plasticien français Ernest Pignon-Ernest, a investi, en 2009, les murs de la ville de Ramallah, où vivait ce poète palestinien, dont les « mots-tocsins ne cesseront de résonner, d'inspirer, de mobiliser, de tenir en alerte », comme le rappelle l'écrivain français André Velter.*



# Notre invitée



*Giuseppina Nicolini,  
ancienne maire de Lampedusa, Italie.*

© Rocco Rorandelli (terraproject.net)



# “ Accueillir est la vocation naturelle d'une île Giuseppina Nicolini ”

Propos recueillis par Marina Forti, journaliste italienne

**Maire de Lampedusa de mai 2012 à juin 2017, petite île italienne au sud de la Sicile, Giuseppina Nicolini a affronté avec courage l'une des crises les plus dramatiques que le bassin méditerranéen a connu ces dernières années : l'arrivée de milliers de migrants fuyant les conflits et la pauvreté. Face à la détresse humaine, elle raconte comment les 6 500 habitants ont réagi par la solidarité et le respect de la dignité humaine. Rencontre avec celle que les Italiens surnomment la « Lionne ».**

*Lorsque l'UNESCO vous a décerné le Prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, en avril 2017, vous l'avez accepté comme « un hommage à la mémoire des innombrables victimes de la traite d'êtres humains en Méditerranée ». Qu'entendez-vous par là ?*

Je pense qu'il est honnête et juste de dédier ce prix aux migrants qui ont péri en traversant la Méditerranée, car la tragédie humaine à laquelle nous assistons dans le bassin méditerranéen est en fait une guerre silencieuse. C'est un voyage forcé que le leur : forcé par la guerre et la pauvreté, forcé par nos politiques, et puis par le crime organisé qui en tire profit, puisque devant des portes closes, les trafiquants offrent aux désespérés la seule issue possible.

À l'heure actuelle, de nouveaux murs sont érigés, de nouveaux accords sont conclus avec divers pays d'Afrique septentrionale aux seules fins de préserver les frontières de l'Europe, et non la vie de ceux et celles qui cherchent à atteindre nos rives. Or, ce prix nous dit qu'il existe une Europe solidaire. Que l'humanité et l'hospitalité sont des valeurs qui n'ont pas disparu.

*Pourtant, face à cet afflux de migrants, beaucoup parlent d'« invasion »...*

Accueillir est la vocation naturelle d'une île, je tiens à le rappeler. Au fond, c'est aussi ce qu'a fait l'île de Lesbos en Grèce. Peut-être est-ce à cause de notre position géographique : la route migratoire passe par Lampedusa. Quoique, à vrai dire, c'est justement parce que notre île se trouve à mi-parcours que cette route est possible.

J'ignore ce que les autres feraient s'ils se trouvaient ici, au moment historique où tant de personnes sont en fuite. Quiconque préconise de « les repousser » vit tout simplement trop loin, en ignorant la loi de la mer : repousser est impossible.

Voir la situation de près aide à comprendre et éveille notre sens des responsabilités. Ici, on les voit arriver : des êtres épuisés, transis, terrorisés, pieds nus. On voit des enfants, des femmes enceintes. Et on comprend tout de suite qu'ils ont fait ce voyage parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. De toute façon, c'est la seule chose à faire : vu la position que la géographie et l'histoire nous ont assignée, nous nous devons de les accueillir.

À Lampedusa, nous avons vécu des moments très douloureux. Face à une tragédie comme le naufrage du 3 octobre 2013, durant lequel 386 personnes ont perdu la vie, à qui en vouloir : aux morts ? Dans ces moments-là, on voit bien qui sont les victimes, quelles sont les morts injustes.

*Ce n'est pas la première fois que Lampedusa vit des moments difficiles...*

En effet, nous avons vécu des moments très durs en 2011, lorsque les événements en Tunisie ont obligé nombre de personnes à fuir. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Roberto Maroni, avait décidé de laisser tous les migrants à Lampedusa : ils ne pouvaient pas entrer en Italie, nous a-t-il dit. Il fallait donc les rapatrier directement d'ici. Mais les procédures de rapatriement prennent du temps, et en deux mois vingt-cinq mille personnes ont débarqué chez nous, soit quatre fois plus que le nombre d'habitants !

*Comment ont réagi les habitants de l'île ?*

Les structures d'accueil étaient dépassées. Les migrants vivaient dans des conditions inhumaines, dans la rue, dans le froid. C'était une fausse urgence, parce que vingt-cinq mille personnes, ce n'est rien par rapport à ce que nous voyons aujourd'hui : si tous avaient été répartis sur le territoire italien, leur nombre restait gérable. En revanche, les laisser à Lampedusa a créé une crise.

Cette année-là, l'île a subi de lourdes pertes. Le tourisme s'est effondré alors même que l'économie de Lampedusa dépend de l'activité touristique. Et pourtant, dans ces conditions-là aussi, la solidarité a été de mise ; les Lampedusani ont cherché à aider, ils ont distribué des couvertures, de la nourriture. La population s'est substituée à l'État. Quant aux protestations, quand il y en a eues, elles étaient adressées au gouvernement italien, pas aux Tunisiens.



© Federica Mameli / SOS Méditerranée

*Opération de sauvetage par SOS Méditerranée, association qui partage avec Giuseppina Nicolini, le prix Houphouët Boigny pour la recherche de la paix 2017, attribué par l'UNESCO.*

Il est bien trop facile, en cas de grave crise économique, de désigner les migrants comme l'ennemi commun. C'est aussi une diversion pour couvrir les responsabilités politiques de ceux qui ont voulu un modèle de développement inéquitable, source d'inégalités, dans un contexte rendu complexe par la mondialisation. L'histoire nous l'apprend : désigner un ennemi extérieur sert également à renforcer l'autorité politique à l'intérieur, sûrement pas à favoriser l'essor d'une conscience civique, d'un sens d'appartenance à une population.

***Aujourd'hui, des ONG sont accusées de constituer un facteur d'attraction pour les migrants.***

En effet, et c'est également le cas de l'ONG française SOS Méditerranée, avec qui j'ai l'honneur de partager le prix Félix Houphouët-Boigny. Mais ceux qui accusent ces organisations oublient qu'elles sont descendues sur le terrain pour combler un vide. Après la tragédie du 3 octobre 2013, nous avons assisté à d'autres drames, parfois plus graves encore : en avril 2015, un seul naufrage a vu périr entre 500 et 700 personnes. En 2013, les dirigeants européens ont fait le déplacement, émus ; le Premier ministre italien d'alors, Enrico Letta, s'est agenouillé devant les cercueils blancs des enfants.

Et le gouvernement italien a lancé l'opération Mare Nostrum, la première à visée officiellement humanitaire, ce qui honore notre pays. Cette opération a duré un an. Son coût étant élevé, l'Italie a demandé de l'aide aux partenaires européens.

Mais l'opposition a été générale. On a accusé Mare Nostrum exactement des mêmes maux aujourd'hui imputés aux ONG, à savoir d'être un facteur d'attraction, voire un complice indirect de la traite d'êtres humains. À cette opération humanitaire ont succédé d'autres opérations, comme Frontex et Triton, dont les objectifs étaient plus sécuritaires qu'humanitaires, pour le renseignement et la lutte anti-criminalité.

Puis, à partir du second semestre 2016, tous les programmes ont cessé, y compris les interventions de certains pays européens menées dans le cadre de Frontex. L'Italie s'est retrouvée à nouveau seule, avec la marine militaire et les vedettes de la garde côtière : nous en sommes revenus à avant Mare Nostrum. Face au nombre de morts qui augmente, l'action des ONG comble ce vide institutionnel.

***Très impliquée dans la société civile, vous êtes une écologiste convaincue, opposée, entre autres, à la spéculation immobilière. Qu'est-ce qui vous avait incitée à vous présenter à la mairie dans une période aussi difficile ?***

Ces luttes avaient engendré un mouvement démocratique composé de forces de la société civile, qui m'avaient demandé de poser ma candidature avec un programme contre la dégradation environnementale et sociale dont l'île souffrait.

Lampedusa se trouvait à la marge géographiquement et socialement, avec des écoles en décrépitude et des jeunes obligés de partir.

Nous avons beaucoup travaillé, et beaucoup reste à faire, mais les îles de l'archipel ont réappris à vivre. Nous avons investi dans les transports, le tri sélectif, l'énergie solaire et les écoles : avant, on avait seulement le lycée scientifique, aujourd'hui, nous avons aussi un institut hôtelier.



## 19 000 personnes sauvées en 15 mois

« *Nous sommes très heureux de partager ce prix avec Giusi Nicolini* », a déclaré Sophie Beau, co-fondatrice et vice-présidente de SOS Méditerranée en recevant le Prix Félix Houphouët-Boigny. « *Nous sommes allés à sa rencontre à Lampedusa en 2015. Lorsque Klaus Vogel lui a exposé son idée d'affréter un bateau civil de sauvetage, elle lui avait dit "Votre projet est fou, mais je suis avec vous".* »

« *Nous ne pouvons accepter que des milliers de personnes meurent en mer sous nos yeux, aux portes de l'Europe, sans rien faire.* » C'est à partir de ce constat que Klaus Vogel, capitaine de la marine marchande allemand, et Sophie Beau, spécialiste de programmes humanitaires, créent SOS Méditerranée en mai 2015, une association européenne non gouvernementale de sauvetage en haute mer.

Son champ d'action : la Méditerranée que des milliers de migrants et de réfugiés, fuyant la guerre et la famine, traversent pour tenter de rejoindre les côtes européennes. Au péril de leur vie : 46 000 personnes au moins ont, en effet, péri en mer depuis une quinzaine d'années.

L'association, qui se fonde sur les valeurs traditionnelles d'entraide des gens de mer, travaille en étroite collaboration avec les autorités italiennes, le Centre de coordination des sauvetages en mer (*Maritime Rescue Coordination Center*) de Rome.

Le nerf de la guerre, c'est bien sûr l'*Aquarius*, un navire de 77 mètres, avec à son bord, un équipage de 11 personnes, une équipe médicale de Médecins sans Frontières et une équipe de sauveteurs de SOS Méditerranée. Au total, une trentaine de personnes mobilisées pour une capacité de 500 passagers et parfois plus.

En 15 mois d'opérations (de février 2016 à mai 2017) au large des côtes libyennes, l'association a secouru plus de 19 000 personnes. Les rescapés proviennent en majorité d'Afrique sub-saharienne, en particulier l'Afrique de l'Ouest et la Corne de l'Afrique, mais également du Bangladesh, de Syrie, de Libye, du Pakistan et de Palestine.

Je suis convaincue que le destin d'une île comme Lampedusa est lié au destin géopolitique de la Méditerranée : nous voulons que cette mer se mue en un centre d'échanges, au sens politique et culturel. Mais avant d'y parvenir, on ne peut pas utiliser les territoires comme des prisons pour migrants, ce que Lampedusa a failli devenir. Nous devons cultiver la tradition de l'accueil dans sa plus pure expression : des îles d'accostage et de premier secours, pour des migrants qui seront ensuite transférés dans un deuxième centre d'accueil, en dehors de toute logique d'urgence. Dès lors, nous l'avons constaté, migration et tourisme peuvent coexister, et l'île peut prospérer.

J'espère sincèrement que ce prix que l'UNESCO nous a décerné, à SOS Méditerranée et à moi-même, encouragera d'autres initiatives : notre exemple montre la grande force des petits territoires.

Admirée pour son courage et son humanité, **Giuseppina Nicolini** est originaire de Lampedusa. En 1997, cette militante écologiste a réussi à faire déclarer réserve naturelle la Plage des lapins. Maire de l'île de mai 2012 à juin 2017, elle s'est battue pour mobiliser les autorités italiennes et européennes face à la crise des migrants. Elle a reçu en 2016, le prix Simone de Beauvoir, fondé par l'écrivain Julia Kristeva, en reconnaissance de son combat.

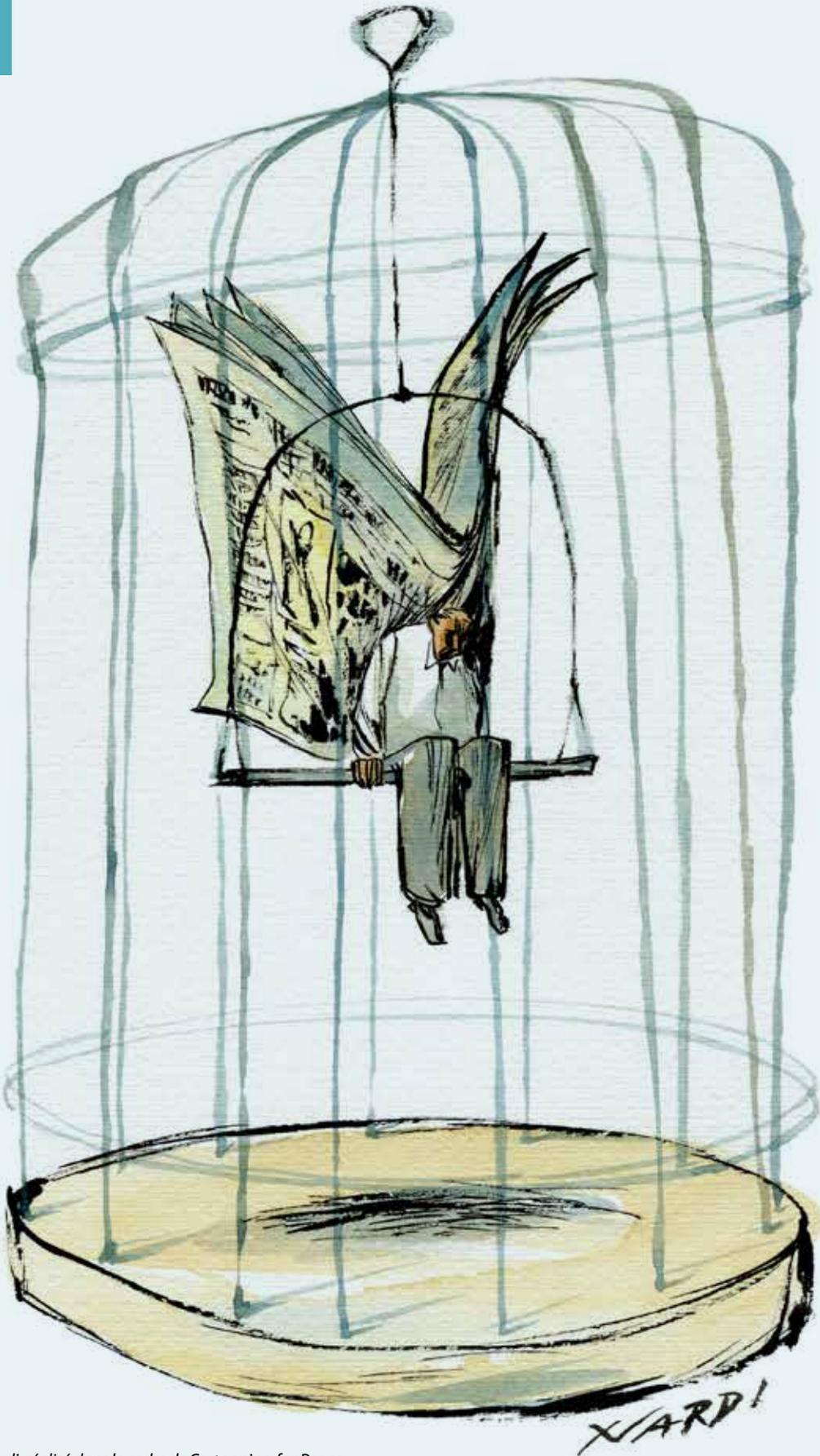
*Askavusa, un collectif né en mars 2009 à Lampedusa, a créé l'espace Porto M, une exposition permanente d'objets trouvés sur les bateaux des migrants.*



© Camille Millerand / Divergence (www.camillermillerand.com)



# Actualités



*Dessin de Nardi, réalisé dans le cadre de Cartooning for Peace, réseau international de dessinateurs de presse engagés, soutenu par l'UNESCO.*

© Nardi (Italie) - Cartooning for Peace



# Dawit Isaak, incarcéré pour délit d'opinion

par Nathalie Rothschild

Lauréat 2017 du Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/ Guillermo Cano, le journaliste suédo-érythréen Dawit Isaak a été arrêté en 2001 en Érythrée. Et depuis 2005, personne n'a de ses nouvelles. Pour sa famille, cette distinction ravive l'espoir de sa prochaine libération. Témoignage.



© Kalle Ahlisen

Photo de Dawit Isaak prise en 1987-1988 peu de temps après son arrivée en Suède.

Son portrait, qui date de la fin des années 1980, représente le symbole international de la lutte pour la liberté de la presse et la liberté d'expression. Voilà en effet près de seize ans que le journaliste, dramaturge et écrivain Dawit Isaak est incarcéré sans autre forme de procès dans son Érythrée natale. En mai 2017, il a reçu le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano.

Au fil des ans, les démarches diplomatiques de cinq administrations de son pays d'adoption, la Suède, les campagnes de pression internationales, les actions de la société civile et les appels de personnalités ont permis de maintenir l'attention sur l'affaire Isaak. Amnesty International le considère comme un prisonnier d'opinion et demande sa libération immédiate et sans condition. Mais le régime érythréen est resté sourd et ne lui a pas offert la garantie d'un procès équitable ou la possibilité de garder un contact avec le monde extérieur, mise à part une brève remise en liberté en 2005.

Né le 27 octobre 1964, au début de la guerre d'indépendance de l'Érythrée (qui a duré de septembre 1961 à mai 1991), Dawit Isaak a grandi à Asmara dans une fratrie de cinq enfants. Ses parents tenaient un petit magasin de spécialités italiennes.

Lorsqu'il a une vingtaine d'années, les combats entre le Front de libération du peuple érythréen et l'armée éthiopienne s'intensifient, et l'Union soviétique retire son soutien au gouvernement éthiopien. Dawit Isaak fuit le pays pour se réfugier en Suède en 1987, où il gagne sa vie comme agent d'entretien.

## « N'oublie pas tes racines »

Pour autant, Dawit Isaak n'a pas renoncé à lutter pour une Érythrée libre et démocratique, selon Esayas, son frère cadet. « J'ai peu de souvenirs d'enfance de lui, car il a 10 ans de plus que moi. Mais quand j'étais adolescent, il m'apprenait le tigrigna, la langue officielle de l'Érythrée, ici en Suède. Il n'arrêtait pas de me répéter: "N'oublie pas ta langue, ton pays, tes racines". La culture et l'identité étaient importantes pour lui. En même temps, il respectait la société suédoise et s'y adaptait. »

En 1993, un an après avoir obtenu la nationalité suédoise, Isaak repart dans une Érythrée tout juste indépendante de l'Éthiopie. Il s'y marie et a trois enfants – des jumeaux, Betlehem et Yorun, ainsi qu'une fille plus jeune de 4 ans, Danait.



© Presidential Palace Press Bureau

Betlehem Isaak, la fille de Dawit, lors de la célébration de la Journée internationale de la liberté de la presse à Jakarta (Indonésie), en mai 2017.

« L'un des premiers souvenirs de mon père, c'est lorsqu'il nous apprenait à lire et les maths, à mon frère et à moi. Nous avions 4 ans », dit Betlehem Isaak, aujourd'hui âgée de 23 ans. « Il souhaitait que nous apprenions notre histoire et le monde qui nous entoure, même s'il n'était pas toujours très pédagogue ! Mais il faisait de son mieux. C'était un père très impliqué. »

## Le premier journal indépendant

À la fin des années 1990, les efforts pour libéraliser la société érythréenne commencent à porter leurs fruits. Le pays adopte une nouvelle loi autorisant la presse privée, une liberté dont Dawit Isaak profite en créant le premier journal indépendant d'Érythrée, *Setit*, du nom de la seule rivière du pays qui coule toute l'année. « Nous voulions pour notre journal un flot comme celui d'une rivière qui ne s'assèche jamais », explique Aaron Berhane, le cofondateur.

Dawit Isaak devient un journaliste prolifique, couvrant la culture et les affaires locales. Mais il ne faut pas attendre longtemps avant que de nouveaux accrochages surviennent entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Il repart alors en Suède, où sa femme et ses enfants le rejoignent peu après.

Même si la situation politique en Érythrée reste instable, Isaak décide d'y retourner en 2001. Mais il se retrouve vite au cœur d'une dangereuse controverse, lorsque *Setit* publie une lettre ouverte au président érythréen. Quelques mois plus tard, tous les journaux indépendants sont interdits ; onze signataires de la lettre (dont des personnalités politiques) et dix journalistes, dont Dawit Isaak, sont incarcérés.

Les arrestations ont lieu quelques semaines après les attaques terroristes du 11 septembre aux États-Unis. « *Le monde a complètement changé depuis. Dawit a manqué tellement de choses* », dit Esayas. « *Parfois je me dis qu'on va l'oublier, j'ai peur que les efforts pour le faire libérer finissent par lasser. Mais parfois, je me dis aussi que quelque chose doit arriver.* »

« *Je sens que l'espoir est ravivé maintenant que mon frère est lauréat du Prix mondial de la liberté de la presse de l'UNESCO, ce qui attire l'attention sur son cas au niveau des Nations Unies.* »

« *Ce prix envoie un message fort et important sur le traitement dont Dawit Isaak est victime* », déclare pour sa part, Cilla Benkö, directrice générale de la Radio nationale suédoise et présidente du Jury du Prix mondial de la liberté de la presse 2017. « *Il est emprisonné sans aucun contact avec ses proches et sans procès. C'est une situation tout à fait inacceptable.* »



© Henry Gylander

## Refus du droit à un procès

Quelques jours avant la cérémonie de remise du Prix UNESCO à Jakarta, en Indonésie, qui coïncidait avec la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2017, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a annoncé qu'elle se saisirait de l'affaire Isaak. Cette décision intervient après que les avocats d'Isaak ont présenté une requête à la Commission, basée sur le principe de l'*habeas corpus* – qui garantit à une personne arrêtée une présentation rapide devant un juge afin qu'il statue sur la validité de son arrestation.

Si les autorités érythréennes ont accepté ce principe, elles ont refusé le droit à un procès à Dawit Isaak et aux autres journalistes enfermés depuis septembre 2001.

La Commission a indiqué qu'elle solliciterait l'Érythrée au sujet de son manquement au respect des conventions internationales relatives aux droits de l'homme. Une promesse qui a fait renaître l'espoir de la famille d'Isaak, mais Betlehem se montre mesurée : « Cela signifie quelque chose, mais savoir si cela sera suivi d'effet ne dépend que de l'Érythrée. Ils ont le pouvoir de décider du sort de mon père. » Pour sa part, Esayas a qualifié cette démarche d'« avancée positive ».

« C'est un message envoyé à la communauté internationale et à l'État érythréen, qui inflige de graves sévices à mon frère depuis presque seize ans. J'espère seulement que ceux qui sont au pouvoir écoutent et feront quelque chose. »

## Diplomatie silencieuse

Les autorités suédoises, les médias et la société civile ont mis du temps à se préoccuper du cas de mon frère, estime Esayas. Mais le gouvernement a fini par s'engager dans une « diplomatie silencieuse » avec l'Érythrée pour obtenir sa libération.

En 2016, le comité de soutien Free Dawit a lancé l'action « Passez quelques instants avec Dawit » : une cellule semblable à celle de Dawit est installée dans différents endroits et le public est invité à s'y recueillir dans la solitude, pendant un quart d'heure. 15 minutes de réflexion sur 15 années de détention. La photo a été prise au 5 000<sup>e</sup> jour de détention sur l'une des places principales de Stockholm.

Une brève lueur d'espoir a émergé lorsque Isaak a été libéré en novembre 2005, mais elle s'est vite éteinte quand il a de nouveau été arrêté deux jours plus tard, alors qu'il se rendait à l'hôpital.

L'espoir est revenu quelques années plus tard, quand un ancien gardien de prison ayant fui l'Érythrée a raconté aux médias suédois que Dawit Isaak était en vie, mais malade et enfermé dans des conditions inhumaines. On pense qu'il a passé l'essentiel de ces seize dernières années à l'isolement dans une sombre cellule de prison.

Son histoire montre que « nous avons besoin des journalistes pour demander des comptes à ceux qui détiennent le pouvoir mais que, malheureusement, cela les met de plus en plus en danger », estime Cilla Benkö. « Nous devrions être reconnaissants envers ceux qui acceptent de prendre des risques pour décrire une réalité à laquelle nous n'aurions pas accès sans eux. Dawit est un exemple de courage et d'autres journalistes du monde entier assurent la défense de la liberté d'expression... Je suis fière que le jury que je préside ait fait preuve d'unanimité dans sa décision de décerner à Dawit Isaak le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO. Ce prix contribuera à mettre la pression sur ceux qui le gardent en prison. »

**Nathalie Rothschild** est une journaliste indépendante suédoise. Elle publie dans *The Wall Street Journal*, *The Atlantic*, *The Guardian*, et *Foreign Policy*. Elle est également réalisatrice et reporter à *Sveriges Radio*, la radio publique nationale suédoise.



© Brit Stakston

# Faut-il reconstruire le patrimoine ?

par Christina Cameron

Attaques terroristes, catastrophes naturelles, le patrimoine culturel mondial subit de lourdes pertes. Malgré l'opposition traditionnelle des professionnels, les décisions du Comité du patrimoine mondial et de l'UNESCO traduisent un changement d'attitude plus favorable à la question de la reconstruction des sites endommagés ou détruits.

*Le Courier de l'UNESCO* publie cet article à l'occasion de la 41<sup>e</sup> session du Comité du patrimoine mondial qui se tient à Cracovie (Pologne) en juillet 2017.



© OUR PLACE World Heritage Collection (www.ourplaceworldheritage.com)

La destruction planétaire du patrimoine culturel, qui prend actuellement une ampleur sans précédent, repose la question de savoir s'il faut ou non reconstruire les sites importants pour leur redonner sens.

L'anéantissement des Bouddhas de la vallée de Bamiyan en 2001 en Afghanistan préfigurait une vague de profanation délibérée des sites culturels mondiaux les plus emblématiques, comme les villes syriennes de Palmyre et d'Alep.

Pour l'UNESCO, ces attaques perpétrées contre les sites du patrimoine mondial sont une forme de nettoyage culturel, qui exige l'adoption de nouvelles politiques nationales et internationales et l'intervention des Nations Unies, d'Interpol et de la Cour pénale internationale. Mais les catastrophes naturelles détruisent aussi, comme ce fut le cas lors du séisme de 2015 dans la vallée de Katmandou au Népal, qui a touché des centaines de structures du site du patrimoine mondial.



Le dôme éventré de Genbaku,  
Mémorial de la Paix, Hiroshima, Japon.

L'idée de la reconstruction n'est pas nouvelle. Elle plonge ses racines dans les cultures occidentales du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'en réaction à l'industrialisation galopante et à la rupture qu'elle impose avec le passé, naît le concept de monument historique en même temps que se développe une conscience de l'importance de l'histoire. Les architectes entreprennent de restituer les portions disparues des édifices patrimoniaux afin de leur rendre leur splendeur d'antan : la reconstruction, par l'architecte et théoricien du renouveau gothique français Eugène Emmanuel Viollet-le-Duc, des murailles de la cité fortifiée de Carcassonne, en France, en est une bonne illustration. Au XX<sup>e</sup> siècle, ce mouvement trouve une vigueur particulière en Amérique du Nord, où les répliques historiques servent de musées vivants, formes efficaces de présentation et d'interprétation du passé très appréciées des visiteurs. L'exemple le plus célèbre est celui de Williamsburg en Virginie, où, dans les années 1930, 350 édifices ont été relevés de leurs ruines tandis qu'on démolissait des bâtiments plus tardifs en vue de créer un centre d'interprétation de l'Amérique coloniale du XVIII<sup>e</sup> siècle.

On peut même dire que la Convention du Patrimoine mondial de 1972 trouve son origine dans une initiative de l'UNESCO : le démontage et la reconstruction en Égypte des monuments de Nubie d'Abou Simbel à Philae. Cette zone archéologique exceptionnelle abritait des monuments et des temples trois fois millénaires que les eaux du barrage d'Assouan allaient engloutir. Grâce à une campagne internationale sans précédent, menée par l'UNESCO pendant plus de vingt ans, de 1960 à 1980, ces trésors ont été sauvés.

## Honnêteté et transparence

Mais la question reste posée : faut-il, oui ou non, reconstruire ? Les professionnels de la conservation du patrimoine sont traditionnellement opposés à la reconstruction, parce qu'elle pourrait falsifier l'histoire et créer des lieux fictionnels qui n'ont jamais existé sous cette forme.

Cette opposition, née au XIX<sup>e</sup> siècle, gagna en force après ce conseil souvent réitéré de l'historien de l'art et archéologue français Adolphe Napoléon Didron : « *En fait de monuments anciens, il vaut mieux consolider que réparer, mieux réparer que restaurer, mieux restaurer que refaire...* »

En 1883, dans sa *Prima carta del restauro*, l'architecte italien Camillo Boito dégagait huit principes de conservation du patrimoine, insistant sur l'honnêteté et la transparence nécessaires dans la restitution des parties manquantes d'un édifice. Ces idées ont finalement trouvé leur expression dans un texte doctrinal clé du XX<sup>e</sup> siècle, socle fondateur du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) : la *Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites* (1964), connue sous le nom de Charte de Venise, exclut la reconstruction et proclame que la restauration s'arrête là où la conjecture commence. Les normes et lignes directrices formulées depuis ont toujours émis des réserves sur la reconstruction des sites historiques. Avec des exceptions : la *Charte de l'ICOMOS-Australie pour la conservation des lieux possédant une importance culturelle*, ou Charte de Burra, adoptée en 1979, accepte la reconstruction lorsqu'elle est l'expression d'un usage ou d'une pratique maintenant la valeur culturelle. Mais elle n'en préconise pas moins une « *approche prudente au changement* ».

## Changement d'attitude

Les premières années, le Comité du patrimoine mondial (CPM) de l'UNESCO a suivi la doctrine de l'ICOMOS et s'est généralement opposé aux reconstructions. Il a dérogé à cette règle en 1980 concernant le centre historique de Varsovie, dont la reconstruction massive était perçue comme un symbole du patriotisme polonais. Mais, jusqu'à récemment, le Comité est resté globalement sourd, malgré d'autres exceptions.

Ainsi, l'inscription, en 2005, du Quartier du Vieux pont de la vieille ville de Mostar en Bosnie-Herzégovine a-t-elle été justifiée par la nécessité de restaurer sa valeur culturelle, dimension immatérielle du bien. Dans le cas des Tombes des rois du Buganda à Kasubi (Ouganda), détruites par un incendie en 2010, le Comité a donné son accord provisoire pour la reconstruction, à condition que la nouvelle structure s'appuie sur une solide documentation, les formes et techniques traditionnelles et une continuité d'usage. De fait, la version actuelle des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* du Comité du patrimoine mondial continue de faire écho à la Charte de Venise lorsqu'elle affirme : « *En ce qui concerne l'authenticité, la reconstruction de vestiges archéologiques ou de monuments ou de quartiers historiques n'est justifiable que dans des circonstances exceptionnelles. La reconstruction n'est acceptable que si elle s'appuie sur une documentation complète et détaillée et n'est aucunement conjecturale.* »

Pourtant, à la lumière des récentes attaques d'extrémistes contre les sites du patrimoine, les décisions du Comité du patrimoine mondial et de l'UNESCO reflètent un changement d'attitude, plus favorable à la reconstruction. Évolution en partie justifiée par les idées exprimées dans le Document de Nara sur l'authenticité (« conçu dans l'esprit de la Charte de Venise » en 1994 et adopté par l'ICOMOS) dont la référence élargie aux caractéristiques non tangibles procure un argument supplémentaire en faveur de la reconstruction.

On peut faire remonter cette inflexion à la destruction délibérée en 2012 des mausolées des saints soufis de Tombouctou, autre site du patrimoine mondial : défiant les appels de la Directrice générale de l'UNESCO et du CPM à épargner ces tombeaux vénérés, les extrémistes les ont attaqués avec un insatiable esprit de vengeance jusqu'à la destruction complète de quatorze mausolées.

© Ammar Abd Rabbo / Abaca Press



Depuis lors, l'UNESCO a pris la tête d'un processus de reconstruction, achevé en un temps record en 2015. Voilà qui peut aider à trancher le débat pour ou contre la reconstruction. Rappelons, à cet égard, que les valeurs énoncées dans la Déclaration de valeur exceptionnelle universelle insistent sur le caractère de témoignage historique des tombeaux de Tombouctou, sans mentionner leur importance communautaire ou les savoir-faire mobilisés. Ce n'est qu'après leur destruction que les valeurs communautaires et immatérielles des mausolées ont été évoquées.

## Un instrument de régénération

Les arguments en faveur de la reconstruction résident essentiellement dans la communauté locale : les techniques de construction traditionnelles sont transmises par les anciens à une nouvelle génération de bâtisseurs, le projet rassemble la communauté toute entière et la fonction d'espace culturel et contemplatif des sites est maintenue. La participation de la population locale à la reconstruction des tombeaux est aussi perçue comme un processus de réconciliation et un instrument de régénération.



*Rue barrée de draps tendus pour éviter les tirs des snipers, Alep, Syrie.*

Quant aux arguments contre, au-delà des règles énoncées dans le document d'orientation du CPM, ce sont surtout le manque de transparence du processus décisionnel de l'UNESCO et la crainte que les décisions ne se prennent en dehors de la communauté locale, par les professionnels et les organisations gouvernementales. Pour y remédier, on prendra soin d'apporter les informations nécessaires, pour que les générations futures puissent comprendre comment les choix ont été opérés, quelles options ont été envisagées et quelles sont les valeurs qui demeurent et celles qui sont créées.

Il y a aussi l'idée qu'une période de réflexion s'impose après un traumatisme comme celui de Tombouctou, afin de laisser l'espace nécessaire au réexamen des choses après le passage du temps et des générations : reconstruire tous les mausolées pourrait effacer la mémoire et priver un peuple de cet espace de réflexion sur son passé. Au Mémorial de la paix d'Hiroshima, au Japon, le dôme éventré de Genbaku sert précisément à rappeler les ravages de la force la plus destructrice que l'homme ait jamais créée.

## Vers de nouvelles orientations

Sur cette question de la reconstruction, les décisions prises au coup par coup par le CPM semblent indiquer une nouvelle voie. Ce changement est un défi pour des gardiens de la doctrine de la conservation comme l'ICOMOS, car les décisions d'un organe international aussi prestigieux ajoutent foi à une norme de conservation différente. Les circonstances ayant changé, de nouvelles orientations sont nécessaires. Les chartes de la conservation doivent être ouvertes aux idées nouvelles, et les outils du patrimoine mondial actualisés. Depuis la naissance des principes de la conservation au XIX<sup>e</sup> siècle, chaque génération a apporté ses principes et ses directives. La doctrine axée sur les éléments tangibles, telle qu'elle s'exprime dans les Lignes directrices opérationnelles du Patrimoine mondial, reste un élément de notre héritage. La Charte de Burra a opéré un tournant décisif vers une conservation fondée sur les valeurs, et l'importance du patrimoine et des valeurs culturelles. La Déclaration de Nara, qui met l'accent sur la diversité culturelle et la relativité des valeurs, encourage les praticiens du patrimoine à interpréter la Charte de Venise à travers ce nouveau prisme. Cette approche additive offre un bon point de départ pour reconsidérer la question de la reconstruction.

**Christina Cameron** (Canada) est professeure, titulaire de la Chaire canadienne de recherche en patrimoine bâti à l'École d'architecture de l'université de Montréal. Pendant plus de 35 ans, elle a occupé un poste de direction dans le domaine du patrimoine à Parcs Canada. Elle a pris une part active à l'action de l'UNESCO comme chef de la délégation canadienne auprès du Comité du patrimoine mondial (1990-2008) et comme présidente du Comité (1990 et 2008).

# La précocité, clé de l'alphabétisation

par Helen Abadzi

Alors que l'exode massif des réfugiés bouleverse la scolarité de dizaines de milliers d'enfants, la spécialiste de l'éducation Helen Abadzi – dont les travaux ont contribué à faire de la maîtrise de la lecture dès le début du primaire une priorité internationale de premier plan – plaide ardemment en faveur d'une « vaccination » précoce des enfants à l'alphabétisme, avant l'âge de 18 ans.

Chaque année, le 8 septembre, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, je repense aux femmes illettrées de mon enfance. Dans ma Grèce natale, quelques décennies en arrière, la pauvreté et les conflits ethniques étaient profonds, mais causaient les mêmes problèmes d'éducation qu'aujourd'hui.

Dans les années 1930, époque où les filles des campagnes étaient rarement envoyées à l'école, mes deux tantes engagèrent à Athènes une jeune paysanne. Institutrices, elles lui enseignèrent consciencieusement à lire l'orthographe grecque, qui est relativement cohérente. Maria apprit les lettres, mais ne sut jamais distinguer que des mots isolés. Elle finit par renoncer. Elle s'est occupée d'enfants qui ont étudié sous ses yeux, mais a quitté ce monde en illettrée à plus de 90 ans.

Les conflits ethniques et les déplacements ont privé ma tante paternelle de scolarité. Sa famille a fui de Turquie en Grèce en 1922, ses parents sont décédés, et elle n'est jamais allée à l'école. Arrivée à la quarantaine, elle a appris les rudiments auprès de sa fille enseignante. Elle a passé la moitié de sa vie dans une grande ville, environnée d'inscriptions. Mais lorsque je l'ai testée à l'âge de 97 ans, elle ne lisait que les majuscules, avec bien des hésitations. Au mieux, elle parvenait à déchiffrer le nom des lignes d'autobus.

Sofia, qui m'a élevée, atteignit un tout autre niveau. Arrachée à la Turquie en 1922, elle commença une scolarité primaire avant de se retrouver orpheline sans abri. Lorsque j'ai appris à lire, c'est elle qui m'a aidée. Elle lisait nos manuels d'une voix hésitante, ce qui nous faisait rire. Mais comme elle parvenait à saisir des phrases entières, elle a continué à s'exercer et s'est améliorée. À la fin de sa vie, elle chaussait ses lunettes, ouvrait le journal et lisait les nouvelles à ma mère.

*Ce tableau en trois dimensions reproduit un dessin de Wala, 11 ans, qui évoque le souvenir d'un bombardement de son école en Syrie, son pays natal. La mise en scène a été réalisée par ses jeunes amis du camp de réfugiés dans la plaine de la Bekaa au Liban. Ces enfants participent aux activités éducatives, et notamment la lecture, proposées par l'école Save the Children.*





## Dyslexie des adultes

Bien des années plus tard, comme spécialiste de l'éducation à la Banque mondiale, j'ai examiné en vue de les évaluer plusieurs projets d'alphabétisation des adultes. Malgré les efforts des gouvernements et des ONG pour alphabétiser les adultes dans les années 1980 et 1990, les situations évoquées me rappelaient les images de mon enfance. Au Bangladesh, les apprenants ânonnaient, même après une année d'entraînement. Au Burkina Faso, les adultes en fin de formation s'arrêtaient à chaque mot et peinaient même à décrypter leur propre écriture.

En revanche, tous ceux qui avaient été brièvement scolarisés dans l'enfance, lisaient avec aisance, comme l'avait fait Sofia. Le contraste était saisissant.

Il n'y a pas que les adultes qui n'ont pas fait d'études qui lisent laborieusement. Les étrangers éduqués apprenant une langue dont l'alphabet est différent du leur connaissent les mêmes difficultés. Un chercheur ou un humanitaire « occidental » ayant vécu des dizaines d'années en Éthiopie ou au Bangladesh parle couramment la langue du pays, mais lira toute sa vie comme un enfant du cours préparatoire. Il se heurte à un écheveau de lettres qu'il lui faut démêler une par une. La lecture est trop fastidieuse et beaucoup s'y dérobent.

Ces faits illustrent un phénomène étonnant qu'on peut qualifier de « dyslexie de l'adulte néo-alphabétisé ». Il semble qu'il devienne significatif à l'âge de 19 ans, et il nous affecte probablement tous. Les étudiants devant acquérir un nouvel alphabet après 18 ans lisent lentement et ont pendant des dizaines d'années des difficultés à décoder un texte. Plusieurs études cognitives et neuroscientifiques signalent des difficultés de lecture persistantes chez les adultes.

La dyslexie des adultes explique sans doute en partie les piètres résultats des programmes d'alphabétisation des adultes à travers le monde. Mais elle est passée inaperçue. Les éducateurs attribuent ces échecs à des problèmes sociaux, au manque de motivation des apprenants ou à des défauts d'organisation. Cela entre certainement en ligne de compte, mais les résultats sont tout aussi décevants chez ceux qui s'obstinent. Et du fait du caractère invisible de cette étrange dyslexie, peu de recherches lui ont été directement consacrées.

Mais qu'est-ce qu'une lecture fluide et pourquoi est-elle importante ? Perçue comme un banal rite de passage de l'enfance, elle exige pourtant des changements cérébraux spécifiques.

## « Vacciner » les enfants à l'alphabétisme

La lecture est le fruit de l'apprentissage perceptif ; pendant les premières millisecondes, elle est déconnectée de toute compréhension. Puis, l'exercice aidant, le cerveau apprend à assembler et décrypter simultanément le contour des lettres. Il le fait avec d'autant plus d'efficacité que les symboles ont été enseignés isolément, en insistant sur les analogies formelles. La pratique amène à combiner les petites unités en unités plus grandes. L'apprentissage de certains alphabets et systèmes orthographiques exige davantage de temps. Mais dans toutes les cultures, de la France à la Chine, les hommes se servent pour lire des mêmes structures cérébrales.



© Patrick Willcoq / Save the Children

Au début, l'apprenant décode les lettres séparément au prix d'un effort conscient. Après des douzaines d'heures d'entraînement, ce traitement migre vers une partie du cerveau qui *reconnait les mots comme s'il s'agissait de visages*. Ensuite, un clin d'œil suffit pour déchiffrer une suite de lettres, telles les traits d'un visage. Simultanément, la lecture devient facile, automatique. Nous ne pouvons plus nous arrêter de lire, tout comme nous ne pouvons nous retenir de reconnaître les gens que nous connaissons. La vitesse ainsi atteinte est de 45 à 60 mots la minute.

Grâce à l'apprentissage perceptif, l'homme peut apprendre à reconnaître une empreinte, une notation musicale, des nombres, des équations mathématiques, des constellations ou les signes avant-coureurs de la météo.

Et dès lors que cette fonction visuelle est acquise et exercée régulièrement, elle reste en mémoire. On peut donc « vacciner » les enfants à l'alphabétisme.

Curieusement, il n'est pas nécessaire de connaître une langue ou de savoir l'écrire pour pouvoir la lire couramment ! À des fins religieuses, des millions d'enfants à travers le monde apprennent à lire des textes dans une langue inconnue dont l'écriture diffère de celle de leur idiome national. L'apprentissage est grandement facilité lorsqu'il y a correspondance entre lettres et phonèmes, comme en espagnol ou en hindi, à la différence de l'anglais ou du khmer, dont l'orthographe n'est pas cohérente. Mais pour comprendre un texte, il faut de la fluidité : les contraintes de la mémoire à court terme exigent de la vitesse. Un adulte éduqué lit 250 à 350 mots par minute.

Les enfants qui abandonnent l'école *après* avoir acquis l'automatisme sont capables de lire les inscriptions présentes dans leur environnement et de s'exercer suffisamment pour entretenir leurs compétences de lecture et les améliorer : c'était le cas de Sofia, ma gouvernante. Mais s'ils quittent l'école avant de savoir lire couramment, le décodage lettre à lettre est trop fastidieux. Comme Maria et ma tante paternelle, ils peuvent passer devant une enseigne et un nom de rue sans pouvoir les lire.

Malheureusement, cette capacité à automatiser la lecture d'un grand nombre de symboles a une durée de vie limitée. Certains circuits neuronaux sous-tendant la perception ont des périodes sensibles et connaissent un ralentissement progressif à l'adolescence. Si le processus d'automatisation est interrompu pendant plusieurs années, l'enfant peut perdre un temps précieux qu'il ne pourra plus rattraper.

*Parachiva, 80 ans, lit à la lumière d'une bougie. Elle vit dans un village isolé de la Bucovine, en Roumanie.*





## La fluidité doit s'acquérir avant 18 ans

Les déplacements massifs de réfugiés au XXI<sup>e</sup> siècle ont provoqué une grave crise d'analphabétisme. De nombreux enfants ont vu leur scolarité brisée à un âge crucial. Transplantés de Syrie en Grèce et en Allemagne, ils n'automatiseront peut-être jamais la connaissance perceptivement exigeante des caractères arabes. Pour certains, la rupture sera sans doute définitive. Et l'exil n'est pas la seule menace qui pèse sur l'alphabétisation des enfants. Les pays à faibles revenus ont élargi leurs systèmes scolaires sans bien savoir comment enseigner aux défavorisés, produisant une génération d'analphabètes scolarisés. Cette situation est encore aggravée par l'utilisation de l'anglais ou du français, à l'orthographe complexe. Si bien qu'un grand nombre d'élèves africains ne sont capables, au mieux, que de déchiffrer quelques lettres ou quelques mots dans ces deux langues. Certains fréquenteront à l'âge adulte les cours d'alphabétisation, mais ce sera sans doute trop tard, selon la Banque mondiale, pour qu'ils puissent développer les automatismes nécessaires.

Ces réalités neurologiques ont aussi des implications pour les Objectifs de développement durable. En vertu de l'ODD 4.6, les gouvernements doivent veiller à ce que, d'ici à 2030, tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter. Pour faciliter l'apprentissage et aider les enseignants dans leur tâche, il faut mettre la recherche neurocognitive à contribution.

Activer la fonction d'apprentissage perceptif n'exige pas d'activités d'enseignement élaborées. Les enseignants doivent enseigner les analogies graphophonologiques et multiplier les exercices en classe, dûment commentés. L'exercice pratique permet de relier les petites unités aux plus grandes, les mots et les phrases. Des livres épais ou abondants sont indispensables pour permettre à la compétence de reconnaissance « faciale » de se développer.

Ils doivent être écrits en lettres grosses et espacées pour répondre aux exigences visuelles du cerveau. L'écriture soutenant la lecture, il faut acquérir du vocabulaire pour pouvoir comprendre les textes. Comme le processus de lecture est universel, 45 à 60 mots devraient servir de critère approximatif d'automatisme dans la quasi totalité des langues et des alphabets. Pour que l'enfant apprenne par les textes et prenne plaisir à lire, cette vitesse devra être atteinte dès la fin de la deuxième année de primaire.

Donateurs et gouvernements reçoivent beaucoup de conseils déroutants sur la lecture. Les méthodes traditionnelles d'apprentissage lettre par lettre, plus conformes au fonctionnement du cerveau, ont été remplacées par des activités d'approche globale du langage qui reflètent le point de vue des classes moyennes. Cela peut avoir de graves conséquences pour les pauvres. Les élèves des langues graphiquement cohérentes peuvent dès la première année progresser assez en lecture pour pouvoir résister aux interruptions ultérieures. C'est ce que permettaient les anciens syllabaires. Mais l'introduction des méthodes « modernes » ralentissent ce processus, exposant les élèves aux aléas de la vie, et au risque de devenir des analphabètes fonctionnels.

La Journée internationale de l'alphabétisation nous rappelle que nous devons assurer l'automatisme dès l'enfance.



© Merijn Hos (merijnhos.com)

*Imaginaire de la spécialisation cérébrale des différentes capacités cognitives par l'artiste Merijn Hos.*

Car cette fonction a une date limite : il faut qu'à 18 ans, au plus tard, tous les enfants sachent lire couramment dans un ou plusieurs alphabets. À l'avenir, la recherche biomédicale viendra peut-être atténuer ce phénomène neurologique, mais d'ici à 2030, l'objectif est clair. Les guerres et les déplacements de population semblent inhérents à l'évolution humaine, aussi la communauté éducative doit-elle se tenir prête. Les gouvernements et les donateurs devront mettre la recherche existante à contribution pour que l'acquisition des automatismes ait lieu dès la première année. Et pour que, si une situation d'urgence venait interrompre le processus scolaire, les adultes aient un futur semblable à celui de Sofia, non de Maria.

**Helen Abadzi** est une psychologue grecque, chercheuse à l'université du Texas à Arlington. Elle a travaillé pendant 27 ans comme spécialiste principale d'éducation à la Banque mondiale et s'est appuyée sur la psychologie cognitive et les neurosciences pour améliorer les résultats des investissements dans l'éducation. Helen Abadzi est, depuis 2015, l'un des cinq membres du Jury des Prix d'alphabétisation internationaux de l'UNESCO, qu'elle a présidé en 2016, et a occupé ce poste jusqu'en juin 2017.

# Faciliter l'apprentissage grâce au partage libre et légal

by David Kindler (CC BY 2.0)



*Cable Green, directeur d'Open Education à Creative Commons.*

Avec cet article, *Le Courrier de l'UNESCO* marque le 2<sup>ème</sup> Congrès mondial des REL, qui se tient le 17 septembre, à Ljubljana, Slovénie.

Nous vivons une ère d'abondance de l'information où, pour la première fois dans l'histoire, chacun peut accéder à toutes les connaissances souhaitées. Cette révolution ouvre de nouvelles possibilités de s'instruire dont la clé réside dans les Ressources éducatives libres (REL), terme qui désigne l'ensemble des matériels en libre accès que l'on peut, en toute légalité, télécharger, modifier et partager pour le bien des élèves.

Cela fait maintenant 20 ans que les différentes ressources – manuels, vidéos, cours, programmes diplômants, etc. – utilisées pour enseigner la lecture et l'écriture, s'initier à la physique ou développer son esprit critique, sont « nées numériques » : même si l'on continue d'utiliser l'imprimé et d'accéder aux matériels d'apprentissage sans passer par l'Internet, toutes sont sur fichier numérique. Grâce au net, au faible coût des espaces disques et à l'informatique en nuage, on peut, pour un prix nul, stocker, multiplier et distribuer les ressources éducatives.

par Cable Green

**L'absence d'accès universel à des ressources éducatives de qualité reste un problème mondial. Heureusement, nous dit Cable Green, l'éducation ouverte est en train d'élargir l'accès à ces ressources et d'en abaisser le coût, pour le plus grand bien des étudiants du monde entier.**

Mais comment partager un contenu d'apprentissage numérique aux fins d'enseignement sans violer le code de la propriété intellectuelle ? Comment le faire légalement ?

Le principal trait distinctif d'une REL est sa licence « ouverte » et les autorisations légales d'utilisation, de modification et de partage qu'elle concède au public. Toute ressource éducative ne mentionnant pas clairement qu'elle est dans le domaine public ou sous licence libre n'est pas une REL.

Le moyen le plus courant de placer sous licence libre une ressource éducative protégée par le droit d'auteur – d'en faire une REL – est de lui adjoindre une licence *Creative Commons* (CC). Il s'agit de licences standard, ouvertes et de libre usage qui, selon le Rapport 2015 de *Creative Commons*, s'appliquent déjà à plus d'1,2 milliard d'œuvres protégées, à travers 9 millions de sites web. Lorsqu'un auteur place une œuvre sous licence CC, il conserve ses droits d'auteur tout en la partageant gratuitement avec le public, selon les modalités et aux conditions de son choix.



## Exploiter le plein potentiel des REL

Précisons que « ouvert » ne signifie pas « gratuit ». On peut accéder gratuitement à toutes les REL, mais tous les contenus gratuits ne sont pas des REL. Nombre de cours en ligne ouverts à tous (les fameux MOOC), par exemple, sont accessibles gratuitement, mais un MOOC ne sera considéré comme une REL que s'il est sous licence libre ou dans le domaine public. Une différence de taille lorsqu'on souhaite traduire un MOOC dans différentes langues et/ou le modifier pour l'adapter au contexte local afin de répondre aux besoins des étudiants.

Une REL peut être librement conservée (copiée), réutilisée (utilisée en l'état), révisée (adaptée, ajustée, modifiée), remixée (combinée avec différents contenus pour en produire un nouveau) et redistribuée (partagée avec des tiers) sans enfreindre la législation sur le droit d'auteur. Bien entendu, pour pouvoir exploiter le plein potentiel des REL, il faut aussi assurer l'accès de tous – éducateurs et apprenants – et en tous lieux aux infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC) – ordinateurs, appareils mobiles et connectivité Internet.

Pour résumer, s'il y a des REL, c'est que :

1) les ressources éducatives existent sous forme numérique (elles sont généralement créées numériquement, même si on peut les mettre à la disposition des apprenants sous les deux formats, numérique et imprimé) et on peut les stocker, copier et distribuer pour un coût quasi nul ; 2) l'Internet permet à tout un chacun de partager facilement du contenu numérique ; et 3) grâce aux licences ouvertes de *Creative Commons*, on peut facilement et légalement conserver ses droits d'auteur tout en partageant tout aussi légalement les ressources éducatives qu'on a créées avec le monde entier.

*Les ressources éducatives libres facilitent considérablement l'accès à l'éducation.*



© Patric Sandri

## Qu'est-ce qu'on y gagne ?

Lorsqu'ils optent pour les REL, les établissements d'enseignement supérieur favorisent diverses améliorations du dispositif éducatif. La première est une plus grande égalité d'accès : tous les étudiants peuvent accéder dès le premier jour à la totalité des ressources éducatives conçues pour leur permettre de réussir. Cela peut sembler évident, mais même aux États-Unis, les deux tiers des étudiants des universités n'achètent pas les manuels prescrits parce qu'ils n'en ont pas les moyens.

Le deuxième impact positif est que tous les étudiants accèdent à des contenus éducatifs pertinents et contextualisés qui ont été préparés à leur intention. Un professeur de Mumbai peut télécharger un manuel sous licence libre partagée par l'université de Barcelone, le traduire en hindi, et l'illustrer d'exemples *ad hoc* qui parleront à ses étudiants ou étudiantes.

Troisièmement, les résultats d'apprentissage s'améliorent ou restent inchangés, tandis que les coûts baissent à près de zéro. Lorsque tous les étudiants d'un cours ont accès à l'ensemble des ressources nécessaires dès le premier jour, ils réussissent. Selon une analyse parue en 2015 et portant sur plus de 16 000 étudiants du post-secondaire public, les étudiants utilisant des matériels ouverts ont des résultats universitaires équivalents, sinon meilleurs, que leurs camarades employant les manuels à l'ancienne (Lane Fischer, John Hilton, T. Jared Robinson et David Wiley : "A multi-institutional study of the impact of open textbook adoption on the learning outcomes of post-secondary students", *Journal of Computing in Higher Education*, 2015).



© Leonardo Ulian (www.leonardoulian.com)

« Les synapses d'une puce 29 - Entre le présent et l'infini », œuvre de l'artiste italien Leonardo Ulian.

Quatrièmement, on constate aussi une amélioration du taux d'achèvement des études. Selon les données relevées au *Tidewater Community College* (Virginie, NDLT), les étudiants de diverses disciplines utilisant les REL ont obtenu des résultats jusqu'à 11 % supérieurs en termes tant d'achèvement des études que de réussite (Lane Fischer, John Hilton, David Wiley et Linda William : "Maintaining momentum toward graduation: OER and the course throughput rate", *The International Review of Research in Open and Distributed Learning*, 2016). Lorsqu'on leur donne accès à l'ensemble des ressources éducatives dont ils ont besoin pour aboutir, les étudiants terminent et réussissent leurs études. Et parce qu'un plus grand nombre d'étudiants achèvent les cursus entamés, la durée des études se réduit. Grâce aux REL, les établissements aident les étudiants à progresser vers leurs objectifs avec plus de rapidité et de succès, ce qui donne plus d'efficacité aux investissements publics.

Cinquième intérêt, une fois les REL introduites dans les espaces d'apprentissage, étudiants et enseignants peuvent opter pour des pratiques éducatives ouvertes – autrement dit, « des pratiques collaboratives prévoyant la création, l'utilisation et la réutilisation des REL, et des pratiques pédagogiques basées sur les technologies participatives, l'apprentissage par les pairs, la création et le partage de connaissances et l'autonomisation des apprenants », pour reprendre la définition de Catherine Cronin dans "Openness and praxis: exploring the use of open educational practices in higher education", publié dans *The International Review of Research in Open and Distributed Learning*, 2017. Les étudiants deviennent coproducteurs, générateurs et créateurs de connaissances : ils peuvent créer, mettre à jour et améliorer les REL au fil de leur apprentissage.



## Soutien politique exigé

Un des moyens pour les gouvernements de soutenir l'éducation ouverte est d'adopter une politique simple : exiger que les ressources éducatives financées sur les fonds publics soient sous licence libre.

Il suffit pour cela d'introduire dans les systèmes existants de financement des ressources éducatives (subventions, contrats et autres), des obligations de création sous licence libre, transformant leur contenu en REL, et faisant passer de « fermé » à « ouvert » la valeur par défaut de ces ressources financées par l'État.

C'est un argument particulièrement valable en matière de politiques éducatives : car, dans la mesure où c'est le public qui finance ces ressources, il devrait avoir le droit de les utiliser sans coût supplémentaire et avec toute la latitude légale de les modifier pour répondre aux besoins locaux.

Tout cela semble aller de soi, mais n'est pourtant pas la règle. Car le plus souvent, hélas, des ressources savamment élaborées avec l'aide des deniers publics sont mises sur le marché de telle sorte que leur accès est réservé à ceux qui sont disposés à les payer une seconde fois. Or, pourquoi imposer ce surcoût aux citoyens d'un pays ?

Les gouvernements, les fondations et les établissements éducatifs peuvent et devraient mettre en œuvre des politiques d'accès ouvert en exigeant le passage sous licence libre des ressources éducatives dont ils ont financé la création. Les politiques vigoureuses rendent obligatoire la mise sous licence libre et en appliquent une définition claire, idéalement en appliquant la licence Attribution de *Creative Commons* (CC BY), qui concède des droits de pleine réutilisation à condition de mentionner le nom de l'auteur.

Par bonheur, ces politiques existent. En juin 2012, l'UNESCO a réuni en son siège un Congrès mondial des ressources éducatives libres, et publié une Déclaration de Paris sur les REL 2012, qui appelle les gouvernements à « encourager l'octroi de licences ouvertes pour les matériels éducatifs produits sur fonds publics ». Je suis heureux d'annoncer que de nombreux gouvernements ont suivi cette recommandation.

Pour conclure, si l'on veut généraliser les REL, si l'on veut disposer de REL pour tous les niveaux d'éducation, toutes les matières et dans toutes les langues, adaptées aux besoins locaux, et obtenir les fonds nécessaires pour financer leur création, leur adoption et leur actualisation régulière, alors il faut (1) une prise de conscience générale et un soutien systématique en leur faveur, et (2) une large adoption de politiques d'octroi de licences éducatives ouvertes. Lorsque tous les éducateurs se passionneront pour l'accès libre et ouvert à ces ressources, que nous aurons changé les règles financières, que l'accès par défaut à l'ensemble des ressources éducatives produites sur fonds publics sera « ouvert » et non « fermé », alors nous vivrons dans un monde où chacun aura accès à l'éducation qu'il désire.

**Cable Green** (États-Unis d'Amérique) dirige le service *Open Education* chez *Creative Commons*, qui réunit plus de 500 chercheurs, activistes, experts dans les domaines juridique, éducatif, scientifique, muséologique et stratégique et bénévoles, au sein d'un réseau mondial présent dans plus de 85 pays.





# La parole est aux jeunes !

News

À l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, le 12 août, le *Courrier* consacre ces pages aux projets de l'UNESCO qui s'adressent aux jeunes générations désireuses de s'impliquer dans le volontariat et le dialogue.

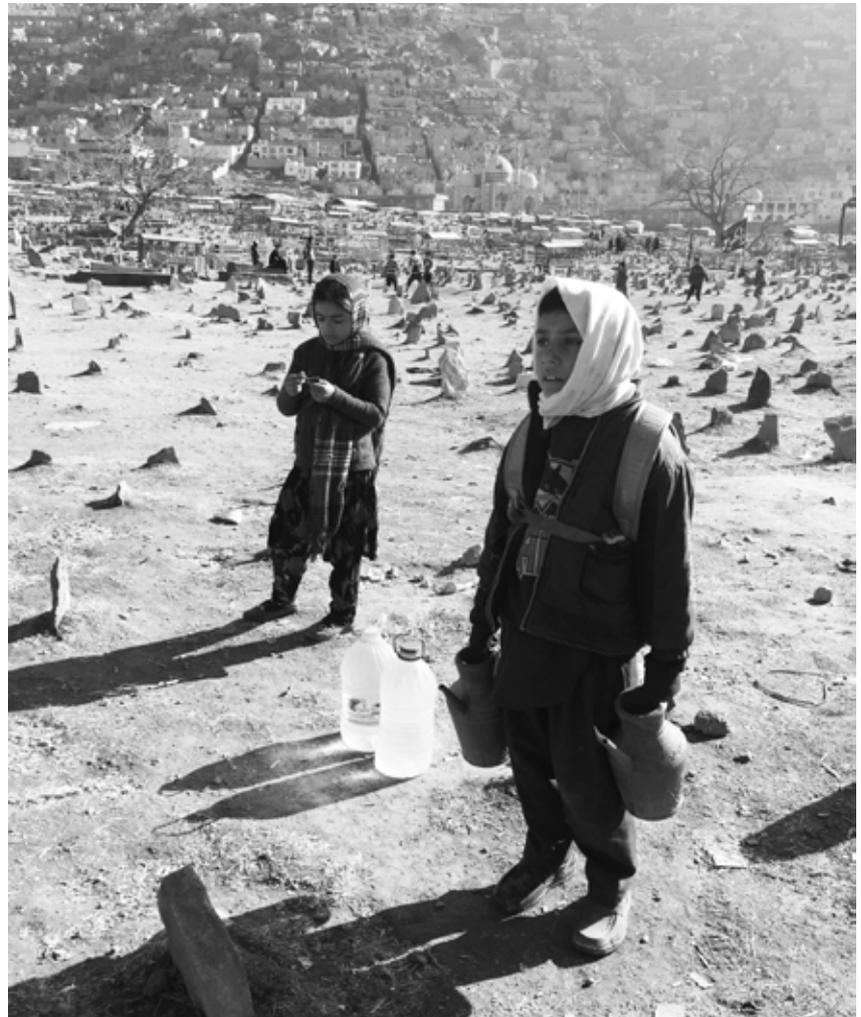
## Et si j'étais...

Étrange titre : « Ces tombes qui nous font vivre ». Étrange photo que celle prise par Vesal Sulaiman, jeune homme de 27 ans vivant en Allemagne. « Elle m'emplit de tristesse et de bonheur », dit-il. Elle immortalise un souvenir de son voyage à Kaboul, lorsqu'il a aperçu ces enfants obligés de laver les tombes pour gagner un peu d'argent. En plein hiver, les mains gelées, ils vont chercher l'eau au sommet de la colline derrière la mosquée ! Quand il leur demande s'ils aiment ce travail, ils lui répondent : « Oui, il nous permet d'aller à l'école. »

« J'ai essayé de m'imaginer à leur place », explique Vesal, l'un des dix finalistes du concours « Et si j'étais... », lancé sur les médias sociaux en arabe, anglais, français et espagnol, entre le 24 février et le 12 mars 2017. En deux semaines, l'UNESCO a reçu 837 candidatures de 117 pays. Les participants, âgés de 21 à 30 ans, se sont imaginés dans la peau d'un autre, par le biais d'une caméra ou d'un appareil photo.

Comme récompense, les dix gagnants recevront un mini iPad. Ils vont présenter leur photo ou vidéo lors de la « Seconde conférence internationale sur les jeunes volontaires et le dialogue : prévenir l'extrémisme violent et renforcer l'inclusion sociale », qui se tient au siège de l'UNESCO à Paris, du 25 au 27 septembre 2017.

Ces trois jours offriront aux jeunes participants l'occasion de partager les expériences et les connaissances qu'ils ont acquises en tant que volontaires dans différents domaines liés au mandat de l'UNESCO. Ils sont invités à proposer des projets de collaboration dans le but de promouvoir la solidarité, l'empathie, la pensée critique, l'engagement social et la participation civique.



© UNESCO / Vesal Sulaiman

Quatre thèmes ont été retenus pour les ateliers et les sessions plénières : réfugiés et migration ; éducation interculturelle ; le rôle des médias et des réseaux sociaux dans la construction d'un dialogue positif ; et l'engagement de la jeunesse pour le patrimoine culturel.

Contact : [youth-conference@unesco.org](mailto:youth-conference@unesco.org)

## Des volontaires pour le patrimoine mondial

Lancée en 2008, la campagne de Volontariat pour le patrimoine mondial offre aux jeunes volontaires l'opportunité de s'investir dans la protection des sites du patrimoine mondial, d'acquérir des compétences et de s'immerger dans la vie des communautés locales.

Pour son dixième anniversaire, la campagne propose 51 chantiers d'action dans 32 pays, entre mai et novembre 2017.

Les temples de Vajrayogini de la Vallée de Katmandou au Népal, les monastères érigés au XVI<sup>e</sup> siècle sur les versants du Popocatepetl au Mexique, les jardins et parcs de Weimar en Allemagne, les sommets vertigineux du parc national des Monts Ruwenzori en Ouganda et bien d'autres endroits exceptionnels du monde accueillent cette année les jeunes soucieux de la protection du patrimoine commun de l'humanité.

Cette campagne est associée au Programme d'éducation des jeunes au patrimoine mondial, lancée par l'UNESCO en 1994, qui vise à encourager et à former les décideurs de demain à participer à la conservation du patrimoine mondial et à répondre aux menaces auxquelles il est confronté en permanence.

Contact : [Ines Yousfi \(i.yousfi@unesco.org\)](mailto:Ines.Yousfi@unesco.org)

## Un forum de jeunes dans une réserve de biosphère

Les jeunes, en particulier ceux qui vivent ou travaillent dans les réserves de la biosphère, représentent l'avenir de ces zones qui comprennent des écosystèmes terrestres, marins et côtiers. L'UNESCO souhaite les faire participer au développement de leur territoire et les invite à s'engager dans les actions de son Programme pour l'homme et la biosphère (MAB).

C'est pourquoi le Secrétariat du MAB et le Bureau régional de l'UNESCO à Venise ont décidé d'organiser, du 18 au 23 septembre 2017, un Forum MAB des jeunes, dans la réserve de biosphère du Delta du Pô, en Italie. Lorsque l'initiative a été annoncée lors du 4<sup>e</sup> Congrès mondial des réserves de biosphère à Lima (Pérou) en mars 2016, elle a été accueillie avec ovation !

Destiné aux personnes âgées de 18 à 35 ans, le Forum devrait leur permettre de devenir des acteurs du changement et des promoteurs d'une société plus équitable et durable. Parmi ses axes principaux : l'échange des meilleures pratiques et la promotion des réserves de la biosphère comme outils pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), qui vont de la bonne gestion des ressources naturelles à l'économie verte, et du tourisme durable à l'éducation.

Le Forum s'aligne également sur la Stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour la jeunesse (2014-2021) qui s'appuie sur le postulat que les jeunes sont des partenaires cruciaux et des acteurs clés du développement et de la paix.

Les jeunes ont participé à une consultation en ligne à grande échelle pour générer des idées sur les questions à discuter lors du Forum. Trois principaux domaines thématiques ont émergé : la contribution des jeunes à la vie des réserves de biosphère ; les recherches et études sur le développement durable des réserves de biosphère, contribuant à la réalisation des ODD ; et comment assurer un avenir durable pour les jeunes, en leur permettant d'exprimer leurs préoccupations et en encourageant l'échange de bonnes pratiques et de projets d'entreprise à soumettre à des donateurs potentiels.

**Contact :** Philippe Pypaert ([p.pypaert@unesco.org](mailto:p.pypaert@unesco.org))

## Dialogue interculturel et interreligieux

Présente sur le terrain aux quatre coins du monde, l'UNESCO cherche à développer un environnement propice à l'épanouissement et à la responsabilité des jeunes en favorisant l'innovation, la créativité et la réflexion, notamment sur des thèmes qui sont d'une actualité brûlante, comme les conflits interculturels et interreligieux.

Pour traduire ces idéaux en actions concrètes, le Bureau de l'UNESCO à Almaty, Kazakhstan, convie le 21 septembre 2017 de jeunes chercheurs et militants du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan à la première Conférence de la jeunesse sur le dialogue interculturel et interreligieux. Objectif : trouver des solutions de prévention des conflits interculturels et interreligieux présents dans la région.

Plusieurs activités sont au programme : atelier sur le dialogue interculturel, introduction aux cultures régionales, partage d'expériences, développement de la compréhension des attitudes et des réactions d'autres cultures, et réflexion sur les manières de surmonter les difficultés interculturelles.

Bref, une initiative destinée à promouvoir le dialogue entre les religions, les traditions spirituelles et humanistes, à connaître leurs interactions et influences afin de lutter contre les préjugés et de parvenir au respect mutuel.

**Contact :** Arina Plokhikh ([a.plokhikh@unesco.org](mailto:a.plokhikh@unesco.org))

Éducation  
environnementale  
pour les jeunes  
à Aya, réserve de  
biosphère au Japon.



© Aya Biosphere Reserve

# Nouveau départ

## pour le Courrier de l'UNESCO

« Rien que le nom de cette publication emblématique évoque l'essence même de notre Organisation. Depuis le premier numéro, publié en février 1948, jusqu'à celui que je tiens dans les mains, le Courrier est resté fidèle à sa mission : promouvoir les idéaux de l'UNESCO, servir de plate-forme au dialogue entre les cultures, constituer une tribune de débats internationaux. »



© UNESCO

« Vive le Courrier », s'exclament les jeunes à la cérémonie de relance de la revue à Paris, le 27 avril.

C'est en ces termes qu'Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO s'est exprimée lors de la relance du Courrier de l'UNESCO à la Diaoyutai State Guesthouse de Beijing, Chine, le 13 mai 2017. Après cinq années d'interruption, pour des raisons budgétaires, la revue a recommencé une nouvelle vie en avril 2017, grâce au généreux soutien de la République populaire de Chine.

Trimestriel imprimé dans un nombre d'exemplaires limités, le Courrier est de nouveau disponible en ligne ([fr.unesco.org/courier](http://fr.unesco.org/courier)) en sept langues : anglais, arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe. L'abonnement à la version numérique est gratuit et il suffit de quelques clics pour accéder aux archives. Une stratégie pour déployer sa présence numérique est actuellement élaborée et des partenariats pour de nouvelles versions linguistiques sont en vue.

« Dans les années 1980, la revue existait dans plus de 35 langues, grâce à la coopération des Commissions nationales », a rappelé Irina Bokova, lors de la relance du Courrier au siège de l'UNESCO, le 27 avril 2017, avant d'exprimer sa conviction que la partenariat avec la Chine encouragera « de nombreux acteurs des secteurs public et privé, à devenir nos partenaires dans le développement du Courrier à l'échelle mondiale ».

La cérémonie de relance du Courrier de l'UNESCO à Beijing s'est déroulée le 13 mai en présence d'Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, de Huang Kun Ming, vice-ministre exécutif du Département de la propagande du Parti communiste chinois, Tian Xue Jun, vice-ministre chinois de l'Éducation et président de la Commission nationale chinoise pour l'UNESCO, Tan Yue, président de China Publishing Group, Du Yue, secrétaire général de la Commission nationale chinoise pour l'UNESCO.



# Exposition

## Contre le racisme « ordinaire »

Que dit la génétique sur la diversité de l'espèce humaine ? D'où vient la xénophobie ? Comment décrypter les comportements et propos racistes ? Quel modèle pour vivre ensemble dans le respect de l'égalité des droits ? Ce sont quelques-unes des questions soulevées par l'exposition « Nous et les autres » du Musée de l'Homme à Paris, qui se déroule du 31 mars 2017 au 8 janvier 2018 sous le patronage de l'UNESCO.

Cette exposition, qui s'appuie sur des études menées en anthropologie, en biologie, en sociologie et en histoire, s'inscrit dans la même logique de déconstruction du racisme qui guide l'UNESCO dans une de ses missions premières : combattre, par la science et la sensibilisation du public, les préjugés et les stéréotypes sur les catégories humaines, les identités figées et l'altérité vue comme une frontière symbolique entre « nous » et « les autres ».

Pour ce faire, l'exposition propose aux visiteurs un parcours interactif pour les amener à réfléchir sur les mécanismes individuels et collectifs qui conduisent au rejet de l'autre. Elle met également en valeur la Coalition internationale des villes inclusives et durables – ICCAR de l'UNESCO, plateforme dont l'objectif est de promouvoir le vivre ensemble dans les sociétés.

**NOUS ET LES AUTRES**  
DES PRÉJUGÉS AU RACISME

MUSÉE DE L'HOMME  
EXPOSITION  
31 MARS  
08 JANV  
2017-2018

Milton Daniel

SONT VENUS ENSEMBLE DONNER LEUR COULEUR À CETTE AFFICHE

MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

Sous le patronage de l'UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Illustration : Noma Bar

Créez votre affiche, sur votre mobile, avec vos couleurs sur [nousetlesautres.fr](http://nousetlesautres.fr)



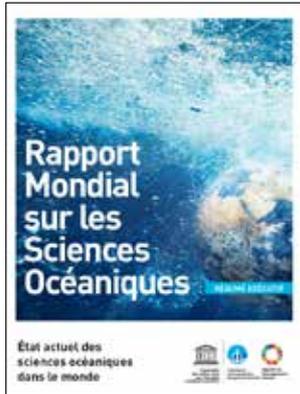
Le cylindre des catégories propose aux visiteurs de comprendre comment le processus de classification des « autres » que nous mettons en place peut aboutir aux stéréotypes, aux préjugés et, in fine, au racisme « ordinaire ».



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

# Éditions UNESCO

[www.unesco.org/publishing](http://www.unesco.org/publishing)  
[publishing.promotion@unesco.org](mailto:publishing.promotion@unesco.org)

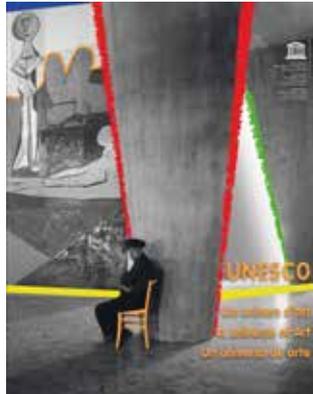


## Rapport mondial sur les sciences océaniques

État actuel des sciences océaniques dans le monde

Le résumé exécutif est disponible sur [www.unesdoc.unesco.org](http://www.unesdoc.unesco.org)

L'océan est le plus vaste écosystème de notre planète, qui régule les changements et la variabilité du système climatique et dont dépendent l'économie, la nutrition, la santé et le bien-être, l'approvisionnement en eau et l'énergie sur l'ensemble du globe. Le *Rapport mondial sur les sciences océaniques* rend compte pour la première fois de l'état des lieux et de l'évolution des capacités en matière de sciences océaniques à travers le monde. Il offre une vue d'ensemble des acteurs, des modalités et du champ d'application des sciences océaniques : production du savoir, aide à la protection de la santé des océans, autonomisation de la société de façon à ce qu'elle favorise une gestion durable des océans dans le cadre du Programme 2030 des Nations Unies.



## UNESCO - Un univers d'art

ISBN 978-92-3-000027-1  
432 pages, 26 x 33,5 cm, relié, 54 €

Ce livre rassemble certaines des plus belles œuvres de la Collection de l'UNESCO. Couvrant plus de 6 000 ans d'histoire, cette collection est un miroir de la diversité créatrice du monde. On y trouve des artistes anonymes et les plus grands noms de l'art mondial : Joan Miró, Jean Arp, Karel Appel, Afro Basaldella, Roberto Matta, Alexander Calder, Eduardo Chillida, Henri Moore, Rufino Tamayo, Antoni Tàpies, Isamu Noguchi, Jesús Rafael Soto, Le Corbusier, Carlos Cruz-Diez, Erró, Tadao Ando, et tant d'autres. Enrichie grâce à la générosité de ses États membres, la collection de l'UNESCO compte plus de 800 œuvres. Elle est le patrimoine artistique le plus important des Nations Unies.



## Patrimoine mondial N°83 Musées et centres d'accueil

ISSN 1020-4520 - EAN 3059630102834  
88 pages, 22 x 28 cm, broché, 7,50 €

Au vu du tourisme croissant chaque année dans le monde, des musées et des centres d'accueil sont essentiels pour aider les visiteurs à comprendre l'importance culturelle et historique des sites du patrimoine mondial. Cela implique aussi des zoos et des aquariums, qui jouent de plus en plus un rôle majeur dans la conservation des espèces. Ce numéro de *Patrimoine Mondial* présente l'influence de nombre de ces centres et leur contribution à l'expérience vécue par les visiteurs, qu'il s'agisse de revitaliser les musées des sites du patrimoine au Cambodge, au Laos ou au Viet Nam ; le Musée national du Palais du Mexique et son importance ; les fonctions de conservation, d'éducation et de recherche du Zoo de Vienne ; ou le Complexe Maison-Ateliers-Musée Plantin-Moretus (Belgique), une imprimerie et une maison d'édition datant de la Renaissance et de l'époque baroque.



S'abonner au *Courrier de l'UNESCO*